

Traduction en français des articles de la revue italienne ROSSO numéro 17/18 mars 1977

Vous avez payé cher...
Vous n'avez pas tout payé !

La revue ROSSO - « rouge » - a existé de 1973 à 1979 ; ce bimensuel était publié à l'origine en tant qu'organe du Gruppo Gramsci, afin de se faire le principal porte-voix de l'*Autonomia Operaia,* l'Autonomie Ouvrière. Quand on dit le « principal porte-voix », c'est à la fois vrai et faux :

- vrai, car ROSSO disposait d'un prestige immense et jouait un rôle de vecteur essentiel du style, des méthodes, de la vision du monde de l'Autonomie Ouvrière, en particulier avec l'idée que le sujet révolutionnaire était « l'ouvrier social », car le prolétariat a été sorti de l'usine par le capitalisme et « dilué » un peu partout dans la « métropole » ;

- faux, car ROSSO se voulait une simple composante du mouvement de l'Autonomie Ouvrière, qui consistait d'ailleurs en une myriade plus ou moins connectée de comités de lutte dans les usines, de collectifs étudiants, de groupes de quartiers et des réseaux féministes, voire d'organisations politiques et, au sens strict, il faudrait étendre cela jusqu'aux Brigades Rouges.

C'est que, différemment à la France d'après 1945 où le Parti Communiste et la CGT participent aux institutions en toute tranquillité, en Italie il y a une critique contre ce capitalisme « modernisé » qui intègre la classe ouvrière et impose un mode de vie aliéné.

Cette critique commence dans les années 1960, l'un des vecteurs étant l'operaisme, c'est-à-dire l'ouvriérisme, passant notamment par des enquêtes auprès des ouvriers. Les enquêtes telles que mises en avant par Mao Zedong ne sont pas loin ; d'ailleurs, dans ce numéro de ROSSO, il est dit que la contradiction, c'est la vie et c'est également le « révisionnisme » du Parti Communiste italien qui est dénoncé.

Mais l'operaisme est aussi un syndicalisme révolutionnaire anti-syndical, avec une influence anarchiste à l'italienne (avec un goût prononcé pour la révolte individuelle et la « geste » révolutionnaire) ; il n'est également qu'un aspect, même si essentiel, d'une mouvance qui va finalement aboutir à l'Autonomie Ouvrière des années 1970.

Au moment où sort ce numéro, on est à l'apogée de ce mouvement ; une terrible répression va s'abattre quelques semaines plus tard, aboutissant à son très rapide démantèlement. C'est que l'Autonomie Ouvrière raisonnait en termes de contre-pouvoirs, de mouvement diffus, de cimentation uniquement par en bas.

Au fond, l'Autonomie Ouvrière s'imaginait procéder à la décomposition, un peu partout, du capitalisme, de manière à la fois légale et illégale, armée et non armée, dans une sorte de vague de grand refus. Cette conception se retrouvera plus tard en France dans l'ouvrage « L'insurrection qui vient » et toute la mouvance qui allait avec, même si de manière publique cette adhésion à la conception de l'Autonomie italienne n'a jamais été soulignée.

Un parallèle est d'ailleurs nécessaire ici : de la même manière que la fameuse « affaire Tarnac » de 2008 a décapité cette « insurrection » qui n'est jamais venue, les protagonistes de l'Autonomie Ouvrière se sont effacés, ont capitulé (comme l'un des principaux théoriciens, Toni Negri) ou ont basculé dans le réformisme culturel « alternatif ».

Il y avait, en effet, un réel suivisme, une adhésion fétichiste au spontanéisme ; tant que les choses marchaient, elles marchaient, mais quand sont apparus les problèmes, l'absence de centralisation, de synthèse a anéanti le mouvement.

C'est pour cela qu'à partir du milieu de 1977, ce sont les Brigades Rouges, qui soulignaient le rôle central de la notion d'État, qui sont parvenues sur le devant de la scène, même s'il faut noter dans ce contexte l'existence de centaines de groupes armés issus de l'Autonomie (Première Ligne, Noyaux Armés Pouvoir Ouvrier, Noyaux Armés pour les Contre-pouvoirs territoriaux, Noyaux Combattants pour le Communisme, Prolétaires Armés pour le Communisme, Premiers Feux de la Guérilla, etc.).

Pour cette raison, ce numéro de ROSSO a eu un énorme succès romantique par la suite. C'est le symbole d'une époque où les autonomes étaient extrêmement nombreux, des dizaines de milliers, au minimum. Ils avaient des collectifs et des armes, ils pensaient que l'avenir leur appartenait, qu'ils seraient en mesure de faire reculer la répression, l'État, les fascistes, les patrons.



Il n'y avait pas de centralisation, pas de focalisation sur l'État comme avec les Brigades Rouges ; il y avait des aspects économiques, mais aussi culturels. Il y avait des confrontations d'idées, de concepts ; tout était vu comme en mouvement. Ce serait le modèle idéal de lutte.

Tout cela relève bien entendu de l'idéalisation d'une époque et, en découvrant ce numéro de ROSSO, on voit bien qu'il existait une situation caractérisée par une réelle tension, ainsi qu'un goût prononcé pour l'offensive.

À lire les articles et leur contenu, on se demande même comment les gens produisant ROSSO ne se sont pas dit qu'ils allaient se faire mettre directement en prison. Il y a même une publicité comme quoi ROSSO est partout en librairie, ce qui indique une confiance absolue dans le fait que le « mouvement » saura protéger, maintenir son existence, de manière unilatérale, parce qu'il est « vrai ».

Ce numéro de ROSSO est ainsi extrêmement intéressant : pour son contenu, pour son approche, pour son style, pour ses incohérences, pour ses contradictions. Il retranscrit une époque et une époque tente de se retranscrire par lui.

Et cinquante ans plus tard, l'époque semble bien la même, celle d'un capitalisme modernisateur toujours prêt à intégrer les révoltes. Il ne faut pas perdre de vue que c'est avant tout cela qui accorde une formidable aura à ce numéro de ROSSO.

[materialisme-dialectique.com ● vivelemaoisme.org]

Autonomie ouvrière et le communisme du prolétariat multinational

Ils se sont déchaînés : une meute de journalistes, de prêtres et de bureaucrates tonne contre l'autonomie ouvrière, qu'elle soit organisée ou non. Sans parler des « politiciens », des historiens, des essayistes, des chroniqueurs, des spécialistes du « dix-neuviémisme » et de Giorgio Bocca : bref, tous les porcs ont relevé la tête au son de notre flûte.

Ils réclament un pogrom, comme au bon vieux temps, une nouvelle Odessa où, comme le raconte Babel, les Cosaques tiraient sur les violons et les flûtes des enfants juifs.

Mais cette fois, ils ont peur, ils ont très peur : et si, dans nos étuis à violon, se trouvait un [pistolet] P.38 ?

Consolez-vous, cependant. Ils ne craignent pas seulement notre éventuel P.38 ; s'ils tiennent à continuer de le chercher dans nos étuis, qu'ils le fassent, à leurs risques et périls.

Bien souvent, ils ne trouveront que des violons et des flûtes ; ils y trouveront de l'intelligence et de la haine de classe. Car c'est bien cela — intelligence et haine de classe — qui nous permet de vaincre, qui nous rendra le pouvoir dont le prolétariat et son autonomie ont toujours été dépossédés.

L'autonomie ouvrière n'est donc pas un vieux spectre qui hanterait l'Europe — ou, du moins, elle n'est pas seulement cela : elle constitue avant tout une nouvelle composition de la classe ouvrière et du prolétariat, une nouvelle représentation de l'urgence et de la possibilité de la révolution.



AUTONOMIA OPERAIA

Autonomia operaia è il comunismo del proletariato multinazionale

ROSSO

ROSSO 2

Une telle réalité ne peut qu'inspirer la terreur à l'ennemi de classe, et semer la confusion chez le vieux « socialiste ».

Oui, car l'autonomie ouvrière n'a aucun drapeau à relever de la boue, aucun fétiche à honorer.

Nous n'avons jamais considéré les « picistes » [= membres du Parti Communiste Italien, PCI] comme des traîtres, ni comme des mystificateurs — si ce n'est au même titre que nous considérons comme tels tous les réformistes, qu'ils soient bourgeois ou « socialistes » : nous les avons toujours perçus comme des « socialistes », des vestiges décrépits d'un ancien ordre et d'idéologies anciennes et pourries.

Ils sont l'expression et le vecteur de la socialisation du mode de production capitaliste, des éléments fonctionnels à la socialisation de l'exploitation, à son extension et à son intensification.

Ce sont des héros du travail exploité, des cogestionnaires de l'esclavage du prolétariat, des « patrons sociaux » ; ce sont — pour reprendre les termes de Marx et Engels — des fonctionnaires d'un capital qui a atteint, par le biais de l'État, un niveau social d'accumulation.

C'est pour cela que les autonomes l'emportent : non pas parce qu'ils possèdent des P38, mais parce qu'ils sont plus intelligents et cultivés, plus profondément enracinés dans l'histoire, et qu'ils constituent une véritable rupture avec toute la pourriture social-démocrate.

Les autonomes ne triomphent pas parce qu'ils seraient des « marginaux », mais parce qu'ils forment la pointe avancée de la nouvelle composition de la classe ouvrière et du prolétariat ; ils sont les représentants — en personne — de tout le travail social exploité, contrairement au PCI, qui représente des aristocraties ouvrières, des corporations d'employés ou des mafias de petits boutiquiers.

Les autonomes incarnent le communisme du prolétariat multinational. C'est pourquoi ils sont arrogants et violents : parce qu'ils représentent, incarnent et interprètent la vérité de la lutte des classes en ce siècle.

C'est pourquoi ils peuvent se permettre de mener une lutte d'une âpreté croissante : parce qu'ils sont invincibles, comme l'est toujours l'expression d'une nouvelle base productive.

Les journées de février et de mars ont été notre « Livourne » [= le Parti Communiste a été fondé en Italie en 1921 dans la ville de Livourne] : le moment fondateur — sans jamais déléguer quoi que ce soit à un quelconque intellectuel extérieur — de notre parti, prolétarien et communiste.

FAISONS LE POINT AVEC NOS AMIS ET NOS ENNEMIS

Il est évident que, lorsque — après vingt ans de gestation — l'Autonomie émerge en tant que force de masse organisée, il est nécessaire de faire le point. D'abord vis-à-vis des groupuscules de gauche. Ensuite, vis-à-vis des forces réformistes : socialistes, membres du PCI, eurocommunistes, sociaux-démocrates. Enfin, au sein même du mouvement de l'Autonomie.

Une force ouvrière et prolétarienne qui remporte des victoires de manière autonome doit, avant toute chose, réfléchir sur sa propre victoire et sur sa propre organisation.

Réfléchir, penser, étudier : c'est une tâche que nous ne pouvons confier à aucune autre force que la nôtre ; une exigence d'autant plus urgente que nous gagnons en puissance.

Il s'agit de réfléchir sur l'adversaire et sur les multiples formes que revêt sa répression ; mais il s'agit surtout de réfléchir et de débattre au sein même de l'organisation de l'Autonomie, entre tous les camarades, afin de faire grandir cette organisation.

CHOISISSEZ VOTRE CAMP : D'UN CÔTÉ OU DE L'AUTRE

Au sujet des groupuscules, nous n'avons pas grand-chose à dire. Par notre simple existence, nous posons une série de points de démarcation face auxquels ils sont contraints de se déterminer.

Ils doivent se prononcer sur le plan idéologique : ils doivent nous dire s'ils sont pour le socialisme ou pour le communisme, s'ils sont pour le perfectionnement de l'organisation de l'exploitation ou pour la destruction de celle-ci, s'ils sont pour le travail ou contre le travail salarié.

Certaines forces groupusculaires nous ont répondu en se rangeant aux côtés de l'ennemi de classe : tels des poux sur l'éléphant du réformisme, elles aspirent sottement à jouer un rôle politique, tout en se déchirant dans des scissions et des fracas internes — des agissements à juste titre tournés en dérision et tout à fait ridicules.

Quant à L.C. [= Lotta Continua], elle rappelle vraiment Serrati et les « terzinisti » [= socialistes de gauche, maximalistes, décidant de se tourner vers l'Internationale Communiste] du premier après-guerre : à quand, camarades, une décision stratégique ?

Les groupuscules doivent, par ailleurs, se positionner sur le plan de l'organisation. L'autonomie ouvrière n'admet ni délégations ni représentations bureaucratiques du mouvement. Les groupuscules doivent décider s'ils entendent entretenir un rapport instrumental avec le mouvement, ou s'ils acceptent — en dissolvant ces simulacres grotesques d'organisation qu'ils avaient bâtis avec une mentalité d'usuriers — de se conformer aux principes organisationnels du mouvement ; ils doivent choisir entre perdre leur temps dans les antichambres du Pouvoir, ou s'investir dans l'action de masse, la pratique révolutionnaire, la construction quotidienne d'un contre-pouvoir et l'exercice du pouvoir prolétarien.

Nous n'avons pas grand-chose à ajouter non plus au sujet du réformisme. Il ne nous appartient pas de démontrer l'absence totale d'espace politique et de crédibilité du réformisme : aux yeux des masses, cela est attesté par la trahison quotidienne, non seulement des intérêts et des besoins du prolétariat, mais aussi de ses propres déclarations et intentions.

L'absorption du réformisme dans le développement du pouvoir capitaliste est rendue possible par l'absence totale de toute alternative idéale, et elle découle d'une mystification complète des rapports de force et des orientations programmatiques.

Lorsque l'État est totalement englobé dans les structures multinationales du capital, les réformistes nous proposent — dans le meilleur des cas — l'austérité et l'autarcie ; on voit bien qu'ils sont tous issus des Groupes universitaires fascistes !

Lorsque les institutions de l'État sont entièrement subordonnées aux exigences du mode de production (y compris ses scandales et sa voracité bourgeoise), les réformistes viennent nous proposer la « vraie » démocratie et le « juste » profit : on voit bien qu'ils n'ont jamais étudié *Le Capital* !

Grossiers, sordides et ignorants, ils récoltent des voix par des méthodes mafieuses, défendent les petits commerçants, organisent les policiers en syndicats, et divisent les ouvriers et les prolétaires en les enfermant dans une logique corporatiste.

Que dire ? La justice prolétarienne ne saurait tarder à frapper ces nouveaux Noske [dirigeant social-démocrate responsable de l'écrasement de la révolution allemande de 1918], ces maires qui réclament des chars contre les étudiants, ces députés et dirigeants qui dissimulent leur appartenance à la bourgeoisie la plus abjecte en exhibant des médailles de la Résistance — des breloques qui ne leur servent désormais plus qu'à se boucher les yeux, à s'empêcher de voir.

POUR L'ORGANISATION DE L'AUTONOMIE

Les problèmes les plus graves que l'autonomie doit résoudre concernent le développement de son organisation « interne ». Disons-le d'emblée : il faut combattre les positions qui insistent, de manière équivoque, sur des thématiques insurrectionnalistes.

Celles-ci font un pas en avant et deux pas en arrière : un pas en avant, en ce sens qu'elles saisissent la gravité de la situation politique, perçoivent la volonté du pouvoir de déclencher une bataille destructrice contre les forces de l'autonomie, et pressentent le danger d'une guerre civile — cherchant, par conséquent, à armer le mouvement de masse.

Mais aussi deux pas en arrière, car ces propositions oublient trop souvent la spécificité du rapport entre organisation et mouvement, la nécessité d'articuler de manière stable le mouvement de masse et celui d'avant-garde, ainsi que la possibilité de réaliser une véritable accumulation d'éléments et de fonctions de contre-pouvoir.

C'est sur la conduite constante et correcte de ces étapes que les camarades de l'autonomie organisée ont toujours attiré l'attention de tous les camarades, ainsi que celle du très large éventail de forces qui se réclament de l'autonomie : c'est sur ce terrain que nous devons aller de l'avant, avec tout l'optimisme que notre force nous permet d'avoir.

Au sein du mouvement de l'autonomie s'agitent également des individus qui espèrent parfois réitérer des manœuvres de type groupusculaire : il faut les considérer avec agacement et les écarter sans pitié.

Mais cela ne sera possible que si la voie maîtresse — celle de l'approfondissement organisationnel du rapport entre avant-garde et masses — est suivie jusqu'au bout, avec constance, courage et confiance dans les forces du mouvement.

Personne, aujourd'hui, ne peut éluder la nécessité d'approfondir et d'accélérer le débat sur l'organisation au sein de l'autonomie.

Comme nous l'avons souligné, s'il est vrai que tout doit être remis en jeu dans la relation entre les structures organisationnelles et la nouvelle, formidable dimension de masse — et si cette remise en question doit servir de base à la discussion —, il convient toutefois de se méfier de l'opportunisme qui se dissimule derrière la simple glorification des rapports avec les masses.

Personne, disons-le très clairement, ne pourra se soustraire au débat sur la centralisation du mouvement, ni aujourd'hui ni dans les mois à venir.

LES ENJEUX DE LA PÉRIODE À VENIR

Il n'y a qu'un seul enjeu pour la période à venir : impliquer les grandes usines dans la lutte de l'autonomie prolétarienne. De ce point de vue, notre proposition politique demeure cohérente, quelles que soient les variables que la scène politique pourrait présenter.

Que la crise institutionnelle s'aggrave, ou qu'un gouvernement de coalition constitutionnelle cherche à déclencher une guerre civile contre l'autonomie ouvrière et prolétarienne, l'ouverture du front des usines s'avère, dans tous les cas, fondamentale.

Précisons bien que notre proposition ne découle pas d'un résidu d'« ouvriérisme » ou d'un culte mythique et inerte de l'usine ; elle naît de la nécessité — et de la possibilité — de faire pression sur les équilibres généraux du système et de les rompre, là même où ils « semblent » aujourd'hui les plus solides.

Et nous disons bien « semblent » : car, au sein des usines, ils ne le sont pas — ou ne le sont que sous la forme mystifiée que le réformisme est désormais capable de produire.

En réalité, l'expérience quotidienne dans les usines et la lutte ouvrière directe offrent un terrain propice à l'insubordination et à la révolte ouverte : le rapport entre la classe ouvrière des usines et le prolétariat productif de l'ensemble de la société doit être poussé vers une jonction explosive.

Le centre de gravité s'est désormais entièrement déplacé sur le terrain du pouvoir, dans la lutte contre l'État et contre le réformisme : il est nécessaire qu'émerge, depuis les usines, un processus de rupture avec tout cet horizon institutionnel qui, aujourd'hui, commence à se manifester à travers le programme de la cogestion.

Cela est possible en approfondissant l'unité de l'intérêt social de l'ensemble du prolétariat, en unifiant dans un projet de lutte unique toutes les strates du travail social — qu'il soit directement ou indirectement productif, plus ou moins concret, plus ou moins abstrait.

L'accusation de marginalisation portée contre nous révèle sa fausseté dès lors que nous parvenons à démontrer l'identité des intérêts entre le prolétariat diffus — cette nouvelle base productive potentielle — et le travail en usine exploité par le socialisme d'État.

Nous avons cette possibilité, et nous avons cette urgence. Certes, tout cela rapproche les conditions de la guerre civile.

Nous ne la voulons pas : ceux qui la veulent sont ceux dont le pouvoir est grignoté par le contre-pouvoir des masses, ceux dont la centralité du pouvoir est minée par l'antagonisme de l'autonomie.

L'autonomie ouvrière est une force productive et une force combattante.

Nous acceptons le terrain de la guerre civile que l'adversaire nous impose.

Sans hystérie, sans fantasmes. Nous savons à quel point ce terrain est rude. La légitimité de notre lutte est déterminée par l'action des masses.

Ici, sur ce terrain, notre force d'organisation et notre force programmatique se rejoignent : il n'existe pas de programme possible qui ne soit, en soi, l'exercice d'un contre-pouvoir.

Tout reste à construire sur ce terrain : les luttes de ces derniers mois ont toutefois commencé à donner une dimension de masse à un travail qui se poursuit depuis longtemps.

Mais devrions-nous craindre ce que la nouvelle force du prolétariat a toujours voulu — et a souvent su — imposer ? Laissons-les crier au loup, laissons-les redouter le spectre : nous, nous avons un travail quotidien, déterminé et continu à accomplir.

Il s'agit d'un travail de préparation, mené au rythme du rapport de force que l'adversaire nous impose, et sous la forme que nous, à notre tour, lui imposons. La taupe [=allégorie connue de la révolution qui cherche sa voie] a commencé à creuser au grand jour, et elle s'est transformée en lion.

Camarades,

la mobilisation et les affrontements qui ont eu lieu à Rome, à Bologne et à Milan ont mis à l'ordre du jour, au sein des forces prolétariennes, une intensification du niveau de confrontation que la lutte de classe impose aujourd'hui.

Que s'est-il passé, en effet, à Rome, à Bologne et à Milan ?

Le 5 mars, à Rome, des milliers de camarades issus du nouveau mouvement qui a récemment investi l'université — c'est-à-dire des milliers de jeunes prolétaires

(chômeurs, travailleurs précaires sous-payés, « étudiants » contraints au travail au noir, employés des services, précaires de l'université ; bref, une masse de personnes surexploitées au sein de la métropole, que la restructuration capitaliste reproduit et multiplie afin d'étendre au maximum l'exploitation au-delà de l'usine, dans les unités décentralisées de « l'usine diffuse » — portant ainsi un nouveau coup à la force et à la combativité de classe, ainsi qu'à la « solidité » de la rigidité ouvrière)

— cette masse de camarades s'est rassemblée à la Cité universitaire pour manifester contre la sentence infâme qui a condamné à neuf ans de prison le camarade Fabrizio Panzieri, accusé de « complicité morale » dans le meurtre d'un fasciste grec, ancien espion des services secrets des colonels.

À la police, qui tentait d'empêcher le cortège de franchir les grilles de l'université, a été opposée une riposte extrêmement ferme, donnant lieu à des affrontements répétés dans tout le centre-ville.



COMPAGNI,

la mobilisazione e gli scontri avvenuti a Roma, a Bologna, a Milano hanno messo all'ordine del giorno, tra le forze proletarie, l'intensificazione del livello di scontro con la lotta di classe oggi imposta.

Cosa è avvenuto, infatti, a Roma, a Bologna e a Milano?

Il 5 marzo a Roma migliaia di compagni del nuovo movimento di lotta che in questi giorni ha investito l'università — e cioè migliaia di giovani proletari — disoccupati, studenti-lavoratori, lavoratori, «studenti» costretti al lavoro nero, lavoratori del servizi, precari dell'università — insomma una massa di supersfruttati della metropoli, che la ristrutturazione capitalista riproduce e moltiplica per estendere quanto è più possibile lo sfruttamento fuori della fabbrica, nei quartieri proletari della «fabbrica diffusa» — è così dare un altro colpo alla forza, alla combattività di classe, alla «tenuta» della rigidità operaia) questa massa di compagni si è concentrata alla città universitaria per scendere in piazza contro la infame sentenza che ha condannato a nove anni di carcere il compagno Fabrizio Panzieri, accusato di «concorso morale» per l'uccisione di un fascista greco, ex spia dei servizi segreti dei colonnelli.

Alla polizia che tentava di impedire che il corteo uscisse dai cancelli dell'università è stata data una risposta durissima — che è la sola pagante in scontri e operazioni in tutto il centro cittadino.

L'11 marzo a Bologna la polizia ha attaccato gruppi di compagni che stavano contestando l'assemblea dei criminali di «Comunione e Liberazione» (CL) — questo ingrigolata democristiano che a Seveso si è reso complice attivo del genocidio perpetrato dall'ICMESA.

La polizia, invitata dai criminali di CL per «garantire la democrazia» ha assassinato il compagno Francesco Lorusso militante di Lotta Continua», come risposta [suonti-chiave del comando dello stato nella città sono stati investiti da una ondata di rabbia: poliziotti e carabinieri sono stati attaccati e messi in fuga. Il governo ha deciso-trovando pieno appoggio in tutte le forze costituzionali — con l'occupazione militare del centro cittadino — con i «carri» schierati attorno alla città universitaria.

Il 12 marzo a Roma sono confluiti da tutta Italia centomila compagni - operai, studenti, disoccupati, supersfruttati della metropoli, militanti delle organizzazioni comuniste rivoluzionarie. Centomila compagni che con situazione [latino - Milano - la provocazione della polizia di provocare di questo, ostese e che si sono schierati in piazza unendo, in una sintesi mai vista finora, presenza di massa e determinazione combattente.

Questo corteo era - per decisione dell'assemblea generale del movimento - determinato ad invadere ed occupare la Città universitaria, di nuovo militarizzata. Di fronte a questa decisione la polizia ha tentato di impedire che venisse data e - secuzione alle decisioni dell'assemblea: una prima volta vietando al corteo via Nazionale (e questo diviene è stato accettato, anche in considerazione della presenza di migliaia di compagni che non avevano potuto - o che avrebbero potuto facilmente essere in - bella da rastrellamenti), poi tentato di dividere il corteo e piazza Venezia per prolungare la sede DC di piazza del Gesù dalla critica di massa di centomila proletari. A quel punto gli scontri sono moltiplicati; il corteo - che ha respinto ogni tentativo di - ha portato a termine il suo percorso, realizzando via via i suoi obiettivi di lotta.

COMPAGNI,

una cosa è chiara (e la giornata di Roma lo ha prepotentemente messo in evidenza): se con le autoblindo e lo Stato pratica un livello di **repressione militare** diretta, se ha bisogno di proteggere dal terreno militare, del dispiegamento della sua forza politico-militare in cui la violenza armata non ha più quel carattere di deterrente, ma una sua immediata efficacia e materialità: la pratica militante del corteo di Roma che è giunta fino all'assalto dell'armeria diffonde l'intelligenza di questo momento della lotta, dell'organizzazione dell'armamento, perché ci chiarifichi nella teoria e nella prassi che il terreno combattente è un terreno di azione e di lotta pertinente e un programma comunista, a una volontà di rovesciare i rapporti sociali di produzione, di sviluppare il processo rivoluzionario di ricomposizione del proletariato del regime del lavoro salariato.

Così a Milano il 12 e 16 marzo, l'area dell'autonomia operaia, i compagni comunisti rivoluzionari hanno assicurato un corteo proletario di massa di discriminati e rivoluzionari.

In una giornata in cui la mobilitazione e il programma dei PCI e dei sindacato più che riempire la piazza di operai: ha svuotato la fabbrica come in un giorno di ferie, non abbiamo voluto accordarci a chi non capisce la rottura necessaria tra la classe operaia e il suo nemico e la confusività del discorso di sinistra sindacale.

In questa radicalizzazione dello scontro politico, la spaccatura che la sinistra operaia ha realizzato nelle fabbriche a Milano nei riguardi del PCI e il sindacato, i nuovi contenuti, gli obiettivi, i nuovi rapporti di produzione basati sul lavoro nero e a domicilio, sul notturno e lo straordinario, sulla piccolissima azienda e clandestina, per liberare l'intera forza del moderno proletariato.

La lotta operaia ha davanti a sé la prospettiva reale della città proletaria: lo stato armato repressivo delle volanti, dei vigili di quartiere, dei comandi dei carabinieri e delle «squadre speciali» che si intreccia con il consenso politico della socialdemocrazia revisionista, dalla sinistra sindacale e dai pappagalli opportunisti. La volontà di lottare per il potere che ha unito a Roma centomila proletari deve — e a Milano lo sta facendo — diventare la discriminante tra i vari strati proletari della città capitalistica.

Questo compito di riunificazione se lo devono assumere prima di tutti le fabbriche dove si esprime forza operaia: queste fabbriche devono diventare il centro dell'iniziativa politica per i nuovi settori in lotta e questo è possibile per il peso che vi hanno comunisti e rivoluzionari.

Non c'è operaio e disoccupato che non sappia cosa è l'Asinoimbarda, cos'è il tribunale del lavoro, cos'è la «fabbrica diffusa», cos'è l'impresa, cosa sono il covo del lavoro nero.

Durante lo svolgimento del corteo venerdì a palazzo di Giustizia si è celebrato l'ultimo atto del processo-farsa contro i quattro operai comunisti licenziati quasi due anni fa dalla Magneti Marelli per aver difeso gli interessi immediati di una squadra operaia.

Non c'è compagno, nel movimento di lotta a Milano che non sappia che dietro di questi compagni sono rimasti al loro posto di lotta-ciò è dovuto alla forza e alla combattività di quelle centinaia di operai che sono da anni all'avanguardia della lotta nella fabbrica.

La battaglia contro i licenziamenti politici alla Marelli è a stata ed è il punto di lonza per gli altri compagni colpiti dai licenziamenti politici: il caso Marelli, il caso Fimac, della Pirelli, ecc.). E infatti questa battaglia riparte da subito, contro l'infame sentenza che venerdì ha confermato il licenziamento dei compagni. **Questo licenziamento, sia chiaro continuerà ad essere inesguibile.**

L'altro obiettivo colpito - le squadre speciali - è quello più pagato: come alla pellezzina della Marelli gli uffici pieni di «rumori», è stata la sede della «Bassini - Ticino», un simbolo del lavoro nero, un'impresa che sfrutta il lavoro dei carcerati, spremendo plusvalore in condizioni in cui un ombra di paradossale rapporto salariale si somma a un regime di tipo di lavoro fascistico, quello di schiavitù. Ebbene, quando (come avviene in migliaia di altri casi) il nodo dei livelli della **«costo del lavoro» fissati in virtù di dieci anni di lotte operaia.**

Estrazione selvaggia di plusvalore sulla pelle di chi subisce questo rapporto di lavoro, attacco generale e diretto ai livelli di occupazione e della forza ad essa. Questi sono ormai dei fatti: lotta di massa e capacità combattente si presentano oggi profondamente intrecciate.

La vera questione, a questo punto, è quella della rivendicazione e concretezza il carattere **necessario** dell'organizzazione della forza rispetto alle esigenze immediate che il movimento esprime e rovescia come radicale antagonismo di classe contro il programma capitalista di crisi.

Dall'attacco alla struttura della giornata lavorativa sociale (riduzione dell'orario di lavoro, attacco a tutte le forme di lavoro nero, massiccia socializzazione della conoscenza per la trasformazione come pratica della divisione del lavoro) alla riappropriazione della ricchezza sociale (aumento dei prezzi politici, reddito garantito, spese politiche), vede già un livello molto alto di bisogni radicalmente antagonistici al sistema salariato, al regime capitalistico complessivo. Questo insieme di bisogni esprime la tendenzialmente della rivoluzione, la strategia del comunismo. Ma è solo all'interno di cui l'intelligenza rivoluzionaria dovrà costruire un programma rispetto a questo programma, compagni, e non è un radicalismo ideologico di questo o di quel gruppo di dispiegarlo, come inizi adesso, tutte le forme organizzative e adeguate di Organismi di fabbrica: **Alfa, Siemens, Face, Marelli, Brada, Falck, ENI, Teletra, Carlo Erba,**

Ronde operaie proletarie: **Romana-Villoria, S. Siro, Lambrate, Bovisa.**

Comitati Comunisti per il Potere Operaio

Collettivi Politici Operai, PC (m-l), Comitati Comunisti (m-l) di Unità e Lotta

ROSSO 3

Le 11 mars, à Bologne, la police a attaqué des groupes de camarades qui contestaient l'assemblée des criminels de « Comunione e Liberazione » (CL) — ce groupe intégriste démocrate-chrétien qui, à Seveso, s'est rendu complice actif du génocide perpétré par l'ICMESA [avec la catastrophe industrielle aux conséquences chimique en juillet 1976].

La police, appelée par les criminels de CL pour « garantir la démocratie », a assassiné le camarade Francesco Lorusso, militant de « Lotta Continua ».

En réponse, les points stratégiques de l'appareil d'État dans la ville ont été submergés par une vague de colère ; policiers et carabiniers ont été attaqués et mis en fuite.



Le gouvernement a réagi — avec l'assentiment de toutes les forces constitutionnelles — en procédant à l'occupation militaire du centre-ville, des chars étant déployés autour de la cité universitaire.

Le 12 mars, cent mille camarades — ouvriers, étudiants, chômeurs, travailleurs ultra-exploités des métropoles, militants d'organisations communistes révolutionnaires — ont convergé vers Rome depuis toute l'Italie.

Ces cent mille camarades, qui constituent l'âme militante du mouvement des luttes prolétariennes dans ce pays, se sont rassemblés sur la place, alliant — dans une synthèse inédite — une présence de masse à une détermination combative.

Conformément à la décision prise par l'assemblée générale du mouvement, le cortège avait pour objectif d'investir et d'occuper le centre-ville, en y déployant une présence organisée.

La police a tenté d'empêcher l'exécution des décisions de l'assemblée : d'abord en interdisant au cortège l'accès à la Via Nazionale (interdiction qui fut acceptée, notamment en raison de la présence de milliers de camarades qui, ne connaissant pas la ville, auraient pu facilement se retrouver à la merci de rafles), puis en tentant de scinder le cortège sur la Piazza Venezia, afin de protéger le siège de la Démocratie chrétienne (DC) — situé Piazza del Gesù — de la contestation massive de ces cent mille prolétaires.

À ce stade, les affrontements se sont multipliés ; le cortège de masse s'est reformé et a mené son parcours à terme, réalisant progressivement ses objectifs de lutte.

CAMARADES, une chose est claire (et la journée de Rome l'a mis en évidence avec une force éclatante) : si, avec ses véhicules blindés, l'État met en œuvre une répression militaire directe — privilégiant le terrain militaire et le déploiement de sa force politico-militaire, où la violence armée ne joue plus seulement un rôle de dissuasion, mais possède une efficacité et une matérialité immédiates —, alors la pratique militante observée lors du cortège de Rome — qui a conduit jusqu'à l'assaut d'une armurerie — diffuse une orientation claire : la nécessité de la lutte, de l'organisation et de l'armement.

Il s’agit de démontrer, tant dans la théorie que dans la pratique, que le terrain du combat constitue un champ d’action et de lutte inhérent à un programme communiste ; un programme fondé sur la volonté de renverser les rapports sociaux de production et de développer le processus révolutionnaire visant à libérer le prolétariat du régime du travail salarié.

Ainsi, à Milan, les 12 et 18 mars, la mouvance de l'autonomie ouvrière et les camarades communistes révolutionnaires ont assuré la tenue d'un cortège prolétarien porteur de critères révolutionnaires.

Alors que la mobilisation et le programme du PCI [Parti communiste italien] et des syndicats — loin de remplir la place d'ouvriers — ont surtout vidé les usines, comme lors d'un jour de congé, nous avons refusé de nous associer à ceux qui ne saisissent pas la rupture nécessaire entre une perspective révolutionnaire et la continuité du discours de la gauche syndicale.

Dans ce contexte de radicalisation de l'affrontement politique, la scission opérée par la gauche ouvrière milanaise vis-à-vis du PCI et des syndicats, ainsi que l'intransigeance révolutionnaire face aux attaques du patronat et de son État, doivent franchir un cap qualitatif.

À Milan, le prolétariat est fragmenté, divisé en une multitude de formes de relations de travail, tandis que les révisionnistes conservent le contrôle politique sur les segments les plus larges de la classe ouvrière.

La force ouvrière doit aujourd'hui briser ces nouveaux rapports de production complexes — fondés sur le travail au noir, le travail à domicile, le travail de nuit et les heures supplémentaires, ainsi que sur la micro-entreprise et le travail clandestin — afin de libérer toute la puissance du prolétariat moderne.

La lutte ouvrière se heurte au commandement des patrons sur la ville prolétarienne : l’appareil d’État répressif et armé — avec ses unités mobiles, ses patrouilles de quartier, ses casernes de carabiniers et ses « escouades spéciales » — s’articule au commandement politique de la social-démocratie révisionniste, de la gauche syndicale et des perroquets opportunistes.

La volonté de lutter pour le pouvoir, qui a rassemblé cent mille prolétaires à Rome, doit — à Milan — briser les divisions et les barrières existant entre les différentes strates prolétariennes de la ville capitaliste. Cette tâche de réunification doit être prise en charge, avant tout, par les usines où s’exprime la force ouvrière : ces usines doivent et peuvent devenir de formidables centres d’organisation pour les nouveaux secteurs en lutte, ce qui est rendu possible par le poids qu’y exercent les communistes et les révolutionnaires.

Il n'est pas un ouvrier ni un chômeur qui ignore ce qu'est l'Assolombarda [= la plus grande association patronale territoriale d'Italie], ce qu'est le tribunal du travail, ce qu'est la direction d'une entreprise, ou ce que sont les repaires du travail au noir.

Vendredi, à l'occasion d'une manifestation, s'est déroulé au Palais de Justice l'acte final du procès-farce intenté contre quatre ouvriers communistes, licenciés il y a près de deux ans par Magneti Marelli pour avoir défendu les intérêts immédiats de leur équipe de travail. Au sein du mouvement de lutte à Milan, nul n'ignore que si ces camarades ont pu rester sur leur poste de combat, c'est grâce à la force et à la combativité de ces centaines d'ouvriers qui, depuis des années, sont à l'avant-garde de la lutte en usine.

La bataille contre les licenciements politiques chez Marelli a constitué — et constitue toujours — un point d'appui pour les autres camarades frappés par des mesures similaires (les cas de l'OM, de la Fimac, de Pirelli, etc., sont actuellement à l'ordre du jour).

Et, de fait, cette bataille reprend immédiatement, contre la sentence infâme — mais prévisible et attendue — qui a confirmé, vendredi, le licenciement des camarades. Ce licenciement, qu'on se le dise, restera inapplicable.

Un autre objectif a été visé : le siège de « Bassani-Ticino » (où, tout comme dans le bâtiment de la Marelli, les camarades ont trouvé des bureaux remplis de « jaunes »).

Il s'agit d'un symbole du travail au noir, une entreprise qui exploite la main-d'œuvre carcérale, extrayant de la plus-value dans des conditions où une vague apparence de rapport salarial se superpose à un régime d'esclavage.

Ce faisant, elle évite d'embaucher des ouvriers, contournant ainsi — comme c'est le cas dans des milliers d'autres situations — les niveaux de « coût du travail » arrachés au prix de dix années de luttes ouvrières.

Une extraction sauvage de plus-value, opérée sur le dos de ceux qui subissent ce rapport de surexploitation infâme : une attaque contre les niveaux d'emploi, qui pèse lourdement sur le rapport de force de classe.

Tel est le sens de ces formes de « travail dissimulé » que le capital multiplie dans les unités décentralisées de « l'usine diffuse ».

Loin d'être des vestiges du passé, il s'agit de formes modernes de réorganisation du travail social, pilotées par la grande entreprise via un système sophistiqué de sous-traitance — un mécanisme raffiné qui permet un contrôle impitoyable de la force de travail.

CAMARADES, le travail au noir est la synthèse de toute la violence de la restructuration et de l'utilisation capitaliste de la crise contre le prolétariat ; par conséquent, les repaires du travail au noir doivent être recherchés, identifiés et frappés.

CAMARADES, contre la social-démocratie néo-corporatiste et autoritaire — qui invoque la force armée de l'État contre ceux qui se rebellent et luttent face au pacte social, à la normalisation et à l'imposition de sacrifices au prolétariat — et contre cette même social-démocratie qui cherche à imposer les fétiches anti-ouvriers de la « solidarité démocratique » et de la « légalité de l'État républicain », il faut opposer la lutte et l'organisation.

CAMARADES, la ligne de démarcation s'est également accentuée vis-à-vis de l'aile légaliste et pacifiste des groupes gravitant autour du PCI, porteurs de préjugés contre-révolutionnaires quant aux formes de lutte.

La « question militaire » est inhérente à la lutte de classes ; ce ne sont certainement pas ces opportunistes qui parviendront à l'exorciser par leurs nuances mièvres, leurs dénonciations misérables ou leurs piètres stratagèmes — comme celui d'inscrire à la FLM [Fédération des travailleurs de la métallurgie] un « kapo » d'atelier ayant été pris pour cible, ou encore de distribuer à tout va des professions de foi démocratiques.

Ces gens-là, camarades, seront balayés par le développement du processus révolutionnaire ; le véritable débat, en réalité, se situe parmi nous, entre communistes.

Nous n'avons pas besoin, aujourd'hui, d'apologies sur la forme de la lutte, sur la radicalité qu'elle a atteinte, ni sur les caractéristiques que l'action des communistes a su revêtir.

Ce sont désormais des faits acquis : lutte de masse et capacité de combat sont aujourd'hui profondément imbriquées.

La véritable question, à ce stade, consiste à approfondir et à mettre concrètement en évidence la nécessité d'organiser la force, en réponse aux exigences immédiates exprimées par le mouvement — exigences qui se manifestent sous la forme d'un antagonisme de classe radical contre le programme capitaliste en période de crise.

Qu'il s'agisse de s'attaquer à la structure de la journée de travail sociale (réduction du temps de travail, lutte contre toutes les formes de travail au noir, socialisation maximale des connaissances en vue de transformer la division du travail) ou de se réapproprier la richesse sociale (imposition de prix politiques, revenu garanti, dépenses politiques), on voit déjà s'exprimer des besoins qui sont radicalement antagonistes au système du salariat et, plus largement, au régime capitaliste dans son ensemble.

Cet ensemble de besoins témoigne d'une prise de conscience de la maturité stratégique du communisme ; il constitue la base matérielle sur laquelle l'intelligence révolutionnaire devra élaborer un programme.

C'est par rapport à ce programme — et non en fonction du radicalisme idéologique de tel ou tel groupe — que se déploient, en tant qu'outils actuels, toutes les formes nécessaires et adéquates de violence prolétarienne.

Organismes d'usine : Alfa, Siemens, Face, Marelli, Breda, Falck, ENI, Telettra, Carlo Erba.

Patrouilles ouvrières prolétariennes : Romana-Vittoria, San Siro, Lambrate, Bovisa. Comités communistes pour le pouvoir ouvrier, Collectifs politiques ouvriers, PC (m-l)I, Comités communistes (m-l) d'unité et de lutte.

ROME : DES JOURS QUI VALENT DES ANNÉES

LE CORTÈGE DU 12 MARS A SEMÉ UNE GRANDE PEUR AU SEIN DE LA BOURGEOISIE ET A SUSCITÉ DE NOMBREUX DÉBATS DANS LE MOUVEMENT.

IL A MIS EN ÉVIDENCE SA FORCE ET SES CONTRADICTIONS.

LA FORCE DOIT ÊTRE DÉFENDUE CONTRE LES OPPORTUNISTES.

LES CONTRADICTIONS DOIVENT ÊTRE EXPLORÉES JUSQU'AU BOUT, EN DISCUTANT DE TOUT.

Le cortège du 12 mars a constitué le point culminant de l'affrontement politique entre le mouvement, les institutions et le réformisme ; il a également représenté le moment le plus fort de recomposition, au sein de la lutte de masse, des différentes composantes du mouvement.

L'expulsion de [Luciano] Lama [haut cadre du Parti Communiste Italien secrétaire général de la Confédération générale italienne du travail] de l'université [La Sapienza à Rome] a marqué une irruption politique — concrète, à l'image des pavés — de couches sociales qui se sont développées en dehors des perspectives réformistes.

D'une part, il s'agissait de la première « sortie » publique de l'« ouvrier social » ; d'autre part, cette strate de classe y a affirmé son autonomie, son antirévisionnisme et son refus de toute direction extérieure.

L'éviction de Lama relevait, en somme, d'une logique défensive : il s'agissait de contrer les tentatives du PCI visant à diviser le mouvement.

Sa limite politique résidait précisément dans ce caractère défensif : l'université était conçue comme une « cité de la révolution », tandis que l'« ouvrier social » restait, de fait, confiné dans les bidonvilles de la périphérie.

Le cortège du samedi 5, organisé contre la condamnation [à neuf ans de prison] du camarade [Fabrizio] Panzieri [pour la mort de l'étudiant fasciste grec Mikis Mantakas], a marqué la rupture des clôtures du ghetto.

L'interdiction de manifester, imposée par la préfecture de police, relevait d'une tentative, de la part des réactionnaires et des réformistes, d'empêcher l'expansion de ce sujet politique sur le terrain métropolitain ; il s'agissait d'éviter que la propagande de masse, portée par le cortège, ne se heurte aux institutions et aux lieux où s'est accumulée la richesse.

Les camarades l'avaient tous compris : les cordons de police ont été brisés à coups de cocktails Molotov.

Ce fut l'occasion de faire le compte de ses forces, de prendre conscience de sa propre puissance, et d'expérimenter la possibilité de mener une propagande de masse non autorisée, tout en la défendant par des moyens militaires.

Le 12 mars a constitué un moment où une volonté subversive — un choix subjectif et collectif d'attaquer — a pris une ampleur de masse ; ce fut une démonstration de potentiel révolutionnaire et de capacité destructrice en guise de représailles.

À travers tous ces épisodes de lutte, le mouvement s'est déployé dans sa totalité, sachant se développer au sein même de ses propres contradictions — alors même que la bourgeoisie, les réformistes et autres vermines cherchaient à exploiter ces failles pour le détruire.

À chaque fois, le mouvement s'est recomposé dans la lutte, se retrouvant, jour après jour, confronté aux mêmes contradictions, mais à un niveau supérieur.

La consternation, les chars, les insultes, les mitraillettes braquées, les mensonges, la volonté de « comprendre », les nuances dilatoires, l'État policier : voilà les réponses de la bourgeoisie — quelle que soit la couleur dont elle se pare — à la crainte d'une jonction entre ces niveaux de lutte et le mécontentement croissant des ouvriers.

Des mensonges et des dénonciations sont même venus de formations politiques issues du mouvement, par suivisme et opportunisme. Malgré cela, il nous reste encore un long chemin à parcourir avec certains de ces camarades. Le reste, ce ne sont que des poux.

LE PARCOURS

L’objectif du mouvement était de s’approprier tous les espaces urbains, de les parcourir, de les submerger de mots d’ordre et de slogans reflétant la force, la volonté subversive et le programme des prolétaires.

L’objectif du mouvement était d’exercer la violence en certains points de la ville, en ciblant des nœuds de pouvoir ; de manifester une capacité de destruction à l’encontre des centres de la répression, en démontrant la capacité à opposer une violence prolétarienne à la violence de la bourgeoisie.

Il s’agissait d’un programme politique dans lequel chacun se reconnaissait, un programme discuté à l’échelle nationale dans toutes les instances du mouvement et qui figurait — fût-ce de manière implicite — dans tous les journaux du mouvement.

Ceux qui, a posteriori, prétendent que 100 000 camarades étaient à Rome pour une simple promenade, ou pour témoigner d'un engagement politique, mentent — et ce n'est pas la première fois qu'ils le font, par pur opportunisme.

Ce mouvement vient contrecarrer leurs plans. Ces « poux » sont nerveux, au point de ne même pas savoir se comporter en véritables parasites. Les vrais poux abandonnent un corps à l'agonie ; or, aujourd'hui, le mouvement est bien vivant et se renforce.

Un corbeau qui tente d'imiter un pou, voilà qui est tout à fait ridicule. L'objectif du mouvement était de reconquérir les rues et les places qui lui étaient interdites depuis longtemps.

Emprunter la Via Nazionale, au départ de la Piazza dell'Esedra, faisait partie de ce programme.

Les choses ne se sont pas déroulées comme prévu : l'idée de parcourir la Via Nazionale a été abandonnée, car le dispositif policier qui bloquait la voie était massif.

Un tir de grenades lacrymogènes sur la Piazza dell'Esedra aurait provoqué le chaos et la dislocation du cortège — qui n'était pas encore pleinement formé — rendant sa reconstitution extrêmement difficile.

Ce fut une décision sage ; elle démontre, s'il en était besoin, que le cortège n'a jamais fait preuve d'aventurisme tout au long de l'après-midi, même lors des affrontements violents. Une attaque soudaine de la police avait été anticipée.

Une partie de la piazza Esedra avait été laissée libre afin de permettre une évacuation rapide de la place, sans que les participants ne se piétinent les uns les autres.

L'itinéraire suivi par le cortège fut donc le fruit d'une médiation, tenant compte du rapport de force avec l'adversaire et du programme du mouvement.

La via Cavour, la via dei Fiori Imperiali et la piazza Venezia furent des moments de propagande de masse, de démonstration de force et de combativité.

L'attaque contre le siège de la D.C. [Démocratie chrétienne] sur la piazza del Gesù constitua une action d'avant-garde.

Le cortège se scinda en deux : la tête du cortège avança vers la piazza Argentina, tandis que le reste se replia vers la piazza Venezia, poursuivant son trajet en direction du Teatro di Marcello et du Lungotevere, qui longe le Ghetto.

Le cortège se reforma ensuite sur le Lungotevere et continua sa progression le long de la rive du fleuve jusqu'à la piazza del Popolo. Tous les ponts sur le Tibre étaient bloqués par la police en tenue de combat, tout comme l'étaient tous les accès au centre-ville.

Les forces de répression déployèrent tous leurs efforts pour empêcher la force prolétarienne de pénétrer sur le territoire de la bourgeoisie ; il s'agissait d'empêcher, à tout prix, que 100 000 communistes n'entrent en contact avec les ministères, les banques et les boutiques de luxe.

Tous les camarades ont pris conscience que tenter de pénétrer dans le centre de Rome aurait entraîné un affrontement armé avec la police et les carabiniers.

De même, ils ont tous réalisé qu'il était impossible de traverser le Tibre, que ce soit vers l'extérieur ou en direction de la prison de Regina Coeli.

À l'échelle de la masse, une telle tentative n'a pas eu lieu, et personne n'a poussé dans cette direction — une preuve supplémentaire de l'absence d'aventurisme.

L'exercice de la violence armée dans le centre de Rome a été confié à des noyaux du service d'ordre qui sortaient du cortège, frappaient leurs cibles, puis réintégraient les rangs.

Cette composante militaire d'avant-garde a été pleinement acceptée par le cortège, dont elle constituait une partie intégrante ; le cortège servait, en effet, de base logistique aux actions armées.

La Piazza del Popolo a marqué la fin du cortège de masse. Tous les camarades ont pris conscience qu'à partir d'un certain moment, la poursuite du programme d'affrontement reposait désormais sur la frange militante du cortège : les collectifs organisés, les noyaux de camarades venus de toute l'Italie, ainsi que des groupes homogènes dont les membres se connaissaient entre eux.

Tous ont également constaté qu'il devenait impossible, à partir de la Piazza del Popolo, de maintenir la cohésion du cortège et de protéger ses flancs. La consigne a alors été donnée de se disperser le plus rapidement possible afin d'éviter les rafles.

Dès lors, la poursuite du programme d'affrontement du mouvement a été prise en charge par des groupes de service d'ordre préexistants et par des groupes formés spontanément, composés de camarades qui avaient encore des cocktails Molotov en poche.
Le fait que la police et les carabiniers n'aient réussi à interpeller que 150 personnes — toutes arrêtées une fois les affrontements terminés — démontre que l'attitude du cortège n'avait rien d'aventuriste.

Ceux qui ont affirmé ou écrit le contraire sont soit mus par une mauvaise foi opportuniste, soit n'étaient tout simplement pas présents dans le cortège. Quant à ceux qui ont qualifié de « provocations » les affrontements survenus en marge du cortège ou après la Piazza del Popolo, ils feignent d'oublier la colère des camarades, la virulence des slogans et la détermination du mouvement à en découdre.

LA QUESTION DES « CASSEURS »

Des centaines de voitures ont été détruites à coups de barre de fer et incendiées tout au long de la journée du 12 mars, à partir des affrontements sur la Piazza del Gesù.

Certaines ont servi à ériger des barricades, d'autres ont pris feu lors d'affrontements impliquant des cocktails Molotov, certaines ont été enflammées par des grenades lacrymogènes, et d'autres encore ont été détruites de sang-froid, à coups de barre de fer, en marge du cortège.

L'ensemble du cortège était opposé à la destruction gratuite de véhicules, mais il restait, dans sa grande majorité, assez indifférent au fait que cela se produise ou non.

Tout au long du parcours, des altercations éclataient sans cesse avec les jeunes camarades qui s'acharnaient sur les voitures à coups de barre de fer ; mais les reproches et les cris de « crétins, crétins ! » étaient étouffés par des slogans virulents contre la DC [Démocratie chrétienne], la police, le gouvernement « Berlinguotti » [terme mélangeant les noms d'Ennrico Berlinguer, secrétaire général du Parti communiste italien, et de Giulio Andreotti, dirigeant de la Démocratie chrétienne et président du Conseil des ministres] et les assassins du camarade [Francesco] Lorusso [de Lotta Continua, tué en mars 1977 lors d'affrontements avec la police à Bologne, ville bastion du Parti Communiste italien] et finirent par s'éteindre.

Les conneries de ces jeunes prolétaires ont été perçues par tous les camarades comme marginales par rapport à la démonstration de force que le cortège était en train de déployer.

Nous sommes convaincus que briser des voitures sans raison est une erreur ; non pas parce que nous accordons de l'importance aux bien-pensants — quelle que soit la couleur dont ils se parent — mais parce qu'il vaut mieux voler une belle voiture de luxe que de la détruire.

Nous rejetons l'étiquette de « voyous » accolée à ces camarades. Nous assumons leurs erreurs comme étant celles du cortège tout entier et du mouvement en général.

Nous revendiquons leur violence — aussi primitive soit-elle — en tant qu'expression d'un potentiel destructeur et d'une disposition à la lutte de classe révolutionnaire.

DISCUTONS DE TOUT

Chaque fois que la lutte politique devient une lutte de masse, chaque fois que des composantes distinctes du mouvement parviennent à s'unifier autour d'objectifs communs, chaque fois que la lutte contre l'État et la lutte de libération se rejoignent, on assiste à un bouleversement total des comportements, des besoins et des pratiques subjectives. Ceux qui prétendent — ou ont prétendu — dicter « la ligne » au cortège du 12 mars, cherchant à imposer une étiquette politique sous laquelle faire entrer 100 000 camarades, ne font qu'exprimer l'impuissance d'une minorité.

Quant à ceux qui décrivent — ou ont décrit — ce cortège comme profondément hétérogène, déchiré en son sein par des besoins contradictoires, ce ne sont que des opportunistes rivés sur l'étendard de leur propre sectarisme, des donneurs de leçons qui ne connaissent que la rédaction de leur propre journal, des oiseaux de mauvais augure de longue date, des parasites engraissés par les luttes menées par les autres.

Les contradictions internes au mouvement coexistaient au sein même de la cohésion du cortège ; elles opéraient de manière moléculaire à travers son comportement unitaire, maintenues ensemble par la volonté d'affronter les institutions, par le désir d'exercer des représailles et un contre-pouvoir, et par une pratique de violence diffuse.

Tout a été mis en œuvre pour travestir et exorciser cette réalité — et pas seulement par la presse bourgeoise.

Sous le mot d'ordre « discutons de tout », on a en réalité discuté d'épisodes isolés, de composantes particulières du mouvement, d'erreurs ponctuelles. La presse, la radio et la télévision ont utilisé cette méthode pour diviser le mouvement, dans un but répressif.

Des forces opportunistes au sein du mouvement s'en sont servies pour se propulser à nouveau sur la scène politique — certaines choisissant, une fois de plus, un rôle subordonné au syndicat et aux réformistes, d'autres jouant sur une ambiguïté tactique.

C'est précisément par ce biais que les parasites du mouvement ont sauté du dos du tigre sur celui de la hyène. Nous sommes convaincus qu'il est juste, voire indispensable, de discuter.

Mais de discuter *vraiment* de tout, en communistes, car nous avons la conviction que c'est précisément en vertu de ses contradictions — et en les surmontant dialectiquement — que le mouvement révolutionnaire se développe.

Sans contradictions, il n'y a pas de vie.

Libérons Eugenio, Piero e Maria

Le succès politique de la manifestation nationale a résidé précisément dans le fait que le déploiement de l'immense cortège — et la conquête d'un itinéraire central s'achevant sur la Piazza del Popolo — ont fait corps avec la violence de masse qui s'y est exprimée, ainsi qu'avec les nombreuses actions offensives ayant su donner des cibles adéquates à la colère de milliers de prolétaires.

Cela, alors même que toute la presse bourgeoise, les révisionnistes et les derniers épigones éparpillés de D.P. [Democrazia Proletaria, rassemblant la gauche extra-parlementaire] se sont empressés de se faire les défenseurs des intérêts des marchands d'armes et des forces de l'ordre.

Ces mêmes forces de l'ordre qui, peu auparavant, avaient sauvagement assassiné le camarade Lorusso et qui, peu après, allaient occuper militairement une ville entière à l'aide de véhicules blindés à chenilles — le tout précédé par la révérence obséquieuse et la courbette du maire PCI, Zangheri, devant l'archevêque de Bologne.

On pourrait se demander : qui provoque qui ?

Mais les masses prolétariennes, qui ne se posent plus cette question depuis longtemps, se sont contentées de prendre acte de tout cela et de s'organiser en conséquence.

Il s'est avéré que la manifestation était fortement marquée par des éléments organisationnels qui, tout comme le samedi précédent, allaient en empêcher la dispersion ; ces mêmes éléments facilitaient par ailleurs des attaques contre des locaux et des positions que la haine des prolétaires a toujours identifiés comme des symboles de la société ennemie, ainsi que comme des points de ralliement pour

les tueurs de Cossiga [= le ministre de l'Intérieur] et Dalla Chiesa [= le général des Carabinier chargé de la lutte contre la « subversion »].

Ces derniers ont ensuite attendu, avec sagesse et patience, que la foule de 100 000 personnes se disperse pour lancer des rafles « à l'allemande », des passages à tabac et des fusillades à la gare Termini.

Dans ce climat, à partir de 21 heures, Rome est placée en état de siège : des postes de contrôle et des barrages sont installés un peu partout.

Lors de l'un de ces contrôles, trois camarades — Eugenio Gastaldi, Maria Nanni et Piero Piersanti — sont interpellés alors qu'ils se trouvent à bord de la Fiat 500 de ce dernier.

Dans des circonstances restant à élucider, Eugenio est blessé à plusieurs endroits du corps, tout comme trois membres des Carabiniers.

Les deux autres camarades, qui étaient restés immobiles — comme l'ont eux-mêmes admis les flics —, sont passés à tabac jusqu'au sang et inculpés, eux aussi, de tentative de meurtre, faute de tout autre chef d'accusation à leur opposer.

Eugenio déclarera par la suite que des coups de feu sont partis « tout seuls » ; une affirmation qui fait sourire tous ceux qui, d'ordinaire, prennent pour argent comptant les déclarations analogues faites par les dizaines de policiers qui, en moins de deux ans, ont assassiné autant de camarades et de prolétaires.

On peut citer, entre autres, le cas de l'agent Velluto qui, après avoir abattu de sang-froid le camarade Mario Salvi, est sorti de prison au bout d'un mois, « manifestement repenti ».

On a appris par la suite le traitement inhumain infligé à Eugenio : opéré sans anesthésie par les médecins de l'hôpital Santo Spirito, il fut envoyé en cellule d'isolement après seulement deux jours d'hospitalisation, et ce, sans avoir reçu le moindre soin.

Eugenio, Piero et Maria, figures d'avant-garde reconnues, sont aujourd'hui défendus — aux côtés d'autres personnes arrêtées — par l'ensemble du mouvement.

Celui-ci assume pleinement, et sans la moindre réserve, la responsabilité de ses propres niveaux d'organisation ainsi que de la réponse violente opposée à la volonté meurtrière d'un État qui perd, de plus en plus, toute forme de légitimité.

LIBERTÉ POUR EUGENIO,
PIERO ET MARIA !

Tout comme pour Daddo, Paolo, Panzieri, Umberto Fascetti et tous les courageux camarades qui paient le prix de leur engagement au sein de ce mouvement magnifique, lequel fait progresser la perspective révolutionnaire dans notre pays.

Mais aujourd'hui plus que jamais, exiger la libération d'Eugenio, Piero et Maria signifie développer l'organisation des niveaux d'affrontement du mouvement et des moyens d'action qui y sont diffusés à une échelle de masse — en dehors de toute illusion insurrectionnaliste —, dans le cadre concret de la construction d'un contre-pouvoir et de l'organisation politico-militante du prolétariat sur le territoire.

Une lettre du camarade Lojacono

5 mars 1977, envoyé à la presse [par un membre des Brigades Rouges.]

Grâce aux camarades, nous savons tous que le problème principal des patrons est, aujourd'hui, de diviser et de détruire l'opposition de classe — l'opposition prolétarienne — qui devient chaque jour plus vaste et plus combative, afin de pouvoir ensuite réorganiser l'État au service des multinationales impérialistes.

C'est pourquoi ils multiplient leurs réunions, adoptant des mesures qui présentent toujours deux caractéristiques communes : la haine anti-ouvrière et anticommuniste, ainsi que la peur de perdre une guerre qu'ils ont eux-mêmes déclenchée.

La réunion qui s'est tenue jeudi soir dans l'antre de la Piazzale Clodio [= la Cité judiciaire à Rome] en est un exemple.

Le verdict infâme qui a été rendu ne manque pas de surprendre la presse bourgeoise : « Comment est-ce possible ? » se demande-t-elle, « un verdict politique ? » Et ce, en s'appuyant sur une loi datant de l'époque du fascisme concernant la « complicité morale » ?

Ces esprits « éclairés » dotés de bon sens, tout en reconnaissant qu'il s'agit d'une condamnation politique, ne parviennent pas à concilier logiquement la condamnation d'un individu pour « complicité » avec l'acquittement de celui avec qui il est censé avoir été « complice ».

Ils se posent alors la question : avec *qui* a-t-il été complice ? Et ils croient que la contradiction réside là.

Les prolétaires qui, eux, ne sont pas des « hommes des Lumières » dotés de bon sens, mais des révolutionnaires scientifiques, savent qu'il s'agit d'une condamnation politique ; ils en prennent acte et crient à la face des oppresseurs : « Vous paierez pour tout ! ».

Ils s'organisent pour VAINCRE sur le terrain de la contradiction principale : celle qui oppose la classe ouvrière à l'État.

Point n'est besoin de remonter quarante ans en arrière pour se souvenir des condamnations prononcées par les tribunaux spéciaux pour « complicité morale » ; il suffit de revenir quelques mois en arrière pour trouver un exemple : la condamnation du camarade Massimo Maraschi [membre des Brigades Rouges] — trente ans pour complicité morale, avec, en guise de « dessert » offert par Cossiga, un passage à tabac visant son élimination physique.

L'infâme sentence qui condamne le camarade Fabrizio Panzieri à un régime carcéral sévère jusqu'en 1984 dissimule, derrière l'analyse apparente et fictive de positions « juridiques » différenciées, une volonté de brouiller les pistes afin de diviser le mouvement révolutionnaire et de le frapper plus durement.

Mais il n'est pas aisé de tromper les communistes ; la colère qui s'exprime déjà dans les premiers cortèges de masse démontre que cette sentence infâme est parfaitement comprise par les prolétaires : c'est une sentence dictée par la haine et la peur.

Que les juges se qualifiant de « populaires » — réunis dans leur repaire de la Piazzale Clodio et craignant de passer à l'histoire comme des néofascistes — se rassurent : celui qui restera dans l'histoire à travers cet épisode, c'est le serviteur imbécile Infelisi [=un magistrat et procureur adjoint], aspirant bourreau de l'État.

Quant à eux, le mouvement se souviendra d'eux comme étant parmi les premiers « germanisateurs » de notre pays.

La haine anticommuniste qui imprègne les salles d'audience de ces palais de justice a été canalisée dans ce jugement selon des critères plus « intelligents » que ceux des fascistes : frapper avec acharnement ceux qui sont déjà tombés entre les griffes de l'État, et démontrer que les communistes incarcérés ne sauraient être innocents, ni espérer sortir facilement de prison.

Mais si cela est vrai, camarades, cette condamnation clôt — de bien mauvaise manière, certes, mais de façon définitive — la phase des procès liés aux affaires Valpreda et Primavalle.

Il est du devoir de tous les camarades qui ne sont pas opportunistes, par nature ou dans les faits, de saisir pleinement cet aspect politique et d'en tirer les conséquences qui s'imposent, tant pour le mouvement et notre intelligence stratégique que pour le rôle à assigner aux avocats.

En tant que militant communiste, je ne reconnais à aucun tribunal le pouvoir de juger des faits et des responsabilités qui relèvent du mouvement révolutionnaire. Je ne l'ai jamais fait, et je ne le ferai pas.

Si j'ai accepté une « représentation juridique », c'était sur la base d'une appréciation générale — peut-être erronée — selon laquelle la bataille juridique restait une option viable et potentiellement victorieuse ; l'idée étant d'utiliser les débats au sein d'une soi-disant « salle d'audience » pour faire sortir de prison un camarade innocent.

Innocent aux yeux de la justice bourgeoise, non seulement parce qu'il est communiste — ce qui est, en soi, une raison plus que suffisante —, mais aussi innocent d'un point de vue strictement technique et juridique.

Hélas, une telle analyse ne prend pas en compte, aujourd'hui, la réalité du gouvernement Andreotti-Berlinguer : il est un fait que l'appareil judiciaire constitue l'un des principaux instruments de coercition aux mains des patrons.

Mais, comme l'a dit Mao : « Si l'ennemi nous attaque, c'est une bonne chose et non un mal, car cela trace une ligne de démarcation nette entre nous et l'ennemi ».

Dès lors, la question n'est pas seulement « Qui juge qui ? », mais aussi « Qui demande un alibi à qui ? ». Ce sont les prolétaires qui demandent un alibi à « Messieurs les dirigeants » ; et peut-être que les seuls à se sauver, parmi toute la racaille étatique, seront les députés impliqués dans l'affaire Lockheed, qui pourront dire : « J'étais en train de voler ailleurs ».

Nous voudrions également obtenir un alibi de la part des ultra-révisionnistes, pour savoir, par exemple, de quel côté ils se trouvaient lorsque les policiers ont fauché un cortège à coups de rafales de mitraillette, tentant ainsi d'assassiner Paolo et Daddo.

Camarades, la libération de tous les communistes prisonniers politiques doit devenir un point incontournable du programme de lutte de l'ensemble du mouvement.

Empêchons, par une mobilisation de masse ferme et incessante, le massacre systématique des camarades en prison ; resserrons l'étau pour vaincre et disperser la médiation politique, véritable moteur, aujourd'hui, de la restructuration impérialiste de l'État.

LIBERTÉ IMMÉDIATE POUR FABRIZIO PANZIERI ET TOUS LES PRISONNIERS POLITIQUES !

LA SEULE JUSTICE EST LA JUSTICE PROLÉTARIENNE !

Une accolade fraternelle à Fabrizio et à tous les camarades incarcérés ; gardons l'esprit lucide, mais LA RAGE AU CŒUR ET LE SANG AUX YEUX !!

Alvaro Lolacono

N.B. : Les hebdomadaires et les quotidiens — y compris *Lotta Continua*, qui avait pourtant garanti la publication intégrale de ce texte — n'y ont jamais fait la moindre allusion.

DES JOURS QUI VALENT DES ANNÉES

On ne saurait porter un jugement sur les événements du 12 mars à Rome sans prendre la mesure de la capacité extraordinaire dont a fait preuve le mouvement — depuis la Piazza Indipendenza — à surpasser, à chaque nouvelle étape, la précédente, tout en créant simultanément les conditions de la suivante.

Dans notre journal, *Rivolta di classe*, nous avons écrit qu'il s'agissait de « jours qui valent des années » ; face à cette vérité, on observe deux attitudes principales.

D'un côté, il y a les idiots qui continuent de confondre l'histoire avec les débris ou les éclats de verre qu'elle produit ; de l'autre, des ennemis plus « intelligents » qui ont soulevé un épais nuage de poussière propagandiste, empreint d'hystérie, mais qui savent pertinemment qu'ils ne peuvent éluder la substance politique de masse demeurant bien solide derrière ce nuage.

À cet égard, il suffit de parcourir les interventions lors du dernier Comité central du PCI. La montagne granitique du parti, dont l'immobilisme et la rigidité ont semé tant de méfiance — tant sur le plan politique qu'organisationnel — parmi les camarades ces dernières années, est aujourd'hui secouée par une profonde agitation interne.

Brusquement réveillés par la succession vertigineuse des événements, et après avoir déchargé avec véhémence le poids de leur mauvaise conscience sur les « squadristes », les « bandes armées », les « provocateurs », etc., les dirigeants du PCI se voient aujourd'hui contraints de faire face à ce qui, au départ, pouvait encore passer pour un cauchemar, mais qui a pris peu à peu les contours nets de la réalité.

Cette réalité a, en effet, démontré qu'elle ne pouvait être si facilement conjurée par la misère des anathèmes, des mesures répressives ou des parades du régime.

La capacité même — en termes de force et de créativité — dont il a été fait preuve le 12 mars, ainsi qu'à d'autres occasions précédentes, pour attaquer les institutions criminelles et se défendre contre elles, atteste aujourd'hui — au-delà de toute mystification — de la volonté réelle, de la matérialité concrète de ces besoins et aspirations communistes qui sont, à l'heure actuelle, au fondement des mouvements de prise de conscience et de pratique révolutionnaire animant tous les secteurs du prolétariat.

Comités autonomes ouvriers (Comitati Autonomi Operai), via dei Volsci [Rome]

NE DÉLÉGUONS PAS LA LIBÉRATION ORGANISONS NOTRE RÉBELLION

DÉTRUIRE L'ÉGLISE, DÉTRUIRE L'ÉTAT : POUR LES FEMMES, CE N'EST PAS UN CRIME. NOUS REFUSONS LE TRAVAIL AU NOIR, ET NOS ACTIONS LE PROUVENT.

BRÛLONS LES VERDICT DU TRIBUNAL, ACCUSONS L'ÉTAT DE VIOL. NOTRE RÉFORME DE LA SANTÉ FERA SAUTER TOUS LES BARONS.

CAMARADES DANS LA LUTTE, PATRONS DANS LA VIE : EN FINISSONS AVEC TOUT ÇA ! CONTRE L'ÉTAT BOURGEOIS ET CHAUVIN : VIOLENCE, VIOLENCE FÉMINISTE !

SE LIBÉRER EST BEAU, SE SACRIFIER EST LAID ; NOUS SOMMES DES FEMMES, NOUS VOULONS TOUT.

Ne déléguons pas la libération, organisons notre propre rébellion.

À Milan, le 18 mars 1977 a enfin marqué une étape nouvelle pour le féminisme : ce fut l'explosion de la colère, de l'énorme potentiel et de la combativité des femmes ; la fin, une fois pour toutes, d'une commémoration rhétorique et fallacieuse — cette « fête » que tout le monde veut célébrer pour nous faire oublier, en guise de maigre consolation pour une seule journée, des siècles d'exploitation, d'absence de pouvoir et d'identité, ainsi que la castration de toute notre sexualité.

Mais nous le savions déjà depuis longtemps : grâce à la pratique du « petit groupe », nous étions parvenues, bien avant cela, à une conscience claire de notre position sociale et de la complexité de notre exploitation.

L'élément nouveau, qui s'est manifesté dans la rue à travers un cortège très nombreux (environ 20 000 femmes), a été l'abandon d'une logique purement défensive, au profit de l'affirmation d'un projet politique visant à réunifier, dans la pratique de la lutte, toutes les composantes identifiées par le mouvement.

Dans la rue, les femmes ont exprimé leur refus de tout discours politique qui ne les prendrait pas en compte dans leur totalité, à chaque instant de leur existence ; elles ont réaffirmé leur volonté de pratiquer un féminisme où la sphère privée et la sphère sociale ne seraient plus séparées — un féminisme dont l'autonomie ne signifierait pas un isolement vis-à-vis de l'extérieur, ce qui reviendrait à s'enfermer, seules cette fois, dans le ghetto du privé, acceptant — voire institutionnalisant — la castration que le patriarcat nous a infligée.

Dans la rue, nous avons réaffirmé que la libération de notre identité de femmes, de notre sexualité et de notre potentiel créatif ne peut être dissociée des conditions matérielles dans lesquelles nous vivons ; des conditions que ce système rend de plus en plus intenables, incompatibles avec toute perspective d'un mode de vie différent.

Le refus de la délégation — un principe fondamental de la pratique féministe — implique de prendre en main, personnellement et sans s'en remettre à un compagnon, la lutte contre la misère, les contraintes liées au travail, le manque d'espaces et de services, etc., autant de réalités que nous subissons quotidiennement en tant que femmes.

Les slogans scandés sur la place illustrent ce programme : détruire l'Église, détruire l'État — pour les femmes, ce n'est pas un délit. Nous refusons le travail au noir, et nous le prouvons par nos actes.

Brûlons les verdicts des tribunaux ; accusons l'État de viol. Quant à notre réforme de la santé, elle fera voler en éclats tous les « barons ». « Camarades dans la lutte, patrons dans la vie » : mettons un terme à cette histoire.

Contre l'État bourgeois et chauvin, place à la violence — la violence féministe. Se libérer est une belle chose, se sacrifier est une laideur ; nous sommes des femmes et nous voulons tout. Notre cortège et les actions concrètes menées ont constitué un moment de rassemblement, nous permettant de combattre le cloisonnement imposé par ceux qui voudraient nous réduire, tour à tour, à n'être que des travailleuses, des mères ou des étudiantes.

Nous sommes tout cela à la fois ; nous sommes des femmes, soumises à une exploitation spécifique qui marque chaque aspect de notre existence.

Face à cette exploitation, et contre le rôle qui nous est assigné — en tant que femmes, tant dans la sphère sociale que dans la sphère privée —, nous avons commencé à exprimer notre colère de manière organisée, démontrant ainsi notre capacité à investir la ville et à attaquer les centres du pouvoir qui nous oppriment.

Dans l'espace public, nous avons affirmé notre refus de la passivité qui nous est imposée depuis des siècles.

La violence que les femmes ont toujours été contraintes d'intérioriser, en la retournant contre elles-mêmes, nous voulons aujourd'hui l'utiliser et la diriger contre ceux qui nous privent de vie, afin d'imposer nos besoins et notre projet politique.

Le cortège, compact, a fait reculer les forces de police déployées pour protéger la clinique gynécologique Mangiagalli — un lieu qui s'affirme de plus en plus comme un centre d'oppression des femmes — tandis que les camarades qui y sont entrées ont démontré notre réelle détermination à lutter.

Nous avons démystifié le « rêve » d'émancipation : en brisant les vitrines de [la styliste et entrepreneuse] Luisa Spagnoli, nous avons fait voler en éclats les illusions de ceux qui croyaient pouvoir faire de nous une simple masse de manœuvre, instrumentalisée au sein de catégories pensées par et pour les hommes.

Le travail, c'est l'exploitation — nous ne le savons que trop bien, nous qui l'accomplissons gratuitement au sein des familles, ou pour un salaire de misère dans le travail à domicile. Nous voulons détruire ce système, précisément pour que notre libération soit totale.

Mais cette prise en compte de la dimension sociale ne signifie pas pour autant l'abandon de nos revendications spécifiques en tant que femmes.

Nous ne cherchons pas une simple émancipation au sein de la lutte des classes ; si nous sommes descendues dans la rue, ce n'est pas pour nous fondre dans des thématiques générales en occultant notre spécificité. Au contraire, nous y avons porté nos propres pratiques et nos propres contenus, en les sortant d'un cadre ghettoïsé pour les inscrire au cœur de la réalité économique existante, avec pour objectif la destruction de notre rôle social et la libération de nos besoins.

Ce n'est qu'un début.

Organisons-nous.

Un collectif de la coordination féministe de Via dell'Orso [Milan]



NON DELEGHIAMO ORGANIZZIAMO LA

DISTRUGGERE LA CHIESA DISTRUGGERE LO STATO PER LE DONNE NON E' REATO
IL LAVORO NERO LO RIFIUTIAMO, CON LE NOSTRE AZIONI LO DIMOSTRIAMO
BRUCIANO I VERDETTI DEL TRIBUNALE, ACCUSIAMO LO STATO DI VIOLENZA CARNALE
LA NOSTRA RIFORMA SANITARIA, TUTTI I BARONI SALTERANNO IN ARIA
COMPAGNI NELLA LOTTA PADRONE NELLA VITA CON QUESTA STORIA FACCIAMOLA FINITA
CONTRO LO STATO BORGHESE E SCIOVINISTA, VIOLENZA FEMMINISTA
LIBERARSI E' BELLO, SACRIFICARSI E' BRUTTO, SIAMO DONNE VOGLIAMO TUTTO

RICEVIAMO E PUBBLICHIAMO

Comunicato sulla manifestazione dell'8 marzo a Milano

ROSSO 6

LA LIBERAZIONE NOSTRA RIBELLIONE

8 Marzo 1977: dalla subordinazione all'insubordinazione

ROSSO 7

Communiqué sur la manifestation du 8 mars à Milan

Nous démentons les fausses informations diffusées par les journaux concernant l'organisation de la manifestation du 8 mars.

Celle-ci n'avait pas été appelée par le « Mouvement des travailleurs pour le socialisme », mais par les coordinations de Via dell'Orso et de la Bocconi, qui regroupent de nombreux collectifs féministes issus d'usines, d'écoles, de quartiers et d'hôpitaux.

Nous rejetons la tentative de la presse (le *Corriere della Sera* en tête) de minimiser l'importance de la manifestation et d'en dénaturer le sens, en cherchant — par la traditionnelle chasse aux « provocatrices », identifiées comme étant les « filles de l'Autonomie ouvrière » — à exorciser la colère et la combativité des femmes.

Le cortège, par sa cohésion et sa détermination, a démontré que le mouvement des femmes n'est pas — contrairement à ce que l'on tente de faire croire — un simple mouvement d'opinion prêt à célébrer la Journée internationale des femmes ; il s'affirme de plus en plus comme un mouvement de lutte contre les institutions de cette société patriarcale et bourgeoise.

La journée du 8 mars n'a pas été une simple promenade dans le centre-ville, mais un parcours au cours duquel les femmes ont identifié et attaqué certains des lieux qui constituent le fondement de leur oppression.

Le cortège s'était fixé — et a atteint — non pas de « brefs arrêts » (comme l'a rapporté le *Corriere della Sera*), mais les objectifs politiques suivants :

1) L'INAM, où les manifestantes sont entrées pour inscrire des slogans et lire un tract démasquant le rôle des médecins-policiers — lancés dans la traque à l'absentéisme pour garantir la productivité des travailleuses au détriment de leur santé (ce qui entraîne des avortements « blancs », la stérilité, etc.) — et dénonçant l'absence de services de santé décents.

2) La Mangiagalli, clinique gynécologique où, malgré le déploiement policier, les femmes sont entrées pour exprimer leur colère contre le pouvoir médical — qui s'est de tout temps enrichi sur notre dos grâce aux avortements clandestins — et pour dénoncer, en particulier, le comportement honteux de médecins qui, ces jours-ci, se retranchant derrière d'hypocrites questions de compétence, refusent en réalité un avortement thérapeutique à une femme gravement malade.

3) La boutique Luisa Spagnoli de la Via Manzoni, dont les vitrines ont été brisées, identifiée comme l'un des rouages les plus ignobles de l'exploitation du travail au noir des femmes prolétaires incarcérées.

4) La Région, politiquement responsable de la propagation de la dioxine et du refus d'accorder l'avortement aux femmes de Seveso. Face à ces centres de pouvoir, nous, les femmes, réaffirmons que notre lutte est révolutionnaire : contre l'État, contre le travail domestique et la double exploitation — au foyer et à l'usine —, contre l'absence de services sociaux, contre la régulation législative de notre sexualité et contre la violence masculine exercée à notre encontre.

Nous réaffirmons l'autonomie de notre mouvement vis-à-vis des partis, des syndicats et de toute autre organisation ; nous ne déléguons notre libération à aucune institution ni à aucune loi.

Organisons-nous de manière autonome pour transformer notre colère en un programme de libération.

Coordination féministe, Via dell'Orso 10, réunions le mardi à 21 heures.

NOUS PUBLIONS LE TEXTE SUIVANT :

Aujourd'hui, 8 mars, un groupe de femmes a pris à partie l'un des individus les plus infâmes, responsables de violences faites aux femmes, qui s'est tristement illustré lors du drame de Seveso : le professeur G. Amico, chef du service de neurologie de l'hôpital de Desio et psychiatre siégeant au sein de la commission hospitalière chargée des avortements thérapeutiques.

Pour lui, la tragédie de Seveso ne constitue qu'une question d'ordre juridique et technique.

Face à des femmes anéanties par la peur, la douleur et des sentiments de culpabilité alimentés par des tabous séculaires, il s'est permis de déclarer : « Écoutez-moi, Madame : mieux vaut un enfant handicapé qu'un enfant en bonne santé qui, plus tard, pourrait devenir toxicomane. »

« Si l'enfant naît malade, qu'on nous l'amène ; nous le placerons dans un établissement spécialisé et ferons en sorte que ses parents perçoivent une allocation. »

« La dioxine a déjà totalement disparu ; si un enfant naît avec des malformations, cela relève simplement du taux de risque induit par la dioxine. »

Il se contente d'interpréter la loi en « interdisant ou en autorisant » (ce sont ses propres mots) l'interruption de grossesse.

C'est donc uniquement sa « rigueur morale » qui le pousse à une telle sévérité ; car, autrement : « si l'on admet l'avortement pour indication psychiatrique, alors toutes les lubies des femmes dites "hystéroïdes", toutes les craintes d'ordre génétique ou social, toutes les appréhensions de conjoints excessivement peureux — ou foncièrement égoïstes — pourraient justifier le recours à l'avortement thérapeutique ».

À la barbarie de ces propos s'ajoute une pratique digne des nazis : on fait écouter à une femme les battements de cœur du fœtus, tandis qu'à un autre groupe de femmes maintenues en « observation », on diffuse, par haut-parleurs, le sermon anti-avortement prononcé lors de la messe dominicale.

Ce ne sont là que quelques exemples des violences subies par les femmes de Seveso ; des violences qui les ont dépossédées de tout droit de décision sur leur propre vie, les réduisant à l'état d'objets à la merci de ces nouveaux inquisiteurs-policiers, uniquement soucieux d'exercer leur pouvoir de manière arbitraire.

Un pouvoir qu'ils défendent en se relayant les uns les autres : à Desio, Amico agit comme le bras armé de Corti (chef du service de gynécologie), qui se considère comme la seule autorité décisionnelle et contraignante ; à Seregno, ce sont Marforio (neurologue) et Mariani (obstétricien) qui se distinguent.

Mais qu'ils prennent garde, ces monstres, ces « barons » omnipotents à qui la loi permet tout : le mouvement des femmes saura les anéantir, ainsi que toutes les institutions qui les protègent.

Ce n'est certainement pas par une plainte que nous y parviendrons ; nous ne croyons pas en la justice de ce système, dont Amico est un rouage fonctionnel et délibéré. Seule notre lutte organisée contre toute oppression peut nous garantir la libération.

Il est faux de dire que la violence est étrangère aux femmes : nous la subissons depuis toujours !

Il s'agit de la violence par laquelle on nous a tout pris — corps, esprit, affections, vie ; c'est la peur qui nous a amenées à accepter une existence faite de renoncements.

Brisons cette violence qui s'exerce sur nous, afin de pouvoir, à notre tour, exercer une violence enfin libératrice — une capacité offensive qui constitue le seul moyen de rompre le cercle d'oppression qui nous entoure, pour enfin vivre selon nos propres désirs.

Nous ne permettrons plus à quiconque de décider de notre vie à notre place.

Organisons-nous pour détruire le pouvoir qui s'exerce sur nous.

VIOLENCE FÉMINISTE



8 mars 1977 : sortir de la subordination

Pourquoi descendre encore dans la rue, dans le cadre d'une manifestation autonome de femmes ?

Pour réaffirmer notre volonté de libération face à ceux qui veulent nous enfermer dans une logique d'émancipation limitée aux droits civiques ; face à ceux qui cherchent à nous instrumentaliser — tout particulièrement en cette journée — en tenant un discours féministe facile, à la mode, domestiqué et « convenable » ; face à ceux (la Démocratie chrétienne, le Parti communiste italien, les syndicats) qui veulent nous rendre responsables de la crise en faisant peser sur nous, en priorité, la politique des sacrifices et de l'austérité, tout en prétendant défendre nos intérêts à travers des lois et des réformes qui ne changent rien, voire qui aggravent nos conditions.

NOUS NE SOMMES PAS LA MASSE DE MANŒUVRE DU POUVOIR, QUELLE QUE SOIT LA FORME QU'IL REVÊTE ! NOTRE LUTTE EST UNE LUTTE POUR LA VIE, POUR LA LIBÉRATION.

Ce n'est pas pour le développement capitaliste que nous luttons ; ce n'est pas pour des pseudo-réformes décidées par-dessus nos têtes et au mépris de nos corps que nous descendons dans la rue.

Nous descendons dans la rue pour détruire le rôle qui nous est assigné en tant que femmes — ce rôle qui nous est imposé quotidiennement, tant dans la sphère « privée » que dans la sphère « sociale ».

Dans la rue, nous dénonçons la spécificité de ce rôle. Un rôle qui implique : — passivité, docilité et ignorance, conditions indispensables pour nous amener à accepter d'être enfermées au sein de la famille et d'y consumer notre vie ; — anéantissement physique et psychologique dans le travail — le travail domestique —, que l'on nous a toujours imposé depuis des siècles tout en niant son existence même.

Un travail sans fin, soumis, nocif et gratuit, auquel on nous a identifiées, nous contraignant ainsi à l'accomplir sans nous rebeller, sans rien réclamer, presque en nous excusant d'exister.

Un travail toujours considéré comme extérieur à tout cycle productif — ce qui permet une exploitation accrue de notre travail salarié, présenté comme accessoire, et l'utilisation de nos prétendues « qualités féminines » pour nous assigner des tâches dévalorisées ;

— absence d'identité sociale, car, en tant que femmes, nous n'avons jamais existé autrement qu'en fonction de l'homme — en tant que mères, épouses, filles ou amantes de quelqu'un ;

— imposition de comportements, de valeurs et de modèles masculins, sous peine d'une marginalisation encore plus grande ;

— négation de notre sexualité, admise et reconnue uniquement dans le cadre de la famille et de la procréation.

Un rôle qui nous a tout pris, qui nous a marginalisées et confinées dans nos foyers, qui nous a privées de tout contact humain autre que celui consistant à recevoir des ordres ; un rôle qui nous a été imposé par la violence, et défendu, par cette même violence, par toutes les institutions de ce système.

Putains, sorcières, folles... nous avons toujours été étiquetées dès la moindre tentative de rébellion et, en tant que telles, réprimées — avec l'aval de la science et la bénédiction de l'Église.

DÉTRUISONS TOUT CELA !

Disons haut et fort que nous avons toujours été exploitées, que notre rôle est, de bout en bout, productif : car le travail domestique — en plus d'avoir fourni une masse immense de services sociaux qui ont permis à ce système de faire des économies sur notre dos — constitue l'élément déterminant et nécessaire à l'exploitation en usine.

Notre travail a permis, chaque jour, de reconstituer physiquement et psychologiquement les travailleurs au sein du noyau familial, les rendant ainsi capables de supporter une nouvelle journée d'exploitation.

Le capital a économisé des milliards sur le dos de nos vies.

Dans cette immense chaîne de montage qui relie le foyer à l'usine, le foyer est un lieu de travail au même titre que l'usine ; la seule différence, c'est qu'il s'agit, depuis toujours, d'un travail au noir : non rémunéré et non reconnu.

Le travail — que nous démasquons enfin et contre lequel nous luttons pour qu'il ait un coût pour le capital, pour qu'il soit socialisé et remplacé par des services sociaux gratuits sous notre contrôle — est un terrain d'insubordination ; une transformation que seule notre force peut imposer et garantir.

Nous refusons d'être renvoyées au foyer, face à la misère que la crise — cet instrument politique visant à briser toute organisation de classe — tente de nous imposer. Nous rejetons les sacrifices et l'austérité que nous propose le triste tandem Andreotti-Berlinguer ; pour nous, cela ne signifie rien d'autre qu'une surcharge de travail, destinée à pallier l'absence de salaire qui nous prive de la satisfaction de nos besoins fondamentaux.

Nous rejetons la libération par le travail.

Nous savons bien que ce n'est pas un emploi extérieur qui peut changer notre vie, mais la destruction de notre rôle : c'est en effet ce qui conditionne et détermine notre position, y compris à l'usine.

Notre rôle familial, le travail domestique obligatoire et gratuit, déterminent notre « faiblesse contractuelle » sur le marché du travail ; ils permettent au capital de nous utiliser comme une armée de réserve, mobilisable selon ses besoins.

La mystification de notre « nature » — selon laquelle la famille et le foyer seraient le lieu de notre épanouissement — sert à nous faire considérer comme une simple « appendice » du système.

Elle permet de masquer : notre exclusion ou, au contraire, notre intégration massive dans la production, au gré des intérêts capitalistes (ce qui se manifeste aujourd'hui par des licenciements massifs de femmes) ;

notre recours au travail au noir ou à domicile (qui ne relève pas d'un retard du système, mais d'une intensification de l'exploitation à nos dépens), sous prétexte de nous aider à mieux « concilier » nos deux emplois ;

la déqualification des tâches dites « féminines », assortie d'inégalités salariales ;

notre maintien dans les catégories les plus basses ; et, au nom de nos prétendues qualités « féminines », l'obligation d'effectuer les travaux les plus nocifs et répétitifs, qui exigent pourtant une grande habileté et beaucoup de patience.

Ce n'est donc pas l'exploitation du double travail que nous réclamons, mais son abolition. Les lois Anselmi et MLD sur « l'égalité des femmes dans le travail » ne sont qu'une tentative de nous intégrer aux rouages de cet État, en nous utilisant comme une main-d'œuvre disponible et passive pour faire aboutir leurs plans de restructuration (travail de nuit, retraite à 65 ans, travail à domicile, dans les mines, etc.).

Il s'agit de la légalisation de notre double exploitation, étant donné que rien ne vient modifier notre rôle au sein de la famille.

C'est une tentative de nous faire accepter qu'un unique salaire de misère puisse rémunérer 24 heures de travail ininterrompu.

Nous rejetons toute tentative de planification de notre sexualité.

De même que nous revendiquons une sexualité libre, dissociée de la reproduction, nous exigeons les conditions nécessaires à une maternité libre — décidée par nous seules, et non par une planification démographique qui ne servirait que les intérêts du capital.

NOUS NE VOULONS PAS AVORTER.

Car personne ne sait mieux qu'une femme à quel point l'avortement constitue une violence faite à sa propre personne.

Nous luttons, dès à présent, contre les conditions qui nous contraignent à y avoir recours.

Cela implique de prendre conscience de notre sexualité mutilée — une sexualité qui nous est inconnue, réprimée, et qui a toujours été subordonnée à la sexualité masculine.

Cela signifie redécouvrir notre propre sexualité, libérée de l'impératif de procréation, du devoir de performance amoureuse et du mythe de la puissance phallique.

Cela signifie comprendre la part de contrainte inhérente à l'institutionnalisation historique et sociale des rapports entre hommes et femmes.

Mais, en attendant, **NOUS EXIGEONS L'AVORTEMENT LIBRE ET GRATUIT.**

Car, tant que les femmes en auront besoin, il faut éviter que cette violence ne continue à servir d'instrument de mort et de discrimination sociale.

Démasquons les véritables objectifs de la législation sur l'avortement et de la libéralisation des méthodes contraceptives, au-delà de leur apparence « démocratique ».

La réponse apportée à ces problèmes — qui nous concernent exclusivement — n'est rien d'autre qu'une réaffirmation du pouvoir médical sur nos corps et nos personnes ; de même, les centres de consultation ne sont qu'une tentative de confier à l'État un contrôle accru sur la procréation et la famille.

Le drame des femmes de Seveso — d'abord contraintes d'envisager l'avortement, puis entravées par tous les moyens dans la possibilité réelle d'y accéder (tandis que, avec la complicité et la loi du silence des pouvoirs politique, médical et clérical — dont CL est l'expression la plus monstrueuse —, des enfants naissent avec des malformations) — n'est que l'exemple le plus flagrant de la façon dont une dépénalisation partielle de l'avortement laisse intact, voire renforce, le contrôle du pouvoir médical — structuré de manière rigoureusement hiérarchique au sein des hôpitaux — sur notre maternité.

La loi actuelle, en reconnaissant l'objection de conscience à ces chefs de service « bouchers » qui ont toujours amassé des millions sur le dos de nos corps, ne supprimera pas l'avortement clandestin ; au contraire, elle ne rendra l'avortement légal accessible qu'à un très petit nombre de femmes, et ce, au terme d'un parcours long et humiliant.

Aucune loi de cet État, aucun mandat parlementaire ne peut défendre nos intérêts.

Défendons-nous par nous-mêmes !

Luttons dès maintenant pour imposer, dans les faits, aux chefs de service salauds et à toute structure du pouvoir médical, notre droit à l’avortement, quand et où nous le voulons !

Refusons la violence que les hommes exercent sur nous.

Nous ne voulons plus être des objets sexuels « à disposition » ; nous ne permettrons plus que notre corps soit un objet de consommation, ni que notre rôle passif et subordonné permette à d'autres de nous considérer comme une chose à utiliser, à prendre par la violence.

Une violence qui constitue un terrorisme masculin visant à maintenir le pouvoir sur nous et à empêcher toute rébellion.

Nous luttons pour imposer notre droit de sortir de chez nous, comme et quand nous le voulons, sans avoir à subir cette violence ; nous luttons pour imposer notre autonomie !

DE LA SUBORDINATION À L'INSUBORDINATION

Nous rejetons toute logique réformiste cherchant à assurer un contrôle sur nous ; notre liberté s'oppose à tout projet institutionnel, car celui-ci — quelle que soit sa forme — n'est qu'une tentative de contrôle et un moyen de nous faire accepter notre propre exploitation.

C'est précisément cela que nous voulons briser ! Nous luttons pour récupérer la richesse que nous avons produite au cours de siècles de travail gratuit ; réapproprions-nous les biens dont nous avons besoin en refusant les prix imposés par les patrons.

Réduisons nous-mêmes notre temps de travail en usine ou au bureau (en guise de paiement partiel pour notre travail domestique gratuit), dans la perspective de l'abolition de toute exploitation.

Réduisons également notre charge de travail domestique en exigeant des institutions la mise en place de services sociaux (crèches, cantines, laveries, logements...) dont les coûts sont, à l'heure actuelle, supportés par l'exploitation du travail domestique.

Conquérons des espaces pour les femmes, afin de mener une vie qualitativement différente — pour nous-mêmes, en dehors de la famille et contre elle.

Organisons-nous pour éliminer tous les obstacles que nous parvenons à identifier, en nous-mêmes et à l’extérieur : rôles, modèles, légalitarisme, ainsi que les centres de pouvoir économique, institutionnel, médical et religieux.

Défendons notre vie en attaquant ceux qui nous la dénient ; imposons nos besoins pour parvenir à une libération des besoins.

ORGANISONS-NOUS DE MANIÈRE AUTONOME POUR TRANSFORMER NOTRE COLÈRE EN UN PROGRAMME DE LIBÉRATION.

Coordination féministe de Via dell'Orso



8 Marzo 1977: dalla subordinazione all'insubordinazione

Perché scendere ancora in piazza in una manifestazione autonoma di donne?
Per riaffermare la nostra volontà di liberazione a chi vuole rinchiuderci in una logica emancipatoria per i diritti civili, a chi vuole strumentalizzarci, specie in questa giornata, con un discorso di facile femminismo di moda, addomesticato e per bene, a chi (DC, PCI, sindacati) vuole responsabilizzarci con la crisi, scaricando principalmente su di noi la politica dei sacrifici e dell'austerità, e pretende poi di far passare come difesa dei nostri interessi leggi, leggine e riforme che non cambiano o addirittura peggiorano le nostre condizioni.
NON SIAMO LA MASSA DI MANOVRA DEL POTERE, COMUNQUE ESSO SI PRESENTI!
LA NOSTRA LOTTA E' PER LA VITA, PER LA LIBERAZIONE
Non è per lo sviluppo capitalistico che lottiamo, non è per qualche pseudo-riforma che passa sopra le nostre teste e i nostri corpi che scendiamo in piazza, ma per **distruggere il nostro ruolo di donne,** così come ci viene quotidianamente imposto nel « privato » e nel « sociale ». In piazza denunciamo la specificità del nostro ruolo. Ruolo che vuol dire:
— passività, arrendevolezza ed ignoranza, condizioni indispensabili per farci accettare di essere chiuse all'interno della famiglia e il esaurire la nostra vita
— annullamento fisico e psicologico nel lavoro, il lavoro domestico, che da secoli ci hanno sempre fatto fare negandone l'esistenza. Lavoro senza fine, sottomesso, nocivo, gratuito, con cui ci hanno identificato costringendoci quindi a farlo senza ribellarci, senza chiedere niente, quasi a scusarci della nostra esistenza. Lavoro che è sempre stato considerato al di fuori di ogni ciclo produttivo
— ulteriore sfruttamento del nostro lavoro esterno spacciato come inessenziale e uso delle nostre « qualità femminili » per imporci mansioni dequalificate
— mancanza di identità sociale, perché come donne non siamo mai esistite se non in funzione dell'uomo, in quanto madri, mogli, figlie, amanti di qualcuno
— imposizione di comportamenti, valori, modelli maschili, pena l'ulteriore emarginazione
— annullamento della nostra sessualità, permessa e riconosciuta solo in funzione della famiglia e dei figli.
Ruolo che ci ha espropriate di tutto, che ci ha emarginate, ghettizzate nelle case, che ci ha impedito qualunque contatto umano che non fosse quello di prendere ordini, che ci è stato imposto con violenza e con violenza difeso da tutte le istituzioni di questo sistema.
Puttane, streghe, pazze... siamo sempre state classificate ad ogni minimo tentativo di ribellione e, come tali represse, con l'avallo della scienza e il beneplacito della chiesa.
DISTRUGGIAMO TUTTO CIO'
Diciamo che da sempre siamo state sfruttate, che il nostro ruolo è fino in fondo produttivo, perché il lavoro domestico, oltre ad aver fornito una mole immensa di servizi sociali che questo sistema ha risparmiato sulla nostra pelle, è l'elemento determinante e necessario per lo sfruttamento in fabbrica: il nostro lavoro ha ricostruito ogni giorno, fisicamente e psicologicamente tutti i lavoratori del nucleo familiare, rendendoli abili a sopportare una nuova giornata di sfruttamento. Sulle nostre vite il capitale ha risparmiato miliardi. In questa enorme catena di montaggio che lega casa e fabbrica, la casa è un luogo di lavoro né più né meno della fabbrica, solo che da sempre è lavoro nero, non pagato, non riconosciuto.
Lavoro che finalmente smascheriamo, contro cui lottiamo per farlo costare al capitale, perché sia socializzato, perché sia sostituito da servizi sociali gratuiti e controllati da noi, e che solo la nostra forza può imporre e garantire.
Rifiutiamo di essere ricacciate nelle case
Dalla miseria che la crisi, strumento politico per rompere ogni organizzazione di classe, tenta di imporci.
Rifiutiamo i sacrifici e l'austerità che il triste binomio Andreotti-Berlinguer ci propone e che per noi significano solo super-lavoro per supplire a tutti i bisogni primari che la mancanza di salario ci nega.
Rifiutiamo la liberazione attraverso il lavoro
Sappiamo bene che non è un posto di lavoro esterno che può cambiare la nostra vita, ma la distruzione del nostro ruolo: è infatti questo che condiziona e determina la nostra posizione anche in fabbrica.
Il nostro ruolo familiare, il lavoro domestico obbligato e gratuito, determinano la nostra « debolezza contrattuale » sul mercato del lavoro, permettono cioè al capitale di usarci come esercito di riserva da utilizzare a seconda delle sue esigenze. La mistificazione della nostra « naturalità », secondo cui luogo della nostra realizzazione sarebbero la famiglia e la casa, serve a farci considerare « appendice » del sistema e a coprire: la nostra espulsione o introduzione in massa nella produzione in base agli interessi capitalistici (e questo oggi si evidenzia con licenziamenti massicci di donne nei posti di lavoro); il nostro impiego nel lavoro nero e a domicilio (che non è arretratezza del sistema, ma aumento dello sfruttamento sulla nostra pelle) con la scusa di aiutarci a « conciliare » meglio i nostri due lavori; la dequalificazione delle mansioni cosiddette « femminili » con disparità salariale, il nostro permanere nelle categorie più basse, e, in base alle nostre presunte qualità « femminili », l'obbligo di svolgere i lavori più nocivi e ripetitivi, che richiedono maggiore abilità e pazienza.
Non è quindi lo sfruttamento del doppio lavoro che andiamo a chiedere, ma la sua distruzione.
Le leggi Anselmi e MLD sulla « parità delle donne nel lavoro » sono solo il tentativo di inserirci nei meccanismi di questo Stato, usandoci come elemento disponibile e passivo per far quadrare il loro piano di ristrutturazione (turni di notte, pensione a 65 anni, lavoro nelle case e nelle miniere ecc.). E' la legalizzazione del nostro doppio sfruttamento, dal momento che niente modifica il nostro ruolo familiare. E' il tentativo di farci ritenere pagate, con un solo salario di fame, 24 ore continuative di lavoro.
Rifiutiamo il tentativo di pianificare la nostra sessualità
Come vogliamo una sessualità libera, non legata alla riproduzione, vogliamo le condizioni per vivere una maternità libera, decisa solo da noi contro ogni tentativo di pianificazione demografica funzionale solo agli interessi del capitale. NON VOGLIAMO ABORTIRE. Perché nessuno meglio di una donna sa quale violenza contro la sua persona sia l'aborto.
Lottiamo fin da ora contro le condizioni che ci costringono ad averne bisogno. Questo significa prendere coscienza della nostra sessualità mutilata, a noi sconosciuta, repressa, da sempre subalterna a quella maschile.
Significa riscoprire una nostra sessualità, per noi liberata dalla missione della procreazione, dal dovere della prestazione amorosa, dal mito della potenza fallica. Significa capire quanto di coatto vi sia nella istituzionalizzazione storica e sociale del rapporto uomo-donna.
Ma intanto VOGLIAMO L'ABORTO LIBERO E GRATUITO. Perché finché le donne ne avranno bisogno, questa violenza non continui ad essere uno strumento di morte e di discriminazione sociale.
Smascheriamo i fini reali della legislazione sull'aborto e della liberalizzazione dei metodi anticoncezionali, al di là del loro aspetto «democratico». La risposta che è stata data a questi problemi, unicamente nostri, non è altro che la riaffermazione del potere medico sul nostro corpo e sulla nostra persona, così come i consultori, non rappresentano che il tentativo di affidare allo stato un più stretto controllo sulla produzione e sulla famiglia.
Il dramma delle donne di Seveso, prima costrette a scegliere l'aborto e poi ostacolate in tutti i modi nella possibilità reale di ottenerlo (e intanto, con la complicità e l'omertà del potere politico, medico e clericale, di cui CL è l'espressione più mostruosa, cominciano a nascere i bambini deformi); è solo l'esempio più clamoroso di come una depenalizzazione parziale dell'aborto lasci intatto e anzi potenzi il controllo del potere medico, strutturato in modo rigidamente gerarchico negli ospedali, sulla nostra maternità.
L'attuale legge, riconoscendo l'obiezione di coscienza a quei primari-macellai che si sono sempre fatti i milioni sulle nostre pance, non eliminerà la pratica dell'aborto clandestino, anzi concederà l'aborto legale a ben poche donne, e dopo una lunga e umiliante trafila. Nessuna legge di questo stato, nessuna delega parlamentare può difendere i nostri interessi. Difendiamoci da sole! Lottiamo fin da ora per imporre nei fatti ai primari bastardi e ad ogni struttura del potere medico il nostro diritto di abortire quando e dove vogliamo!
Rifiutiamo la violenza del maschio su di noi
Non vogliamo più essere oggetti sessuali, a « disposizione », non permetteremo più che il nostro corpo sia un oggetto di consumo, che il nostro ruolo passivo e subordinato permetta ad altri di considerarci una cosa da usare, da prendere con violenza. Violenza che è terrorismo maschile per mantenere il potere su di noi, per impedirci ogni ribellione. Lottiamo per imporre il nostro diritto di uscire di casa come e quando vogliamo senza dover subire questa violenza, lottiamo per imporre la nostra autonomia!
DALLA SUBORDINAZIONE ALL'INSOBORDINAZIONE
Non siamo disponibili a nessuna logica riformista che voglia garantirsi il controllo su di noi; la nostra libertà è antagonista ad ogni progetto istituzionale, perché questo, in qualunque forma si presenti, è solo un tentativo di controllo e un modo per farci accettare il nostro sfruttamento. E' questo che vogliamo rompere! Lottiamo per riprenderci la ricchezza che abbiamo prodotto con secoli di lavoro gratuito, riappropriamoci dei beni di cui abbiamo bisogno rifiutando i prezzi imposti dai padroni. Autoriduciamoci l'orario di lavoro in fabbrica e in ufficio (a titolo di pagamento parziale del nostro lavoro domestico gratuito), in vista della distruzione di ogni sfruttamento. Autoriduciamoci l'orario di lavoro in casa imponendo alle istituzioni quei servizi sociali (asili, mense, lavanderie, case...) le cui spese lo Stato scarica sullo sfruttamento del lavoro domestico. Conquistiamoci spazi per le donne per realizzare una vita qualitativamente diversa, per noi, fuori e contro la famiglia. Organizziamoci per eliminare quanti ostacoli siamo in grado di individuare dentro e fuor di noi: ruoli, modelli, legalitarismo, centri di potere economico, istituzionale, medico e religioso.
Difendiamo la nostra vita attaccando chi ce la nega, imponiamo i nostri bisogni per arrivare alla liberazione dai bisogni.
ORGANIZZIAMOCI AUTONOMAMENTE PER TRASFORMARE LA NOSTRA RABBIA IN PROGRAMMA DI LIBERAZIONE.

Coordinamento femminista di Via dell'Orso 10

Après 30 ans de régime conformiste et clientéliste, Bologne est redevenue, le temps d'une semaine au moins, une ville rouge. MERCI, CAMARADES !



Bologna dopo 30 anni di regime conformista e clientelare è t[orn]ata ad essere almeno una settimana una città rossa

GRAZIE COMPAGNI!

A BOLOGNA COME A DANZICA: I CARRI ARMATI DEL REGIME ANDREOTTI-BERLINGUER GUIDATI TRAMITE IL SUO GAULEITER ZANGHERI STAZIONANO E PERQUISISCONO UNA ZONA ORMAI DESERTA. E VERO, I PADRONI SONO STUPIDI, MA PROPRIO PER QUESTO SONO SEMPRE PIU' CRUDELI ED INFAMI.

Da una intervista a un compagno di Bologna

PCI: PARTITO DI POLIZIA

ROSSO 8

ROSSO 9

À Bologne, comme à Dantzig : les chars du régime Andreotti-Berlinguer — par l'intermédiaire de son *Gauleiter* Zangheri — occupent et fouillent une zone désormais déserte. C'est vrai, les patrons sont stupides ; mais c'est précisément pour cela qu'ils sont toujours plus cruels et infâmes. Extrait d'un entretien avec un camarade de Bologne.

Je crois que, pour comprendre ce qui s'est passé ces derniers jours, il faudrait réussir à se défaire d'un mythe : celui de Bologne, « ville rouge », une cité qui serait un paradis pour la classe ouvrière.

Car si l'on ne comprend pas cela — si l'on ne se libère pas de ce mythe —, on ne peut pas saisir un certain nombre d'événements survenus, ni la gestion qui a été mise en œuvre.

Prenons un exemple concret : de par son organisation, Bologne provoque une exclusion constante des ouvriers hors de la ville.

Non seulement la population a commencé à diminuer ces dernières années, mais — fait plus grave encore — ce sont précisément des ouvriers, de jeunes ouvriers, qui quittent la ville.

Pour donner un ordre de grandeur, évoquons la question du logement à Bologne, et plus particulièrement celle des loyers. On y rencontre des situations de ce genre : un logement composé de deux pièces peut coûter entre 150 000 et 200 000 lires de loyer.

Et cela ne concerne pas seulement les appartements du centre-ville ; c'est aussi le cas en périphérie, où les loyers sont certes un peu moins élevés.

On observe même des cas extrêmes, comme dans le quartier de San Vitale, où un loyer de 150 000 lires a été réclamé pour un logement comprenant une seule pièce et une minuscule cuisine.

C'est le résultat d'une politique qui, à Bologne, se caractérise — de la part du PCI — par une gestion menée au nom de la classe ouvrière, mais qui, en pratique, sert les intérêts de la bourgeoisie locale. Bologne, et plus généralement l'Émilie, est la région qui affiche le taux d'épargne par habitant le plus élevé.

Les banques regorgent de dépôts effectués par la bourgeoisie ; ces fonds sont ensuite orientés vers la Bourse de Milan, ou bien collectés par des banques nationales et transférés hors de l'Émilie. En somme, on assiste à un processus d'enrichissement de la bourgeoisie à Bologne, et ce, à un niveau très élevé.

À Bologne, on compte 60 000 étudiants pour une population de 490 000 habitants. Ces 60 000 étudiants entraînent, naturellement, une modification de l'ensemble du système des prix et des loyers.

Bologne est une ville très chère, tant pour les biens de consommation courante que pour les produits plus haut de gamme ; elle est également très onéreuse en ce qui concerne les loyers.

Il en résulte que, si la ville dispose d'un vaste réseau de services sociaux, ceux-ci profitent avant tout à la petite et moyenne bourgeoisie, très fortement représentée dans la cité ; en revanche, ce même niveau de services n'est pas assuré dans les communes limitrophes.

On observe un fossé considérable : une véritable éviction des populations à faibles revenus — ou vivant de leur travail salarié — au profit de catégories sociales tirant leurs revenus du commerce, des professions libérales ou de l'industrie.

Ainsi, lorsque des violences ont éclaté récemment contre les commerçants — se traduisant par le saccage de vitrines et de rues du centre-ville —, la préoccupation majeure de l'administration communiste a été d'indemniser ces commerçants ; et pour cause : ils constituent une base électorale que le Parti communiste ne peut, sous aucun prétexte, se permettre de perdre.

Alors que, ces derniers temps, toute une série de services sociaux ont été supprimés, que des crèches ont été fermées — sans qu'aucune nouvelle ne soit ouverte — et que les activités des écoles maternelles ainsi que le travail des éducateurs ont été réduits, faute de moyens budgétaires suffisants, les administrations communale, provinciale et régionale ont pourtant trouvé les fonds nécessaires pour indemniser l'association des commerçants des préjudices subis lors des manifestations qui ont eu lieu en ville récemment.

Ce fait est révélateur : il montre à quel point l'influence du PCI à Bologne — en particulier auprès des jeunes — s'amenuise. En somme, le PCI ne parvient plus à assurer, de manière suivie, la vie même de ses propres sections ; une situation, d'ailleurs, assez affligeante.

Il faut ajouter à cela un changement radical dans la composition du parti à l'échelle de la ville, marquée par une prédominance des classes moyennes — des classes moyennes, par ailleurs, largement impliquées dans le travail au noir, un phénomène très répandu à Bologne.

Ce fossé entre le PCI et les jeunes générations est devenu particulièrement manifeste ces derniers temps : le PCI n'était plus en mesure d'organiser des manifestations de jeunesse, ni de fidéliser les jeunes de la FGCI [Federazione Giovanile Comunista Italiana] ; plus généralement, le parti rencontrait de grandes difficultés à faire renouveler les adhésions de ses membres.

Désormais, l'accumulation de problèmes dans la ville a abouti aux expulsions survenues ces derniers jours.

À Bologne, les jeunes n'ont aucune perspective d'emploi ; or, jusqu'à une époque récente, le PCI — grâce à une politique d'embauches clientélistes au sein des administrations locales — parvenait à sélectionner et à stratifier la jeunesse.

La possibilité d'obtenir un poste dans les collectivités locales, les hôpitaux ou les coopératives permettait au parti de capter les éléments les plus actifs des mouvements de lutte, en leur offrant une perspective professionnelle placée sous son contrôle direct.

À partir du moment où les dépenses publiques sont réduites et où les moyens et ressources des administrations locales subissent des coupes drastiques, cette politique perd toute efficacité ; elle ne peut plus fonctionner, et le PCI perd alors le contrôle sur la jeunesse.

Parallèlement, la situation des jeunes à Bologne devient de plus en plus intolérable.

Le système des loyers — que le PCI se doit nécessairement de cautionner, étant donné que les logeurs et les petits propriétaires immobiliers de Bologne comptent parmi ses électeurs — rendait les conditions d'existence insupportables pour un nombre croissant de jeunes prolétaires et d'étudiants.

On peut tenir le même raisonnement concernant le système des prix et, par exemple, l'organisation de l'université.

À Bologne, pour manger, les étudiants devaient faire la queue pendant une heure et demie.

Les files d'attente devant les restaurants universitaires étaient si longues que la municipalité a dû dévier la circulation — aux heures des repas — de la zone universitaire vers d'autres rues de la ville ; en effet, la masse de jeunes qui attendaient de pouvoir s'asseoir à une table du restaurant universitaire était telle qu'elle encombrait les voies publiques.

Il faut préciser, par ailleurs, que l'on n'y mange pas particulièrement bien : des cas d'affections intestinales y ont d'ailleurs été fréquemment observés, prenant parfois une tournure épidémique — au sens d'une très large propagation — parmi les étudiants qui fréquentaient ces lieux.

Ce phénomène s'ajoute à la prévalence extrême du travail précaire chez les jeunes : à Bologne, par exemple, un très grand nombre d'étudiants travaillent comme facteurs, ou bien partent, durant l'été, récolter des fruits ou participer à d'autres types de récoltes agricoles très répandues.

Cela a fait émerger un profil d'étudiant « prolétaire », très différent de celui que l'on connaissait par le passé.

Jusqu'à une époque récente, ce mécontentement social — ce caractère insupportable des conditions de vie des étudiants — était masqué par une politique qui était, d'une part, répressive à l'égard de toute forme de lutte susceptible d'émerger au sein de l'université et, d'autre part, axée sur l'offre d'une multitude de divertissements destinés aux jeunes ; il s'agissait de les détourner de leurs conditions de vie insupportables en les orientant vers des activités culturelles.

C'est pourquoi Bologne regorge encore aujourd'hui de ciné-clubs, de projections de films d'art et d'essai, ainsi que de manifestations culturelles — musicales, folkloriques ou autres — qui se tiennent sur les différentes places de la ville. Naturellement, c'est une approche qui, à la longue, ne porte pas ses fruits ; on a ainsi vu, de manière soudaine, ce qui passait pour la ville de l'ordre social et de la tranquillité publique exploser comme une poudrière.

C'est précisément ce qui a plongé le PCI dans une anxiété profonde, car Bologne constitue son modèle, sa carte de visite — celle avec laquelle le parti s'est présenté non seulement en Italie, mais aussi à l'échelle européenne.

À titre d'exemple, on observe un flux constant de délégations d'étudiants venant étudier et analyser ce « merveilleux phénomène » de paix sociale et de collaboration entre les classes qui se serait concrétisé à Bologne.

Le système de participation — c'est-à-dire le mécanisme de prise de décision au niveau des quartiers, présenté comme une réussite exemplaire de la pratique du PCI — fait l'objet d'études de la part de nombreux étudiants et chercheurs britanniques, français, allemands, américains, etc.

Il s'agit, en réalité, d'une simple façade : si l'on examine la composition des conseils de quartier, leur fonctionnement et leur réelle capacité décisionnelle, on s'aperçoit bien souvent qu'il ne s'agit que du « vent ».

Les membres de ces conseils sont, pour la plupart, des employés des entreprises municipales, des hôpitaux, des administrations locales ou des coopératives — du moins ceux qui participent régulièrement à leurs activités.

En ce qui concerne le niveau de prise de décision, il s'agit toujours de décisions déjà arrêtées, déjà définies au sein du parti, et qui sont ensuite diffusées au niveau des quartiers.

La question essentielle est que tout cela a éclaté ces derniers jours.

Radio Alice, une station émettant à Bologne, a joué un rôle déterminant en mettant cette réalité en pleine lumière.

On comprend alors l'acharnement avec lequel le PCI a exigé sa fermeture ; car, en réalité, c'est bien de cela qu'il s'agit : Radio Alice avait accompli quelque chose d'absolument intolérable pour l'organisation du consensus social — un consensus mis en place à Bologne au prix de grands efforts, et qui était censé servir de modèle (et qui servira sans doute de modèle) pour organiser le consensus social dans d'autres villes.

Avec Radio Alice, une voix de contestation émerge, dotée d'une caractéristique fondamentale : celle de parvenir directement dans les foyers, sans médiations ni filtres politiques — ces filtres liés à l'opportunisme qui caractérisent tous les autres outils de communication.

Ce qui est extraordinairement intéressant, c'est la nature des réponses obtenues. Alors que le PCI n'était plus en mesure de mobiliser les jeunes pour ce type de manifestations, des appels étaient lancés depuis les micros de Radio Alice pour se retrouver, organiser des fêtes, se rassembler et débattre.

C'est là un élément spécifique qui caractérise, en partie, la situation à Bologne : la radio y devenait un outil de communication, non pas au sens simple et classique d'une transmission du micro vers l'auditeur, mais en ce qu'elle permettait aux auditeurs d'entrer en communication les uns avec les autres.

Voilà pour ce qui est du prolétariat juvénile.

On a pu le constater à plusieurs reprises ; par exemple, au printemps de l'année dernière, lorsque Bifo — l'un des animateurs de cette expérience — fut arrêté, un rassemblement sur la place contre la répression a mobilisé plusieurs milliers de jeunes, ce qui était absolument stupéfiant compte tenu du climat qui régnait jusqu'alors à Bologne.

L'expérience menée à Radio Alice a précisément mis en lumière cet aspect : la capacité à mettre en communication des individus que le système condamne à une existence séparée.

Ainsi, les appels reçus par Radio Alice ne provenaient pas uniquement d'étudiants et de jeunes prolétaires, mais aussi — pour ne citer que quelques exemples — de très nombreuses femmes au foyer, d'ouvriers, de retraités, d'anciens partisans, ainsi que d'employés des collectivités locales, de travailleurs de l'ATC [= les transports en commun], etc.

Je me souviens de l'époque où l'on diffusait des émissions sur les questions économiques ; il était extraordinairement intéressant d'écouter les appels téléphoniques qui suivaient, émanant d'auditeurs qui parvenaient enfin à comprendre ce qui arrivait à la lire, pourquoi il y avait de l'inflation, et comment la dévaluation avait été préparée pour favoriser Fiat, Montedison et Pirelli.

Les gens réussissaient enfin à saisir quelque chose à ce « hiéroglyphe » que sont, précisément, les questions économiques.

Ils appelaient pour obtenir de la documentation, des éclaircissements, poser des questions, etc. Il est évident que tout cela brisait le schéma du contrôle social.

L'incapacité à contrôler l'audience rendait les membres du PCI fous de rage.

Par exemple, lorsque des gens vous interpellaient dans la rue parce que ce que vous aviez dit les avait intéressés, demandant des précisions, souhaitant que vous abordiez d'autres problèmes, ou demandant à venir poser des questions à la radio...

Cela révélait une réalité — je ne dirais pas forcément « révolutionnaire », mais assurément dévastatrice — qui venait contredire l'image de la ville que les forces au pouvoir cherchaient à imposer, une image qui ne tenait plus la route.

Par exemple, lorsque nous avons exposé toutes les manœuvres liées à la fraude à la TVA — la façon de peser les marchandises, les méthodes de vente, les questions de qualité — et que nous avons tenté de chiffrer l'ampleur de cette fraude, nous avons suscité des réactions d'un grand intérêt, qui devaient par la suite servir de base à une enquête menée à grande échelle.

Et c'est là, à mon avis, la raison principale pour laquelle le PCI s'est acharné avec une telle virulence contre Radio Alice.

À tel point que, lorsque la police a procédé aux arrestations des camarades et que les magistrats ont émis des mandats d'arrêt en s'appuyant sur des éléments à charge, l'objectif n'était pas tant de frapper la radio pour ce qu'elle avait représenté durant les journées brûlantes à Bologne ; il s'agissait plutôt de la qualifier d'« association de malfaiteurs » depuis sa création même.

Car, pour le système en place à Bologne, cette radio constituait un véritable crime : elle menaçait le pouvoir à sa racine, c'est-à-dire le consensus que ce pouvoir parvenait à bâtir autour de lui-même.

On parle donc d'« association de malfaiteurs » ; mais la véritable menace que représentait la radio ne résidait pas tant dans les propos tenus le vendredi, le samedi ou le dimanche au sujet des affrontements qui secouaient les places de Bologne.

Elle tenait au fait que la radio parvenait à donner la parole — et à établir un lien — entre des individus qui, jusque-là, n'avaient jamais eu voix au chapitre et n'avaient jamais été en contact les uns avec les autres.

Concrètement, cela signifiait, par exemple, permettre aux ouvriers d'une usine de communiquer avec ceux d'une autre ; faire savoir que, dans une usine comme Weber, des cortèges internes avaient été organisés — une information qu'aucun organe de presse ou média aux mains du pouvoir n'aurait jamais relayée auprès des autres travailleurs.

Il fallait donc faire taire la radio, pour éviter que quelqu'un ne se mette à crier « Au voleur ! » en direction de ceux qui, par le biais de mécanismes tels que la pression fiscale, les impôts ou l'inflation, se livrent à un véritable vol aux dépens des travailleurs.

PCI : LE PARTI DE LA POLICE

Le rôle politique du PCI en tant que « parti de police » est mis en évidence.

Imbeni, secrétaire de la fédération bolonaise du PCI, lance au sein du Comité central une campagne de délation, critiquant l'inefficacité de la PS (Police d'État), jugée incapable de frapper les véritables responsables des troubles.

L'Unità cite des noms, et aussitôt un mandat d'arrêt est émis contre Franco Berardi, dit « Bifo », désigné comme bouc émissaire pour dissimuler la responsabilité des forces de l'ordre dans le meurtre du camarade Francesco Lorusso.

Cette fois, c'est le quotidien du PCI qui s'emploie à fabriquer un « monstre » à exposer en première page. Franco Berardi — militant communiste reconnu comme une figure de proue des luttes de masse, ayant quitté la FGCI durant les années de contestation — est dénoncé, lors d'une réunion des cadres de la fédération bolonaise du PCI, comme un provocateur et un indicateur de police.

Pour livrer des camarades à la justice bourgeoise, le parti mobilise son propre réseau policier, recourant à des filatures, des surveillances et des montages fondés sur de pures inventions calomnieuses.

Pour ce « service », on utilise des véhicules appartenant aux entreprises municipales — AMGA, AMNU, ATC — ainsi que d'autres moyens de transport publics.

Le service d'ordre du PCI à Bologne est composé d'équipes issues de l'AMGA, de l'AMNU, de l'ATC, ainsi que des services municipaux et régionaux ; il s'agit, dans la plupart des cas, de personnes embauchées et rémunérées sur les budgets publics pour remplir cette fonction de nouvelle police.

Plus précisément, le fichage des militants de la gauche révolutionnaire est assuré depuis des années par un groupe de fonctionnaires municipaux à temps plein.

Trois d'entre eux ont été repérés sur les toits du cercle « Sirenella » alors qu'ils photographiaient des militants lors d'un rassemblement à S. Donato.

Parmi les « exploits » de cette nouvelle police, on peut citer l'agression de militantes féministes, survenue un soir de mars.

Lors de la manifestation de mercredi, les employés de l'AMNU — utilisant les locaux de leur entreprise — ont organisé les personnes arrivant de l'extérieur de Bologne en groupes de 15 à 20 individus.

De son côté, l'ATC — après avoir placardé sur ses véhicules un tract infâme défendant Lama contre les « voyous fascistes » — a, durant le week-end (vendredi, samedi et dimanche), agi en complément de la police d'État, servant de relais radio pour les véhicules de la police d’État.

Le comble de l'ignominie a été atteint par certains chauffeurs qui, afin de boycotter la participation aux funérailles de Francesco, ont déclenché une grève une demi-heure plus tôt que prévu.

Des calomnies, des mensonges grossiers et des rumeurs alarmistes en tout genre ont été semés par les militants du PCI pour instaurer un climat de peur, dans le but de mobiliser ensuite des masses considérables de travailleurs pour la « défense des institutions démocratiques » — menacées, on ne sait par qui.

Un premier signe avant-coureur de cette opération — qui présente de nombreuses analogies avec les agissements de la « social-démocratie terroriste » allemande — est apparu lorsque les cadres et les militants ont été mobilisés pour défendre le mémorial des partisans contre la menace de « nouveaux squadristes ».

Il faut souligner que cette mobilisation a été très limitée ; les dirigeants du PCI ont donc dû accentuer le climat d'alarme sociale, allant jusqu'à prétendre — dans le plus pur style policier — détenir les preuves d'un complot ourdi contre la Bologne démocratique.

Un complot ourdi par qui ? Difficile à dire, alors même qu'en pleine période de tension extrême à Bologne, la Démocratie chrétienne (DC) a levé ses réserves et accepté la présidence du conseil régional — un poste qui faisait depuis longtemps l'objet de négociations avec le PCI, au détriment d'Armaroli, du PSI, dans une collusion du PCI avec la DC.

Chez Lombardini, à Reggio Emilia, apparaît une banderole contre les « squadristes » qui veulent tuer les ouvriers ! Toujours à Reggio, la rumeur court que les squadristes ont pris d'assaut l'hôtel de ville de Bologne.

Dans la province de Bologne, les militants du PCI parlent de coup d'État et appellent la population à défendre les institutions démocratiques.

Mais le véritable atout dans la manche du PCI consiste à inventer la présence des « autonomes de la via dei Volsci », autour desquels est construite une psychose de peur collective.

« Les barbares arrivent ! » Ainsi, les ouvriers de la Sasib se mettent en grève pour aller défendre l'institut industriel Aldini-Valeriani, car une rumeur circule selon laquelle les individus de la via dei Volsci s'apprêteraient à l'attaquer.

Les ouvriers de Menarini sortent en courant de l'usine pour mettre leurs voitures à l'abri, sous prétexte que ceux de la via dei Volsci arriveraient pour incendier le parking.

Un groupe d'enseignants, membres de la CGIL, se rendant à la Bourse du Travail avec une motion, est repoussé par un piquet ferme composé de syndicalistes et d'employés de la compagnie du gaz, qui les ont pris pour des membres du groupe de la via dei Volsci.

Par ailleurs, un journaliste du *Carlino* interroge deux étudiants ivres ; le lendemain, le journal affirme que deux membres du groupe de la via dei Volsci ont été interrogés.

Dans les écoles, le jour des funérailles du camarade tué, des militants du PCI — internes ou extérieurs à l'établissement — font courir le bruit que quarante membres du groupe de la via dei Volsci seraient présents aux obsèques ; il serait donc plus prudent d'organiser des assemblées au sein même des écoles.

Le terrorisme de type social-démocrate est arrivé ; le modèle allemand a fait école, nous aurons nous aussi nos propres Noske.

Ces pages sur Bologne sont incomplètes et rédigées à la hâte, en raison de la saisie — effectuée par la police lors des perquisitions dont nous parlons en dernière page — du camarade Maurizio Bignami et de tout le matériel journalistique préparé par la Coordination ouvrière de Bologne, que le camarade transportait vers la rédaction de Milan.

LIBERTÉ POUR LE CAMARADE MAURIZIO BIGNAMI
VOUS NE RÉUSSIREZ PAS À ÉTOUFFER LE MOUVEMENT !

L'organisateur du massacre d'Alexandrie est le nouveau « super-flic »

Il est évident que le gouvernement Andreotti-Berlinguer ne pouvait trouver un homme meilleur que le général Dalla Chiesa — expert en massacres, en mafia et en provocations policières — pour tenter de bloquer le développement de la lutte de classe dans les prisons.

L'idée qu'il serait aujourd'hui plus facile de sortir de prison que d'y entrer est un lieu commun aussi ridicule et faux qu'il est habilement mis en avant — statistiques à l'appui — pour justifier l'adoption de lois et de mesures exceptionnelles.

Cette affirmation est, par ailleurs, mathématiquement contestable : les 378 évasions survenues en 1976 sont directement proportionnelles au nombre de personnes arrêtées.

Ce qui préoccupe réellement Bonifacio et les autorités compétentes, ce n'est pas tant le nombre d'évasions (qui constituerait, à la limite, le seul moyen sérieux de résorber la surpopulation carcérale), mais bien leur caractère politique et collectif.

Il ne s'agit pas ici de Vallanzasca corrompant des policiers, mais de détenus ayant compris que la seule réforme pénitentiaire possible est la destruction des prisons, un processus qui passe, à juste titre et nécessairement, par l'évasion.

Si, désormais, des femmes (Maria Pia Vianale et Franca Salerno) s'évadent elles aussi, le système carcéral se sent non seulement ridiculisé, mais aussi désavantagé par rapport à d'autres dispositifs répressifs ; il se retrouve alors les mains libres pour instaurer des mesures de répression exceptionnelles, destinées à redonner à la prison son « charme » d'antan.



L'organizzatore della strage di Alessandria è il nuovo supersbirro

E' EVIDENTE CHE IL GOVERNO ANDREOTTI-BERLINGUER NON POTEVA TROVARE UN UOMO MIGLIORE DEL GENERALE DELLA CHIESA, ESPERTO IN STRAGI, MAFIA E PROVOCAZIONI POLIZIESCHE, PER TENTARE DI BLOCCARE LO SVILUPPO DELLA LOTTA DI CLASSE NEL LE CARCERI.

Udine: Un carcere modello

ROSSO 10

Et tant pis si, de temps à autre, un « Papillon » non politisé parvient à s'évader.

Les réunions interministérielles de janvier sur l'ordre public, auxquelles ont pris part Cossiga, Bonifacio et Lattanzio, ont abouti à la conclusion qu'il n'est plus possible de compter exclusivement sur les agents pénitentiaires ; il est donc nécessaire de leur adjoindre d'autres corps militaires. Des herses sur les routes aux groupes armés autour des prisons !

La première proposition a consisté à faire appel à l'armée, avant de se porter finalement sur les Carabiniers — car on peut assurément davantage compter sur leurs pistolets-mitrailleurs que sur les vieux fusils Garand des appelés du contingent.

Cela n'empêche pas que, durant cette période, de nombreuses casernes aient été le théâtre d'exercices et d'alertes spécifiquement conçus en vue d'un éventuel recours à l'armée pour des questions d'ordre public.

La mission de surveillance, tant interne qu'externe, des établissements pénitentiaires a été confiée personnellement au général Della Chiesa, en raison de son habileté à traquer les militants des Brigades rouges et à réprimer les révoltes carcérales (comme à Alexandrie, en 1974 [où une prise d'otages dans la prison a été stoppée par une intervention caractérisée par un bain de sang]).

Il a pour cela recours à une pratique désormais généralisée : « tirer d'abord, arrêter ensuite ».

Une méthode dont le camarade Semeria a fait personnellement l'expérience lors de l'opération qui a failli lui coûter la vie, alors que le brigadier Atzori a tenté de l'exécuter de sang-froid.

Le général Della Chiesa est un homme qui a gravi les échelons par ses propres moyens et qui a consacré ses meilleures années de service à la criminalisation des avant-gardes communistes, allant jusqu'à impliquer des juges, des avocats et des journalistes, et menant même des enquêtes sur un rédacteur du journal *l'Unità*.

Il y a quelques années, alors qu'il commandait la légion de Palerme, il s'est particulièrement distingué aux yeux de Fanfani, qui a souhaité faire de lui son homme de confiance en Sicile ; il a par ailleurs été impliqué dans la retentissante évasion de Liggio, aux côtés d'autres hauts gradés des Carabiniers.

Il fut ensuite transféré à Turin et, au moment de l'enlèvement de Sossi, fut chargé de constituer une unité spéciale de police judiciaire ayant pour mission spécifique de traquer les Brigades rouges (BR).

Il s'est très vite montré à la hauteur de la situation, s'affranchissant des règlements et des limites de compétence, et tissant un vaste réseau d'informateurs et de provocateurs — dont « Fratello Mitra » est, à juste titre, considéré comme un chef-d'œuvre.

Le massacre d'Alexandrie constitue sa référence en matière pénitentiaire et permet d'imaginer la manière et les méthodes avec lesquelles il abordera la nouvelle mission qui lui a été confiée.

Della Chiesa est aujourd'hui, sans doute, la figure de proue de tout le dispositif dit « antiterroriste » ; il jouit en effet d'une autonomie particulière par rapport aux autres services de police et dispose de centaines d'hommes spécialement formés — et certainement pas en Italie — aux tactiques de contre-guérilla.

Il aura désormais sous ses ordres 2500 réservistes supplémentaires des Carabiniers, rappelés spécifiquement pour assurer le contrôle des prisons.

La nomination de Dalla Chiesa, chargé de la répression des révoltes et de la « prévention » des évasions, ne fait que confirmer davantage la manière dont l'État entend mettre en œuvre la réforme pénitentiaire — déjà irrémédiable — d'il y a deux ans.

Cette mesure ne pourra qu'inciter les camarades détenus à s'adapter au terrain de l'affrontement armé ; elle ne servira certainement pas à normaliser la situation dans les prisons, mais, au contraire, ne fera qu'envenimer davantage les choses — ce qui, en fin de compte, ne pourra qu'être à l'avantage des camarades détenus eux-mêmes.

Udine : une prison modèle

La réforme visait à canaliser les luttes des détenus vers des objectifs prédéfinis (la mise en œuvre ou la modification de la réforme elle-même) et à faire pression sur eux par l'octroi d'avantages sélectifs.

Cela a effectivement ouvert la porte à des revendications réformistes, ainsi qu'à la prolifération de mouchards et d'individus résignés.

Mais il y a eu également une gestion « prolétarienne » où le contre-pouvoir a permis l'application — littérale ou du moins non sélective — de certaines normes, a brisé certains aspects de l'isolement et a élargi les possibilités d'organisation et de libération.

Quelques caractéristiques ont émergé dans les luttes les plus récentes :

1) leur généralisation, des grandes prisons aux établissements plus petits — favorisée notamment par les transferts « punitifs » —, sans différence qualitative notable quant aux objectifs et aux méthodes ;

2) la prédominance de la « grève blanche » — en particulier celle des détenus travaillant au sein de la prison —, forme de lutte plus incisive, moins coûteuse, et témoignant d'une plus grande maturité et d'une meilleure organisation ;

3) la volonté pressante d'impliquer des forces extérieures, qu'il s'agisse d'acteurs institutionnels, de mouvements spontanés ou d'organisations combattantes ;

4) une présence hégémonique des « camarades » partout, dessinant un réseau extraordinaire aux potentialités encore inexploitées ;

5) la multiplication des actions offensives menées de l'extérieur, et tout particulièrement des opérations de libération.

Parallèlement, le cadre politique de référence s'est précisé : l'irréversibilité des processus de marginalisation, désormais impossibles à maîtriser par les mécanismes habituels d'intégration ou de chantage.

La réforme perd ainsi tout son sens, prise en étau entre, d'une part, la persistance — voire l'extension — de la lutte autonome des détenus et, d'autre part, l'impossibilité de toute « réinsertion », faute de travail et de structures d'assistance.

La télévision a mis en avant le cas de ce détenu d'Udine qui, libéré après 18 ans de prison, a volé un vélo pour retourner en cellule, prétendant ainsi qu'on est bien en prison.

En réalité, le vieil homme est furieux : sans retraite, sans travail, sans aucune assistance, sans rien ni personne, il n'avait pas d'autre choix pour éviter de crever.

Les rumeurs — savamment distillées — concernant une amnistie, une réforme des codes ou une régularisation, sont totalement déconnectées de la réalité.

La surpopulation carcérale (entendue au sens politique, comme une difficulté de contrôle) existe aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur ; la prison demeure, en somme, un terrain imposé, favorable à l'ennemi.

Sa dureté constitue un moyen de dissuasion et de pression sur les comportements des prolétaires à l'extérieur. Les maux traditionnels persistant, on peut aisément prévoir, pour le printemps et l'été prochains, une vague de luttes d'une ampleur inédite.

La réponse sera sans équivoque — elle a d'ailleurs déjà été annoncée : elle porte le nom de Dalla Chiesa, en tant que responsable de l'ordre carcéral (et non seulement de la surveillance extérieure, comme on a voulu le faire croire).

Une efficacité mise au service du massacre.

Le moment semble, hélas, bien choisi, compte tenu du retard — inexplicable pour nous, derrière les murs — constaté à l'extérieur, tant en ce qui concerne la mobilisation et les divers « services » de masse, que sur le plan de l'initiative combattante.

Nos efforts pour établir des liens organisés avec l'extérieur, sur tous les plans, ont abouti davantage à des schémas théoriques qu'à des résultats visibles.

Nous ne sommes certes pas au degré zéro, mais il est nécessaire d'accélérer.

La confrontation dans les prisons est si homogène qu'elle invite à viser un saut qualitatif important, comme pourrait l'être la coordination de la grève des travailleurs incarcérés.

Par ailleurs, il n'est plus pertinent d'« accumuler » des objectifs mineurs ou purement symboliques. Des directives très claires ont été données en ce sens.

« Placer la barre plus haut » doit être l'impératif à l'ordre du jour ; c'est ce qui permet de se démarquer des positions opportunistes qui se contentent d'enregistrer une spontanéité de faible intensité.

Une autre tendance de la répression semble se concrétiser : l'isolement des camarades, des avant-gardes de la lutte et des détenus rebelles.

Depuis quelque temps, on cherche à les marginaliser dans des prisons périphériques, oscillant entre des « camps » marqués par la violence et des îlots de tranquillité.

Les développements à San Vittore sont à cet égard intéressants.

L'agression au couteau contre des camarades, en janvier 1976, a servi de prétexte pour les confiner dans la 4e aile, transformée en une sorte de « quartier mort » — un dispositif d'isolement inspiré du modèle allemand.

Il s'est agi, en revanche, d'une solution « à l'italienne » : nous étions en janvier, et il aurait été trop scandaleux de maintenir des individus — qui avaient toute latitude pour dénoncer la situation et faire de la propagande — dans des conditions dépourvues de chauffage, de toilettes, d'eau, etc.

Ils ont alors été transférés dans la 3e aile, parmi les jeunes ; ce fut une erreur stratégique majeure, car c'est de là qu'ont émergé les luttes de masse les plus significatives.

Par la suite, ces camarades — malheureusement de plus en plus nombreux — ont rejoint les détenus affectés aux ateliers dans la 1re aile ; or, ces derniers sont dissuadés, par la menace de licenciements ou de transferts, d'établir le moindre contact avec eux.

Il semble désormais acquis que la prison d'Udine sera transformée en « prison de haute sécurité » destinée aux rebelles — aux « terroristes » ou aux « prisonniers politiques ».

Il est intéressant d'analyser les caractéristiques qui justifient ce choix.

1) L'établissement est extrêmement excentré par rapport aux grands pôles urbains où se cristallise la lutte de classes.

Les principaux bassins ouvriers les plus proches se situent à Pordenone et à Monfalcone.

Dans la ville elle-même, il n'existe pratiquement aucune structure militante organisée, si ce n'est quelques jeunes qui en sont à leurs débuts.

Il n'y a pas non plus de criminalité organisée ; la population carcérale est essentiellement composée de personnes incarcérées pour ivresse, usage de stupéfiants, ou des délits mineurs comme le vol de lapins ou d'autoradios.

L'opinion publique locale est modérée et attachée à la légalité.

2) Les infrastructures et l'organisation : la prison peut accueillir environ 200 personnes, réparties dans divers couloirs sur trois étages.

On y trouve des dortoirs ordinaires de 4 à 6 personnes (le « commun ») et des cellules étouffantes pour 2 personnes (le « cellulaire »), qui communiquent entre elles deux par deux via des toilettes partagées (il n'y a qu'une seule cuvette, faisant office de WC et de lavabo). L'organisation est conçue pour assurer un isolement maximal.

Les cellules restent toujours fermées, même durant les quatre heures de promenade ; si l'on ne souhaite pas demeurer enfermé dans sa cellule, il faut se faire enfermer dans la cour — un carré de béton dépourvu de tout équipement, hormis quelques robinets et toilettes.

Chaque couloir et chaque étage sont séparés par une grille que le gardien ouvre et ferme. Il est impossible de recevoir quiconque dans sa cellule, tout comme il est impossible de s'isoler dans les couloirs.

Toute interaction doit avoir lieu durant la promenade, au milieu de tous. La surveillance de la cour est assurée par un gardien qui, posté sur le mur d'enceinte en position dominante, observe et note chaque regroupement, chaque amitié, chaque conversation à l'écart.

L'organisation ne laisse aucune place à la spontanéité.

Par exemple, pour formuler une « demande » (une requête administrative), il faut attendre le passage du gardien vers 8 h 30 — qui annonce alors les « audiences » — et s'inscrire auprès du détenu-secrétaire ; celui-ci passera plus tard pour rédiger lui-même la requête, en suivant nos indications.

L'isolement des cellules est total : les ouvertures, munies de vitres dépolies, ne permettent même pas d'apercevoir le ciel, et le judas de la porte est toujours verrouillé de l'extérieur.

La journée se divise donc nettement en deux parties : quatre heures enfermés dans une cour bondée, et vingt heures enfermés dans une cellule isolée. Il n'existe aucune occasion de socialisation, de formation de groupes ou de développement politique.

Il existe une sorte d'école primaire, ouverte seulement durant quelques heures de promenade ; elle est très peu fréquentée et fait l'objet de toutes sortes de sabotages de la part de la direction.

L'Oxford School avait accepté de dispenser des cours d'anglais, mais l'initiative est bloquée dans l'attente d'enquêtes politiques menées par la police sur les enseignants de cet établissement.

En revanche, le fonctionnement des services témoigne d'une certaine efficacité « nazie ». Nous avons été informés que le comptoir réservé aux parloirs allait être agrandi, puis doté d'une épaisse vitre de séparation et d'un grillage. Le mur d'enceinte sera rehaussé de deux mètres supplémentaires et des gardiens en renfort arriveront.

Il y a de nombreuses cellules vides. « Il y a une raison, mais nous ne pouvons pas la dire », répond le personnel pénitentiaire. Il n'y a aucune activité professionnelle. Celles-ci ont été supprimées en septembre, sans motif apparent.

3) Le personnel est, par tradition, parfaitement adapté à la vocation punitive de cette prison.

En grande partie fascisant, il ne cherche nullement à instaurer une quelconque camaraderie ; les rapports sont glacials, empreints d'une fausse courtoisie, voire souvent provocateurs.

Toute velléité de rébellion a toujours été étouffée de la manière la plus rapide et la plus brutale. Il n'existe aucune marge de négociation entre l'insubordination — aussi pacifique soit-elle — et l'appel aux forces de l'ordre pour intervenir.

La décision d'utiliser cette prison pour marginaliser, isoler et surveiller les détenus « dangereux » engendre des contradictions de diverses natures. Les forces « démocratiques » locales se mobilisent pour protéger les détenus frioulans, dont on ignore le sort : ils craignent d'être transférés loin de leurs familles.

La nouvelle prison de Tolmezzo constitue une énigme : achevée depuis longtemps, elle n'a pourtant jamais été mise en service.

Il est toutefois possible que la prison d'Udine elle-même permette de séparer nettement les deux catégories (par exemple : les détenus du régime « commun » d'un côté, les « rebelles » de l'autre, avec accès à des cours distinctes).

Par ailleurs, cette opération ne devrait pas produire les résultats escomptés : l'ampleur et l'homogénéité des luttes, ainsi que la continuité entre les avant-gardes et le mouvement, sont trop marquées pour qu'il soit possible de « couper la tête » du mouvement en isolant une centaine de camarades à Udine.

Malgré la présence des carabiniers, il est impossible de garantir l'étanchéité de toutes les prisons italiennes face aux évasions.

En revanche, des mesures de sécurité exceptionnelles peuvent être concentrées à Udine, rendant quasi impossible la libération de ces avant-gardes — lesquelles se retrouveraient, de toute façon, exclues de la sphère politique.

Il s'agit donc, en jouant habilement sur les contradictions internes, les campagnes de masse et les objectifs d'attaque, de décourager d'emblée l'option choisie par l'ennemi, en la rendant trop coûteuse dès son émergence.

Il est évident qu'il serait dangereux de sous-estimer cette manœuvre répressive ; il est, à l'inverse, crucial de lier l'anticipation des projets de l'ennemi au soutien des luttes de la période à venir.

Settimo Torinese : la première des 115 casernes de carabiniers attaquées par le mouvement

Le 9 septembre 1975, à Settimo Torinese, une voiture transportant trois camarades est interceptée à un barrage routier ; après un bref échange de tirs, les camarades prennent la fuite en abandonnant le véhicule, mais l'un d'eux est intercepté et arrêté.

Des armes sont découvertes dans la voiture. Une opération répressive des carabiniers est alors déclenchée.

Toutes les connaissances de ce camarade sont soumises à des perquisitions et arrêtées pour détention d'armes.

Les camarades sont accusés de l'attaque menée le 13 août 1975 contre la caserne des carabiniers de Settimo (attaque revendiquée par un noyau armé « Mara Cagol »), ainsi que de tentative de subversion violente de l'ordre économique et social de l'État par la constitution et l'organisation d'une bande armée, avec, en outre, des chefs d'accusation pour vol et détention d'armes.

Le procès, qui s'est ouvert le 14, est toujours en cours ; au début de cette énième farce judiciaire, les camarades Bettini et Falcone ont lu une déclaration par laquelle ils récusaient la cour ainsi que leurs avocats (déclaration que nous ne possédons malheureusement pas).

Les camarades Marocco et Bianco ont, quant à eux, adressé à la cour et à plusieurs journaux une déclaration que nous reproduisons plus loin.

Les prolétaires que l'État appelle à répondre de ces accusations, au terme de l'habituelle enquête sommaire, ne sont autres que les camarades que nous côtoyons quotidiennement dans notre pratique de lutte au sein des quartiers-ghettos.

Settimo, tout comme Baggio !

Passant de la marginalisation sociale à la pratique politique contre l'appareil répressif des agglomérations métropolitaines, ces camarades développent leur conscience politique de prolétaires exploités et marginalisés ; ils ne sont plus perçus comme de simples « voyous des rues », mais comme des militants communistes.

À Settimo Torinese, une caserne des Carabiniers est prise pour cible — une première en Italie (voir *Rosso* n° 3/75).

L'idée est reprise par le mouvement ; les attaques se multiplient, atteignant aujourd'hui le nombre de 116.

La confrontation avec les structures du pouvoir capitaliste — qu'il s'agisse des Carabiniers, des agents de quartier ou du travail au noir —



Settimo Torinese:
la prima delle 115 caserme dei carabinieri attaccate dal movimento

Organigramma

Giù le mani dai comitati autonomi operai e proletari

favorise l'émergence d'une orientation précise en matière de pratique militante : frapper les rouages du contrôle capitaliste sur le territoire.

La conscience communiste, acquise à travers la pratique de la lutte sur le terrain, se poursuit au sein de la prison.

Certains de ces camarades deviennent des avant-gardes de la lutte au sein du mouvement des détenus, rejetant toute collaboration avec la social-démocratie et sa tentative d'enfermer, par le biais d'un programme de réformes, toute forme de lutte.

Les camarades Marocco et Bianco s'évadent, mettant ainsi en œuvre le programme révolutionnaire.

NOUS RECEVONS ET PUBLIONS UNE DÉCLARATION QUI N'A PAS ÉTÉ LUE À L'AUDIENCE, LES CAMARADES S'ÉTANT ÉVADÉS.

Comme dans tous les autres « procès » où l'État tente de criminaliser et de juger la révolution, nous ressentons l'exigence militante de transformer ce que vous appelez un procès en un moment d'affrontement réel — favorable à la révolution — contre votre État bourgeois et les multinationales.

Ce procès, tout comme les autres « procès contre la révolution », repose exclusivement sur un rapport de force précis.

Jusqu'à il y a quelques années, la bourgeoisie exerçait son pouvoir par l'organisation du consentement et l'intégration du prolétariat à l'idéologie bourgeoise.

Après le séisme révolutionnaire de 1968, une nouvelle gauche a vu le jour, rompant avec les pratiques perdantes du révisionnisme et de l'extrémisme verbal.

De cette nouvelle situation ont surgi les premières formes de lutte armée offensive, visant la désarticulation de l'État et la réappropriation, par le prolétariat — tant sur le plan théorique que pratique — de son identité de classe.

Face à ce degré d'affrontement intense, se greffe un projet réactionnaire : criminaliser et marginaliser les composantes les plus radicales du prolétariat, tout en extorquant à nouveau le consentement des strates les moins conscientes de cette classe.

L'objectif est de parvenir à la militarisation nécessaire pour anéantir les camarades qui s'engagent déjà sur le terrain de la lutte armée.

Dans le camp de la bourgeoisie, les journaux de toutes obédiences s'emploient à terroriser les travailleurs et les étudiants en agitant le péril que représenteraient les « extrémistes provocateurs », et en insistant sur la nécessité de les isoler pour le bien du pays et la reprise économique.

Il s'agit, une fois de plus, d'imposer à une classe qui a un besoin urgent de pouvoir ses propres « remèdes » : le maintien au poste de travail, le respect de l'ordre politique et la sortie de la crise économique. Lutter contre cette manœuvre, c'est reconnaître — dans la recomposition de classe, au sein du contexte actuel d'affrontement — la stratégie gagnante des communistes révolutionnaires.

Une stratégie dirigée à la fois contre le bras armé des multinationales (le complexe militaro-industriel, la magistrature et les diverses forces de police) et contre les agents chargés de récupérer le consentement social (les partis réformistes, avec le PCI en tête, suivis de leurs appendices : les anciens groupes extra-parlementaires).

L'action armée dont vous nous accusez s'inscrit dans ce cadre d'offensive révolutionnaire ; c'est pourquoi nous considérons ce procès comme une farce, au cours de laquelle vous donnerez libre cours à toute votre haine et à votre terreur face à la montée de la guerre menée contre vous.

Vous ne disposez d'aucune preuve contre nous, mais nous n'avons pas attendu votre verdict : nous avons repris notre liberté pour poursuivre cette lutte — que nous n'avons jamais abandonnée, même en prison — et pour offrir une orientation stratégique à l'ensemble du mouvement des détenus. Ce ne sont certainement pas vos geôles, ni ces « parodies de procès », qui pourront tuer la révolution !

Nous révoquons le mandat confié à nos avocats (Giuliano Spazzali, du barreau de Milan, et Gilardoni-Tartaglino, du barreau de Turin) et nous les invitons, s'ils venaient à être désignés d'office, à refuser toute collaboration avec le pouvoir.

Honneur à tous les camarades tombés pour le communisme ! Libérons les camarades prisonniers dans vos geôles ! Frappons l'appareil d'État ! Démasquons les traîtres à la classe ouvrière ! Vive la lutte armée pour le communisme ! Construisons le front armé prolétarien !

3 mars 1977, Bianco Enrico, Marocco Antonio

Nous nous efforcerons de maintenir à jour cette liste, qui comprend de nombreux camarades incarcérés, afin de pouvoir cerner le rythme des transferts. C'est pourquoi nous demandons à tous les camarades de nous apporter leur aide.

Fiorani Rinaldo Rossi Mario Buonavita Alfredo Casaletfi Attilio Muscianisi Giuseppe Bianchi Carla Maria Aquili Alberto De Luca Emanuele Cucco Ivana Viel Augusto Battaglia Giuseppe Cavallero Pietro Gallinari Prospero Ognibene Roberto Ferrari Maurizio Bassi Piero Franceschini Alberto Panzieri Fabrizio Papale Alfredo Zuffada Pierluigi Lintrani Arialdo Cavina Stefano Franciosi Franco Rinaldi Ernesto Schiavone Giovanni Delli Veneri Domenico Piantamore Giorgio Vianale Maria Pia Salerno Franca Sansica Rosaria Farioli Umberto Marini Giovanni Bertolazzi Pietro Notarnicola Sante Strano Rolando Costa Agrippino Picchiura Carlo Panizzari Giorgio Paroli Tonino Maraschi Massimo Basone Angelo De Ponti Valerio Curcio Renato Fantazzini Horst Serafini Roberto Guagliardo Vincenzo Naria Giuliano Morlacchi Antonio Pellecchio Nicola Abatangelo Pasquale Brunelli Francesco Pedilarco Luigi Sofia Pietro Sofia Giuseppe Seria Giorgio Carbone Claudio De Laurentis Pasquale Aldo Mauro Pelli Fabrizio Cavallina Arrigo Miagostovich Giovanni Besuschio Paola Krause Petra Mantovani Nadia Tidei Rossana Papale Vittoria Innocenti Silvana Olivares Sandra Zambon Adriano Vicinelli Claudio Galati Michele Fasoli Marco Morlacchi Piero Zappaterra Umberto Garizio Adriana De Rosa Fabrizio Cecarelli Adolfo Gorgone Rita

Respectivement dans les prisons de : *Alessandria Alghero Volterra Milano uscita Milano uscito Milano Favignana Lecce Porto Azzurro evaso Favignana Palermo Palermo Viterbo Rebibbia Poggioreale-Napoli Modena Volterra Lecce Fossombrone Padova Poggioreale-Napoli Poggioreale-Napoli Torino evasa evasa uscita Torino Potenza Brescia Favignana Alghero Nuoro Padova Poggioreale-Napoli Modena Torino Volterra Roma Pisa Volterra Milano Milano Genova Milano Poggioreale-Napoli Poggioreale-Napoli Milano Milano Poggioreale-Napoli Poggioreale-Napoli Parma Poggioreale-Napoli Poggioreale-Napoli Poggioreale-Napoli Parma Udine Monza Milano Wintherthe-Svizzera Venezia Perugia Trani Novara Pozzuoli Torino Alghero Milano Milano Fossombrone Forlì Cuneo Matera Lecce Torino*

Bas les pattes devant les comités autonomes ouvriers et prolétariens !

L'État, avec ses appareils répressifs (magistrature, carabiniers, police), a mis en œuvre une manœuvre ignoble pour frapper les Comités autonomes ouvriers et prolétariens ainsi que le mouvement dont ils font partie.

Le 21 novembre, les camarades Raffaele Postiglione, ouvrier chez Italsider, et Raffaele Romana, chômeur organisé, ont été arrêtés par la police sous les accusations de vol aggravé, participation à des bandes armées et détention d'explosifs, en lien avec l'assaut contre le Cercle de la Presse (*Circolo della Stampa*).

Le seul élément retenu contre eux est le témoignage anonyme d'un inconnu qui aurait communiqué aux carabiniers le numéro d'immatriculation de la voiture des camarades, affirmant l'avoir vue devant le Cercle de la Presse.

On atteint le ridicule lorsque des affiches signées « Coordination nationale de l'Autonomie ouvrière », placardées sur les murs dans toute l'Italie, sont qualifiées de « clandestines ».

Cette provocation éhontée s'inscrit dans un climat général de siège policier, instauré ces jours-ci à l'occasion du procès des camarades accusés d'appartenir aux NAP [Noyaux Armés Prolétariens].

La salle d'audience a été transformée en bunker : quiconque souhaite assister au procès est fouillé et fiché ; un millier de carabiniers sont mobilisés, des tireurs d'élite sont postés sur les toits ; on dénombre des dizaines et des dizaines de perquisitions domiciliaires, d'interpellations, etc.

Un cortège, qui quittait l'université après une assemblée pour se diriger vers le tribunal, a été chargé par la police et des fascistes sur la Piazza Dante : trois camarades ont été arrêtés et sont toujours en détention.

Le local d'un centre d'études, qui abrite également les Comités autonomes, a été perquisitionné par les Carabiniers ; le lendemain, le journal « Roma » titrait sur la découverte d'un autre « repaire du NAP », tandis que « Paese Sera » faisait état de six mandats d'arrêt pour vol aggravé visant les camarades qui se trouvaient sur place.

Par ailleurs, des mandats d'arrêt ont été émis contre quatre autres camarades pour l'attaque du Cercle de la Presse, et ce, sans la moindre preuve ; trois d'entre eux ont été arrêtés.

CES PROVOCATIONS DE LA PRESSE SONT ORCHESTRÉES À PARTIR D'INFORMATIONS FOURNIES PAR LES CARABINIERS ET LES SERVICES ANTITERRORISTES.

QUI EST RAFFAELE POSTIGLIONE ?

Raffaele est un camarade qui s'est toujours investi dans les luttes ouvrières : qu'il s'agisse des mobilisations à l'Alfa-Sud en 1970 contre les licenciements, de la lutte contre la vie chère, ou encore des actions au sein des entreprises ITALSIDER.

Postiglione était entré à l'usine précisément à la suite d'une lutte qui avait contraint la direction à céder, permettant ainsi l'embauche massive de 400 ouvriers en l'espace de deux mois.

Aujourd'hui, au sein de l'usine, il était engagé — aux côtés de l'ensemble du collectif autonome — dans la lutte contre la restructuration.

Ce n'est pas un hasard si, lors d'une assemblée à l'université, les camarades du collectif ont désigné l'Italsider comme le véritable instigateur de cette provocation.

Face au renforcement de l'organisation ouvrière au sein de l'usine, l'Italsider a donné pour consigne à toute la hiérarchie d'appliquer la répression la plus brutale afin d'imposer la restructuration : amendes, suspensions, mutations, licenciements pour absentéisme sur la base de rapports établis par les chefs de service.

MAIS LA RÉPONSE DES OUVRIERS N'A PAS TARDÉ !

Dans l'atelier APR, des signatures ont été recueillies pour obtenir le départ d'un chef qui s'était particulièrement distingué par ses pratiques répressives. Au même moment, sa voiture a été incendiée devant son domicile et, dès le lendemain, des tracts expliquant et revendiquant cette action ont été retrouvés dans tous les ateliers. Le syndicat n'a même pas tenté d'appeler à quelques minutes de grève en solidarité avec le chef ; il s'est contenté de publier un communiqué de condamnation bien timoré.

Les ouvriers ont accueilli l'initiative favorablement et, quelques jours plus tard, ils ont entamé une grève autonome — organisée par le Comité d'atelier — pour protester contre la mobilité forcée, la restructuration et l'attitude répressive des chefs.

C'est pour frapper cette force que l'on s'en prend aujourd'hui aux camarades, avant-gardes des luttes chez Italsider !

Les domiciles d'autres camarades du Collectif ont été perquisitionnés de nuit, et le père de l'un d'entre eux a été arrêté pour détention d'armes, pour avoir possédé un vieux pistolet hors d'usage qui n'aurait jamais pu fonctionner.

QUE SONT LES COMITÉS AUTONOMES OUVRIERS ET PROLÉTAIRES ?

Ces comités — dont fait partie le Collectif Autonome Italsider — regroupent des ouvriers, des étudiants, des jeunes et des prolétaires. Ils se placent sur le terrain de la lutte ouverte contre la politique de sacrifices prônée par le PCI et les syndicats, et mise en œuvre par le gouvernement Andreotti.

Leur objectif est de faire valoir les besoins prolétariens par des formes de lutte qui portent leurs fruits immédiatement, afin d'affirmer l'exigence du communisme et de renverser l'ordre des choses actuel.

Dans cette optique, ils développent un processus d'organisation et de lutte que l'État cherche aujourd'hui à briser, en qualifiant ces structures organisationnelles d'« association de malfaiteurs » et en traitant les camarades comme des criminels.

L'assimilation qu'ils opèrent systématiquement entre les NAP, les BR et les comités autonomes leur sert à nous mettre plus facilement hors la loi, en déclenchant une véritable chasse aux autonomes.

NON À LA CRIMINALISATION DE LA LUTTE DE CLASSE. RELANÇONS LES LUTTES AUTOUR DES BESOINS PROLÉTARIENS, « CONTRE TOUT SACRIFICE » !

LIBERTÉ POUR RAFFAELE POSTIGLIONE ET LES AUTRES CAMARADES !

Comités autonomes ouvriers et prolétariens (Comitati Autonomi Operai e Proletari)

Squadristes du PCI en action à Turin

Le jeudi 3 mars, une cinquantaine de responsables du Parti communiste italien et de la FIOM (Fédération italienne des syndicats ouvriers), dont Giuliano Ferrara (responsable de la section des usines), Giorgio Ardito (conseiller à l'éducation de la province de Turin), Piero Fassino (secrétaire provincial de la FGCI et conseiller municipal), Casadei (secrétaire de la section de Settimo Torinese), Guiati (secrétaire de la section d'Orbassano et Rivalta), Lo Turco (conseiller municipal de Settimo Torinese), Corpanini (secrétaire de la section de Borgo San Paolo), Giordano (responsable de la FGCI à Ivrée), Balboni (responsable de la FGCI au Palazzo Nuovo) et Sabadini (conseiller à l'aide sociale et à la sécurité de la province de Turin), ont mené une action.

Daidola, chef des SAG (Escadrons d'Action de Granata), a investi en masse le Palazzo Nuovo, siège de la Faculté des Lettres, pour « tabasser les étudiants ».

Expulsés de l'université par le service de sécurité du mouvement étudiant, les escadrons de militants du PCI se sont postés devant le Palazzo Nuovo pour écouter le discours du président et du vice-président de la Région Piémont, Viglione et Sanlorenzo, espérant ainsi l'arrivée de la police en renfort.

Entre-temps, les étudiants ont quitté le Palazzo Nuovo en procession pour se rendre à l'Institut Technique d'Avogadro voisin, occupé, afin d'y tenir une réunion, soupçonnant que les militants du PCI feraient évacuer l'université par la police après leur attaque manquée.

Mais les membres du PCI et la police ne sont pas satisfaits ; ils veulent en découdre à tout prix, et les sbires du PCI invitent la police à Avogadro, où ils pénètrent en tenue de combat.

Lorsque les étudiants sortent par une porte dérobée, ils chargent et défilent en rond dans les rues autour des deux écoles.

Pourquoi tout cela ? La manœuvre du PCI à Turin ne présente que quelques similitudes avec celles de Rome, mais le fond est différent.

À Rome, le mouvement étudiant est attaqué pour sa force, car il est devenu un point de conflit qui impacte directement et de manière explosive les structures de l'État et du capital.

À Turin, une tentative a été faite préventivement, avec un certain succès temporaire, non pas tant pour attaquer les étudiants en tant que tels, mais pour briser une tendance qui commençait à se dessiner au sein du mouvement, une tendance qui prenait forme sur la base de la possibilité concrète d'unir le prolétariat métropolitain autour d'un programme partant des besoins matériels et capable de les transformer en un programme stratégique global.

Dans une première phase à Turin, la lutte s'est inscrite dans la continuité d'autres contextes, tant sur le plan thématique que temporel.

L'hégémonie du mouvement étudiant, du moins jusqu'aux événements de Lama, était détenue par un petit groupe qui tendait à enfermer les étudiants dans un ghetto, s'appuyant sur une conception paléolithique de l'université.


Squadristi del PCI in azione a Torino

Da partigiano a questurino a capo reparto

Cacciavite interrompe brillante carriera

ROSSO 12

Pour les opportunistes, l'étudiant s'inscrit dans la lutte comme une figure d'avant 1968, et non comme une figure dissimulant l'exploitation sous le vernis du capital, dans le cycle fluide qui tend à affirmer la matérialité des besoins face aux nouvelles formes de développement capitaliste et à l'État.

Les formes de lutte proposées par les différents petits groupes étaient ainsi entièrement calquées sur la structure institutionnelle et ne constituaient aucune rupture avec celle-ci.

Le pouvoir capitaliste, à l'université comme sur le terrain, est totalement ignoré par les membres de ces petits groupes ; ils le perçoivent comme un pouvoir « rouge » alternatif où il faut lutter par la contestation et la revendication de « participation ».

La relation ouvrier-étudiant est envisagée sous l'angle de la « solidarité » et légitimée comme telle par la médiation syndicale, dans le cadre du pacte social social-démocrate.

Ainsi, les membres du PCI et ceux des petits groupes s'efforcent de construire progressivement la défaite du mouvement, le ramenant jour après jour dans le giron de la cogestion, de la participation et d'une compatibilité capitaliste totale.

Dans un second temps, après les événements de Rome, une forte vague anti-révisionniste et anti-réformiste s'est manifestée au sein de l'assemblée, et les membres du PCI et leurs proches collaborateurs ont été privés de parole.

Le mercredi 2 mars, la FGCI [= la jeunesse du PCI] a été expulsée de l'université lors d'une marche militante.

À Turin également, une autonomie se développait au sein du mouvement, avec la mise en place d'échéances, l'intensification des conflits et la définition du terrain et des formes de lutte pour briser l'isolement et la ghettoïsation de la lutte étudiante, en identifiant les structures de pouvoir et les cibles réelles à attaquer.

Au sein de l'assemblée des Travailleurs et des Étudiants, les positions opportunistes qui tendaient à faire passer les délégués de la FLM [syndicat de la métallurgie], voire des membres de son exécutif, pour de simples « travailleurs » ont été réfutées.

La proposition de la Coordination Autonome des Travailleurs pour le Front de Classe d'organiser une manifestation contre le pacte social entre les syndicats et la Confindustria [= syndicat patronal], contre le gouvernement DC-PCI et contre la criminalisation de la lutte des classes est essentielle.

Certaines luttes autonomes, comme celle des travailleurs de la cantine, et/ou des groupes organisationnels autonomes tels que la Coordinamento Autonomo Operaio (Coordination autonome ouvrière) et le Comitato delle Donne Disoccupate (Comité des femmes au chômage), ont commencé à inscrire le Palazzo Nuovo [= un bâtiment de l’Université de Turin, haut lieu des luttes] dans la réalité du mouvement comme lieu de ralliement du prolétariat métropolitain, clarifiant le rôle des étudiants comme figures sociales productives insérées dans les processus de production et de valorisation, au sein d'un cycle fluide, dans la vaste usine métropolitaine et régionale.

C'est essentiellement contre cette proposition d'agitation, cette proposition de coagulation visant à regrouper les organisations autour de l'émergence de nouvelles luttes, à identifier les cibles d'attaque et les formes de lutte, que le PCI entre en action et cherche à rompre la chaîne d'unification d'un processus de lutte.

Ce n'est pas un hasard si tout l'appareil territorial entre en action, de même que les conseillers et les élus des différentes collectivités locales.

Le PCI veut utiliser ses escadrons violents pour interdire le rassemblement organisateur de la manifestation prévue le samedi suivant car, même si c'est encore de manière confuse, dans les discussions et les analyses du mouvement, la structure des autorités locales, et en premier lieu la Région, a été identifiée comme l'épine dorsale du processus de restructuration capitaliste du territoire métropolitain-régional.

En réalité, depuis les 15 et 20 juin, l'activité politique de la Région et les activités d'enseignement et de recherche menées à l'Université sont étroitement liées : les conférences Université-Territoire, Université-Culture et Université-Région ont généré, ou plutôt génèrent, non seulement un projet-hypothèse de restructuration sous l'égide du PCI, à mettre en œuvre dès le début de la recherche, mais ont déjà donné lieu à des actions concrètes sur le territoire.

Le saut qualitatif que le mouvement, ou du moins ses avant-gardes, s'apprête à réaliser dans ce domaine est inacceptable pour les membres du PCI, car toute attaque politique contre la Région et, plus généralement, contre les collectivités territoriales, constitue une attaque contre les projets du parti du compromis historique.

C'est le début d'une attaque contre les nouvelles formes de l'État supranational des collectivités territoriales.

Cela signifie le potentiel concret d'attaques contre la restructuration, tant dans ses aspects technologiques traditionnels que comme processus mis en œuvre pour établir un « contrôle social territorial » sur la main-d'œuvre, condition nécessaire à l'accélération de la restructuration globale de la nouvelle phase de développement du capital supranational.

Par ailleurs, cette tendance est déjà manifeste : le rôle assumé par les autorités locales lors de la lutte contre l'absentéisme carcéral ; les hypothèses de « réforme des soins de santé » avec la proposition de décentraliser les structures d'entraide vers les autorités locales, une hypothèse pratique de coercition au travail et de contrôle de l'absentéisme.

Les unités de services locaux et les « services de base » comme forme de contrôle sur le prolétariat, et en particulier sur les jeunes prolétaires ; les centres de conseil organisés pour contrôler l'insubordination des femmes, etc.

De partisan à policier, puis chef de service : un tournevis met fin à une brillante carrière

Turin, vendredi 11 mars, à Mirafiori : la FLM appelle à 3 heures de grève — avec une certaine prudence, il est vrai — pour l'accord d'entreprise.

Cette fois, du côté des ouvriers, il n'y a aucune hésitation. Premier tour : des éléments ouvriers d'avant-garde organisent un cortège interne qui part du secteur mécanique.

Cette initiative d'avant-garde se transforme en un véritable torrent ouvrier qui se propage aux presses et dans les ateliers, emportant tout sur son passage.

C'est la débandade parmi les chefs, les petits chefs et les fayots ; les conteneurs de pièces semi-finies se mettent à voler, les installations subissent des dégâts. La haine de classe refait surface chez Fiat, de manière désormais habituelle.

Le cortège, très virulent, traverse les ateliers les uns après les autres ; là où des représentants du commandement du capital tentent de résister ou de défendre les conteneurs et les machines, ils subissent la « justice prolétarienne ».

Résultat : deux personnes sont hospitalisées (un chef de l'atelier 65 et un fayot de l'atelier 77), prises pour cibles par les ouvriers avec ces mêmes pièces semi-finies qu'ils cherchaient à protéger. Le local interne du syndicat Cisnal est saccagé et détruit (pour la deuxième fois en quinze jours), et le bâtiment administratif est pris d'assaut.

Deuxième tour : un nouveau cortège se forme, balayant d'abord le secteur mécanique puis celui des presses. À nouveau, les pièces semi-finies volent, atteignant les différents chefs et petits chefs. Résultat : trois hospitalisations supplémentaires dans le secteur des presses.

Les objets et les moyens de travail sont — et ce, depuis des années — devenus, à tous égards, des armes aux mains des ouvriers : les petits arbres de transmission se transforment en baïonnettes acérées ou en « couteaux » de lancer ; les accouplements mécaniques deviennent des masses d'armes ; les matières plastiques et les solvants servent à confectionner des « cocktails Molotov » ; les chariots se muent en véhicules blindés ouvriers, etc.

22 heures, atelier 88 : un épilogue. Un tournevis cruciforme devient une arme, un chef finit au cimetière. En apparence, une scène digne du XIXe siècle : la révolte individuelle, la solution individuelle face à l'oppression exercée par le commandement du capital. En apparence, certes, mais…

Les journaux s'exclament, stupéfaits et « étonnés » : les collègues de travail du « meurtrier » ne sont pas intervenus ; ils sont restés là à regarder, avec un air presque approbateur ! Pourquoi ? Qui était donc ce Romolo Peverelli, le chef abattu ?

Sa propre famille livre quelques éléments aux journaux : « Notre famille a toujours travaillé chez Fiat » ; le père de Romolo était un ancien de l'entreprise, et sa femme y travaille également — « Il me reste quatre ans avant la retraite », confie-t-elle, ajoutant qu'ils sont « fiers de leur dévouement envers l'entreprise ».

Autre détail sur le personnage : il fut partisan au sein des « Brigades Garibaldi », mais, entré chez Fiat à l'époque de Valletta, il ne fut pas envoyé dans les ateliers — comme on le faisait pour les éléments indésirables — ; il y a, au contraire, fait carrière !

Entre la période où il fut « partisan » et sa décision de « se consacrer corps et âme à l'entreprise », il a été agent de la Sécurité publique. Quel beau parcours : « partisan », flic anti-émeute, chef chez Fiat !

Qui était, en revanche, Mario Zanellato ? À 19 heures, il était rentré à l'atelier 88 après avoir pris part au cortège interne ; c'était donc, à tous égards, un camarade au sein de l'avant-garde de masse des ouvriers de Mirafiori. On imagine aisément ce qu'il pouvait penser d'un chef qui était un ancien flic anti-émeute : de la haine — non pas une haine personnelle, mais une haine de classe.

Les faits : le chef (ex-flic anti-émeute) ordonne à un ouvrier non qualifié — tout juste revenu d'un cortège qui avait balayé les ateliers de leurs chefs et de leurs larbins — de nettoyer une étagère sur laquelle s'étaient accumulés des « détritus » : des boulons et d'autres pièces qui avaient manqué leur cible.

L'ouvrier s'exécute, mais pour le chef, il reste encore de la poussière ; il exige que le nettoyage se poursuive. L'affrontement éclate — un affrontement à la fois individuel et de classe. Un tournevis cruciforme — du même type que ceux qui, dans le cortège, avaient été transformés en couteaux de lancer — entre en jeu, et voilà le résultat.

Quelques réflexions : le chef des unités antiémeutes, ennemi de classe — un ennemi que la classe ouvrière de Fiat sait identifier et frapper ; le poinçon en étoile, une arme ouvrière ; un camarade, figure de l'avant-garde de masse au sein du parti à Mirafiori.

S'agit-il d'un acte politiquement juste, ou d'un acte purement individuel ? Ni l'un ni l'autre : c'est une erreur. Déterminer où, comment et quand frapper relève d'une question politique.

Un camarade a bien identifié le lieu et la manière, mais il a mal évalué le moment ; un moment qui aurait dû être mis en rapport avec la question de l'organisation du parti à Mirafiori.

LAMA, BENVENUTO, MACARIO

[Luciano Lama est secrétaire général de la CGIL (Confédération générale italienne du travail), Giorgio Benvenuto de la UIL (Union italienne du travail), Luigi Macario de la CISL (Confédération italienne des syndicats de travailleurs).]

Au cours de la semaine du 17 au 20 février, ils se sont rendus en Allemagne pour rencontrer les dirigeants du syndicat unitaire allemand (DGB). Les échanges ont été cordiaux.

QUI SONT CES SYNDICALISTES ALLEMANDS ? Le chef des syndicats allemands s'appelle VETTER. Depuis une vingtaine d'années, il dirige le syndicat le plus « américain » d'Europe. Les communistes en sont exclus, et le syndicat soutient l'éviction des membres ou sympathisants de la gauche (parfois même de la gauche social-démocrate) des emplois publics.

Le syndicat possède des banques qu'il gère de manière capitaliste : il est, en plus d'être un marchand de force de travail, un patron à part entière. Par ailleurs, Vetter, le grand patron, est membre de la COMMISSION TRILATÉRALE.

QU'EST-CE QUE LA COMMISSION TRILATÉRALE ? Il s'agit d'une sorte de franc-maçonnerie internationale regroupant les plus grands patrons, les principaux dirigeants syndicaux, ainsi que des banquiers et des hommes politiques de premier plan. Pour l'Italie, par exemple, on y retrouve Agnelli, Pirelli et Carli. Pour les États-Unis, elle réunit les dirigeants des plus grandes multinationales (secteurs pétrolier, électronique, automobile), les présidents des grandes banques, les chefs syndicaux et certaines personnalités politiques — dont un certain M. Carter.

DE QUOI ONT DISCUTÉ LES SYNDICALISTES ITALIENS ET ALLEMANDS ?

Ils ont discuté de la « cogestion ». La cogestion est un programme prévoyant la participation du syndicat à l'administration des entreprises capitalistes ; c'est, en réalité, le programme de la capitulation de la classe ouvrière face aux exigences du profit. Allemands et Italiens se sont mis d'accord. Ils sont tellement d'accord que, lorsque les Italiens ont montré aux Allemands les plateformes FIAT et ALFA (actuellement en discussion en Italie), ces derniers leur ont tapé sur l'épaule en faisant remarquer : « Bravo les gars, c'est déjà de la cogestion ! Continuez comme ça et, bientôt, vous n'aurez plus rien à nous envier ».

QUI SONT LES SYNDICALISTES ITALIENS ? Ce sont des individus qui ont décidé d'avancer le plus vite possible sur la voie du capitalisme, en s'associant étroitement avec les patrons et avec les syndicalistes des patrons. CES SYNDICALISTES SONT DES SYNDICALISTES « JAUNES ». PEIGNONS EN JAUNE LA VOITURE DE NOTRE SYNDICALISTE !

Mais ce n'est pas tout ! En s'entendant avec les syndicalistes allemands qui participent à la gestion des multinationales et des banques allemandes, les syndicalistes italiens ont décidé de soutenir directement les investissements des multinationales en Italie. Tout le monde sait comment procèdent les multinationales allemandes en Italie : elles recherchent de la main-d'œuvre à bas prix, du travail au noir.

LES SYNDICALISTES ITALIENS SONT ALLEMANDS. PEIGNONS EN JAUNE LA VOITURE DE NOTRE SYNDICALISTE.

FIAT : La taupe commence à creuser

À Mirafiori et à l'usine Lancia de Chivasso, la conflictualité ouvrière mine la solidité du syndicat et peut commencer à se lier aux nouvelles couches prolétariennes en lutte.

---La colère ouvrière et la critique de l'accord entre les syndicats et la Confindustria ne trouvent pas encore de réseau d'organisation ouvrière capable de socialiser et de généraliser des comportements offensifs — de plus en plus répandus — qui frappent directement la productivité ; le « travail de merde » est désormais une pratique de masse. L'appareil du PCI et la structure syndicale en usine intensifient les méthodes de délation et de terrorisme, passant du contrôle des avant-gardes au fichage de tous les ouvriers, dans le cadre d'une gestion directe de la restructuration.---

À la suite des mesures gouvernementales et de l'accord entre la Confindustria et les syndicats, des luttes ont éclaté dans de nombreuses usines.

Nous cherchons à en comprendre la portée et à porter un jugement sur la situation actuelle, tant à Mirafiori qu'à l'usine Lancia de Chivasso.

Concernant ce qui se passe en usine, il convient de distinguer deux niveaux : 1) La colère ouvrière et la critique de l'accord syndicats-Confindustria — bien qu'elles témoignent d'une perte de crédibilité du syndicat et du PCI — ne parviennent presque jamais à échapper au contrôle syndical ; elles s'expriment avant tout comme des exutoires, une colère encore inorganisée.

Au regard des besoins en matière d'organisation ouvrière, une double réalité a émergé : une partie des ouvriers perçoit la nécessité d'une riposte offensive — bien que de manière encore vague — et s'exprime lors des assemblées pour contester les plateformes syndicales ; une autre frange ouvrière, profondément écœurée, ne parvient toutefois pas, dans les faits, à s'organiser pour mener un véritable affrontement.

Dans ce contexte, au lendemain des mesures gouvernementales, le syndicat a pris tout le monde de court en proposant une grève qu'il a ensuite quasi totalement contrôlée, déplaçant



A MIRAFIORI E ALLA LANCIA DI CHIVASSO LA CONFLITTUALITA' OPERAIA MINA LA TENUTA DEL SINDACATO E PUO' COMINCIARE A SALDARSI AI NUOVI STRATI PROLETARI IN LOTTA

FIAT: La talpa comincia a scavare

L'INCAZZATURA OPERAIA, LA CRITICA DELL'ACCORDO SINDACATO-CONFINDUSTRIA NON TROVA ANCORA UNA RETE D'ORGANIZZAZIONE OPERAIA CAPACE DI SOCIALIZZARE E GENERALIZZARE I COMPORTAMENTI D'ATTACCO SEMPRE PIU' DIFFUSI, CHE COLPISCONO DIRETTAMENTE LA PRODUTTIVITA' — IL «LAVORO DI MERDA» E' ORMAI PRATICA DI MASSA — L'APPARATO DEL PCI E LA STRUTTURA SINDACALE IN FABBRICA INTENSIFICANO I METODI DELLA DELAZIONE E DEL TERRORISMO PASSANDO DAL CONTROLLO DELLE AVANGUARDIE ALLA SCHEDATURA DI TUTTI GLI OPERAI NELLA GESTIONE IN PRIMA PERSONA DELLA RISTRUTTURAZIONE.

ROSSO 13

ainsi le terrain de l'affrontement — l'assaut contre le Sida [Sindacato Italiano dell'Automobile, un syndicat jaune] à Mirafiori s'inscrit d'ailleurs dans cette logique — vers des enjeux et des objectifs fictifs.

On peut donc affirmer que, malgré la perte de crédibilité dont souffre le syndicat, la FLM est parvenue, tant bien que mal, à encadrer ces luttes, empêchant notamment qu'elles ne se diffusent et ne se généralisent.

2) Il existe par ailleurs un second aspect du problème. Une nouvelle vague de conflictualité et de lutte est en train de mûrir au sein de l'usine ; elle recherche une nouvelle structure organisationnelle et s'appuie sur ces ouvriers qui refusent la mobilité, qui rejettent les augmentations de la production, et qui pratiquent — tout en cherchant à l'organiser — l'absentéisme (lequel atteint aujourd'hui, au niveau des machines, un taux de 15 à 20 %).

Dans cette perspective, toute une série de luttes ont vu le jour : celles des caristes et des chauffeurs de camion (chargés du transport de matériaux d'un atelier à l'autre, voire d'un établissement à l'autre) pour l'obtention du 5e niveau de classification — des travailleurs qui, ces dernières semaines, sont parvenus à bloquer la production en plusieurs points de l'usine ; et celles de certains ouvriers affectés aux socles des machines pour l'obtention du 4e niveau.

Après les mobilisations d'octobre, marquées par l'occupation de l'autoroute Turin-Milan, plusieurs épisodes conflictuels ont eu lieu, impliquant des équipes ou des groupes d'ouvriers ; on peut notamment citer une grève des caristes qui s'est soldée par la séquestration, pendant une heure, de toute la direction et des employés dans le bâtiment administratif.

Par la suite, les ouvriers ont réagi à l'accord conclu entre la Confindustria et les syndicats. Le mouvement, parti de l'atelier de peinture, s'est étendu aux secteurs des carrosseries et du montage.

Au cours de cette lutte, un affrontement physique a éclaté au réfectoire entre des ouvriers et l'appareil syndical ; le permanent syndical Aloia (sympathisant du PdUP) a reçu une carafe d'eau sur la tête et a été contraint, par la suite, de quitter l'usine en mauvais état.

Malgré ces luttes, le syndicat a tenté — et a partiellement réussi — à déplacer le terrain de la contestation : au lieu de s'attaquer à l'accord entre la Confindustria et les syndicats, il a orienté l'action vers les mesures gouvernementales.

Les deux dernières heures de grève chez Lancia, portant sur le contrôle de l'entreprise, ont connu une faible participation ouvrière ; les ouvriers comprenaient en effet que cette grève n'avait guère de sens et, qui plus est, qu'elle s'inscrivait pleinement dans les projets de restructuration de l'entreprise.

Un cortège de camarades, peu nombreux mais très combatifs, s'est rendu sur place pour bloquer les portails. Durant ce blocage, un camion qui tentait de passer a été pris à partie à coups de pierres, ce qui a gravement endommagé la cabine ainsi que certains véhicules qui se trouvaient à bord.

Au cours de cette semaine, l'absentéisme a atteint des sommets (35 % et plus) ; les chaînes de montage — bien que toutes les réserves aient été mobilisées et que tout le personnel disponible ait été affecté à la production — s'arrêtaient un quart d'heure chaque heure, tandis que la cadence était passée de 8,50 à 10-12.

Le 7 mars, un camarade a été licencié pour insubordination et absentéisme ; il travaillait chez Lancia depuis quatre ans, dont trois passés au poste de « cabine », et le médecin de l'entreprise lui-même lui avait diagnostiqué un ulcère.

La lutte s'est immédiatement engagée, tant contre ce licenciement que contre les plus de 600 lettres d'avertissement — pour absentéisme et désintérêt pour le travail — envoyées par la direction au cours du mois écoulé.

Un débrayage d'une heure a eu lieu dans l'atelier de peinture. Il a été décidé d'adopter des formes de lutte plus percutantes et d'imposer à la FLM la tenue d'une assemblée rémunérée de deux heures.

En réaction aux sanctions liées à l'absentéisme, des arrêts de travail ont également eu lieu l'après-midi dans l'atelier de peinture ; par ailleurs, pour le lendemain, a été formulée la proposition d'organiser, de manière autonome, une grève assortie d'un cortège qui sortirait de l'usine pour se rendre au siège local de la caisse de prévoyance.

Ces derniers mois, on a vu apparaître dans l'usine de nouvelles formes de lutte, qui se veulent plus incisives et s'inscrivent dans une perspective d'attaque directe contre la productivité.

La direction de Lancia a découvert un wagon chargé de 100 voitures terminées, entièrement maculées de peinture ; un matin, dans l'atelier de peinture, les carrosseries présentes dans les cabines étaient toutes trempées et les pistolets de pulvérisation bouchés, ce qui a retardé d'une heure le démarrage de la chaîne.

Ces formes de lutte ne sont pas — contrairement aux apparences — des actes isolés ou des actions menées par quelques ouvriers seulement.

À la sortie du cycle de peinture, le nombre de carrosseries conformes ne cesse de diminuer ; la qualité du travail se dégrade, devenant de plus en plus un « travail de merde ».

Certains jours, jusqu'à 70 % des carrosseries sont renvoyées en production ; avant-hier, sur 48 carrosseries, seules 6 ont été jugées acceptables par le contrôle qualité.

La restructuration, entamée dans l'usine durant les vacances de Noël, vise également à contrer ce type de lutte : outre l'allongement des lignes, on a assisté à l'introduction de zones tampons...

La direction de Lancia a mis en place un nouvel atelier, doté d'une ligne complète, pour réintégrer dans le cycle de production les carrosseries nécessitant une remise en état. De nouvelles machines de transfert ont également été introduites, ainsi que des pistolets à jets croisés.

Par ailleurs, un projet — baptisé « ROSSO 13 » — prévoit d'agrandir considérablement la section peinture, pour en faire une unité distincte de l'usine Lancia.

Un dernier point mérite d'être clarifié : il concerne la structure syndicale, qui compte parmi les plus réactionnaires. Furchino, membre du conseil d'usine, s'est illustré — aux côtés de Lo Turco, assesseur municipal à Settimo — lors de l'attaque menée contre les étudiants de Palazzo Nuovo, le jeudi 3 février.

De toutes parts, on affirme que le PCI et le syndicat ont endossé, au sein de l'usine, un rôle de contrôleurs, se portant garants de la productivité et de la paix sociale.

Est-ce vrai ? Et qu'est-ce que cela implique concrètement ?

Aujourd'hui, la structure syndicale et l'appareil du PCI déploient tous leurs efforts, dans l'usine, pour assurer un contrôle qui ne s'exerce plus seulement sur les avant-gardes et les militants les plus actifs, mais sur l'ensemble des ouvriers.

La délation et la terreur sont utilisées pour mener à bien la mission que le syndicat s'est assignée : gérer les niveaux de productivité et exercer un contrôle sur le travail ouvrier.

Ainsi, par exemple, les rééquilibrages de la chaîne de montage sont décidés directement par l'exécutif syndical.

Désormais, la tâche des délégués consiste à faire respecter les accords jusqu'au bout, et à faire accepter les niveaux d'exploitation et de production convenus entre le syndicat et le patron.

Au sein de l'usine, voici la première articulation de l'accord entre le PCI, le syndicat et le patronat.

Le rôle du délégué a été totalement inversé.

Faire accepter le travail est désormais la mission que le PCI s'est assignée dans le contexte social global ; quant au syndicat — en redécouvrant la théorie de la « courroie de transmission » ! — il s'est vu confier (ou, ce qui revient au même, a pris sur lui) la responsabilité de contrôler la productivité et l'absentéisme, ainsi que, pour le PCI comme pour le syndicat, de ficher l'ensemble des ouvriers.

La dernière grève de deux heures, réclamant des augmentations échelonnées pour 1978, a suscité une faible adhésion ouvrière ; le syndicat, cherchant à démontrer qu'il convient de faire grève quand c'est « juste » et non quand ça ne l'est pas, a conclu un accord avec la direction pour faire arrêter les lignes de production.

En réalité, les grèves syndicales non seulement sont incapables de porter atteinte à la production et aux profits patronaux, mais elles servent aujourd'hui directement les projets de restructuration.

Bien que le syndicat exerce des fonctions de plus en plus axées sur le contrôle et le commandement des ouvriers — traduisant une volonté d'imposer une ligne révisionniste à la classe ouvrière —, ce pacte social ne s'est pas pour autant imposé de manière victorieuse ; il manque toutefois, au sein même de l'usine, une force organisée capable de transformer la colère latente en moments de rupture et d'affrontement généralisé.

L'ample fossé qui sépare, d'une part, l'hypothèse d'une alliance entre le PCI, les syndicats et le patronat et, d'autre part, la réalité de la colère ouvrière et du rejet du réformisme, se manifeste également à travers certains comportements hystériques, et révélateurs, des bureaucrates syndicaux.

Le fait que des camarades aient été agressés par des syndicalistes de la FIOM aux portes 1 et 15 — suite aux événements survenus à l'université — témoigne de la fragilité de l'emprise syndicale au sein de l'usine.

Cela trahit aussi la crainte que des initiatives et des propositions autonomes et révolutionnaires ne finissent par converger, faisant ainsi voler en éclats le cadre actuel qui prévaut dans l'usine.

À Mirafiori, la classe ouvrière est loin d'avoir subi passivement l'hégémonie réformiste et révisionniste ; il s'agit donc de définir de nouvelles formes d'organisation pour permettre à cette colère latente — à cette conflictualité ouvrière — d'éclater au grand jour et de s'articuler avec les autres secteurs du prolétariat actuellement en lutte.

Luciano Lama : de la mitraillette au contrat de travail, du contrat de travail à la mitraillette

BOMBARDONS LE QUARTIER GÉNÉRAL DE L'IMBÉCILITÉ !

UNE HISTOIRE DE RÉVOLUTION ET D'AMOUR (CHRÉTIEN), DE MITRAILLEUSES ET DE COURROIES DE TRANSMISSION, DE PLANS DE TRAVAIL, DE PIANOS ET DE PANFORTES [=un gâteau italien].

SAINT LUCIEN ET LE SERMON AUX OISEAUX.

1.

Une fois la guerre terminée, Luciano Lama nourrissait une « pensée secrète ». Il voulait renverser le capitalisme !

Il se déplaçait alors avec son fidèle fusil-mitrailleur, qu'il allait toutefois bien vite abandonner pour le remplacer par le « contrat de travail ».

Pourquoi ce changement ?

Répondre à cette question est aujourd'hui crucial, car Luciano Lama — ce dont le pauvre Riva ne se rend pas compte — est en train de parcourir le chemin inverse : du contrat de travail au fusil-mitrailleur.

Mais, derrière cela, se cache une nouvelle « pensée secrète » : instaurer la terreur social-démocrate contre l'ouvrier insoumis.

Nous tenterons de retracer le parcours tourmenté du secrétaire confédéral — du fusil-mitrailleur au contrat de travail, puis du contrat de travail au fusil-mitrailleur — en examinant certains passages de sa désormais célèbre « INTERVIEW ».

Celle-ci a suscité des éloges et des approbations, tant de la part du président de la Confindustria que d'économistes de renom formés à l'école anglaise, tels que Spaventa — des hommes toujours prêts à déverser des flots d'encre à la moindre déclaration de « responsabilité national » émanant de ce perfide syndicaliste.

Le cœur du tournant opéré par Lama (le premier : celui qui a mené de la milice d'usine au contrat de travail) a été très bien saisi par Guido Carli : fin 1946 — dont on commémore ces jours-ci le trentième anniversaire — notre dirigeant syndical « débloque les licenciements ».


Luciano Lama: dal mitra al contratto di lavoro, dal contratto di lavoro al mitra

ROSSO è in vendita nelle edicole di Milano

nelle principali librerie di tutta Italia

Il s'agit là d'un moyen de vider les usines de tous leurs éléments d'avant-garde armés, afin de faire place au contrat de travail.

Ces avant-gardes, note Lama, constituaient un « poids étouffant », et l'on ne peut certainement que lui donner raison : « Mais, par la suite, nous-mêmes, en tant que mouvement syndical, avons pris conscience que le maintien de ce poids devenait étouffant pour la renaissance économique ; cela constituait un obstacle insurmontable pour toute forme d'entreprise, qu'elle soit capitaliste ou non. En somme, rémunérer des travailleurs qui ne produisaient rien revenait à détruire toute activité économique. »

Ce choix, nous confie Lama, fut douloureux, car les ouvriers licenciés n'eurent aucune chance d'être réembauchés à court terme — ni même, ajoute-t-il, à long terme.

Quoi qu'il en soit, bien qu'affligé, Lama resta ferme dans sa résolution : créer des emplois solides.

Aujourd'hui encore, des millions de travailleurs (ceux qui sont restés) se souviennent avec gratitude du choix opéré par l'organisation que représentait notre secrétaire : entre deux incidents ou accidents, entre l'explosion d'une chaudière et l'intervention d'un technicien pressé par les délais, dans ces brefs instants de répit volés au travail, leurs pensées reconnaissantes se tournaient vers la CGIL.

2.

Après la levée de l'interdiction des licenciements, il se produit toutefois quelque chose de vraiment désagréable. Quelque chose de bien plus douloureux que les licenciements eux-mêmes.

Ces hommes, aux côtés desquels la CGIL avait travaillé jour après jour pour ouvrir la voie aux licenciements, lancent à la grande CGIL : « Allez vous faire foutre ! ».

Les communistes n'étaient pas — et ne sont toujours pas — habitués à un tel langage ; Tullio De Mauro et Mario Spinella nous l'ont d'ailleurs fait remarquer dans *Rinascita* : les communistes disposent de différents « registres » stylistiques, allant du style francisant — antérieur à l'« invasion » du *Zibaldone* — à celui de Machiavel, voire à celui de Manzoni.

Mais le « allez vous faire foutre », non, cela ne faisait absolument pas partie de leur registre. Ils se réclament de l'« unitaire » et du « démocratique » ; leur patrie, c'est la Toscane.

Le nœud du problème, cependant, résidait dans la question de la grève politique.

Les démocrates-chrétiens les plus réactionnaires ne voulaient pas entendre parler de grèves politiques — en réalité, ils ne voulaient tout simplement pas de grèves du tout ; la CGIL, elle, ne voulait pas de grèves en soi, mais des grèves « unitaires » (et « démocratiques »).

Tout devient donc une question de vocabulaire : selon la CGIL, toute grève est politique ; il suffit, pour s'en convaincre, de définir ce qu'est la politique.

Mais c'est là que le bât blesse : en affirmant que toute grève est politique, la CGIL entendait avancer l'hypothèse effrénément matérialiste selon laquelle tout est relatif (d'où l'expression marxienne de « plus-value relative »).

À cette époque, il manquait encore la direction éclairée et ferme de Franco Rodano qui, sur les traces de l'Aquinate, aurait insufflé un esprit nouveau (un esprit saint !) aux *think tanks* du PCI.

Une absence fatale, car les syndicalistes adverses, face à l'étalage d'un tel matérialisme (et qui plus est, un matérialisme conséquent), réagissent avec horreur et leur lancent, de nouveau, un retentissant « va te faire foutre » !

3.

Arrive l'année 1948. La grande CGIL a déjà à son actif des milliers de licenciements, des compromis douteux et bien d'autres choses encore ; malgré la rupture de l'unité syndicale — une rupture majeure, comme nous l'avons vu —, la CGIL continue de cogiter.

Elle veut prouver qu'elle est, elle aussi, tout à fait capable de pendre la classe ouvrière, toute seule.

C'est ainsi que naît le « Plan du Travail ». Récemment, de jeunes économistes ont cherché à élucider, au cours de savantes conférences et de discussions minutieuses, la véritable signification de ce Plan du Travail.

Cela découlait-il d'une contamination keynésienne — inconsciente, obscure et inaperçue — chez les dirigeants syndicaux ?

Le « plan du travail » est-il le travail du plan ? Quelle relation existe-t-il — si tant est qu'il y en ait une — entre le « plan du travail », le piano et le *panforte* ?

Autant de questions ardues auxquelles un pauvre militant de l'Autonomie est bien incapable de répondre : adressez-vous plutôt à Alberoni.

Nous tenons toutefois à proposer, en avant-première dans ce numéro de *ROSSO*, une interprétation tout à fait singulière, mais non moins véridique.

Comme chacun sait, tout individu se fonde sur sa propre expérience ; or, les syndicalistes de l'époque gardaient encore très présent à l'esprit le souvenir des rafles menées par les Allemands, qui envoyaient ensuite les ouvriers ainsi capturés travailler en Allemagne.

Le travail existait donc, mais il était mal rémunéré et imposé par l'envahisseur. Dans cette admirable expérience de plein emploi, il n'y avait aucune place pour le syndicat.

Mais, l'économie de guerre ayant pris fin, le plein emploi redevenait envisageable, bien que par d'autres moyens.

Le « plan du travail », affirme Lama, a donné une impulsion formidable à la maturation des consciences. Lama a toujours raison.

Ce que nous nous demandons, en revanche, c'est pourquoi, dans une telle conjoncture, la CGIL n'a pas pris l'initiative — souveraine et incontestable — de proposer à ses adhérents de sacrifier, disons, un mois de salaire (et qu'est-ce qu'un mois au regard d'une vie entière ?) au profit de la reconstruction de la patrie.

Comme le souligne encore aujourd'hui Berlinguer, un effort de créativité est requis de la part des membres du PCI.

4.

La créativité, cependant, ne faisait pas défaut, même à cette époque.

La CGIL a nié la possibilité de la négociation au niveau de l'entreprise ; elle a, en d'autres termes, donné mandat aux « structures » syndicales en usine d'étouffer dans l'œuf tout conflit surgissant au sein du processus de production.

Cela ne signifie pas pour autant l'absence de négociation en entreprise — car les commissions internes chargées de la négociation étaient extrêmement expertes en la matière — ; cela signifiait, au contraire, bloquer dès son émergence tout processus de recomposition de classe, sur la base de la nouvelle réalité technologique des usines italiennes.

Guido Carli, dans son commentaire sur l'entretien, a fait remarquer : « Comme vous étiez habiles, à l'époque ! », en soulignant votre refus de ce qu'on appelait la négociation en entreprise.

La CGIL possède une capacité démesurée à réécrire sans cesse sa propre histoire : tantôt la négociation en entreprise est une escroquerie, tantôt une conquête, pour redevenir ensuite, à nouveau, une escroquerie.

À l'heure actuelle, nous assistons au passage de la conquête à l'escroquerie, et l'entretien de Lama fournit de nombreux arguments en faveur de cette réhabilitation de ce qui avait pourtant été dépassé.

C'est là aussi une forme de créativité ; Berlinguer devrait le savoir.

Ce qui laisse perplexe, toutefois, c'est la continuité dont le syndicat fait preuve dans de telles circonstances : soit la négociation est une escroquerie, soit elle ne l'est pas ; ou bien — si l'on veut sortir de cette opposition — on peut affirmer que la négociation ne sert pas à maintenir l'ouvrier dans le calme, et qu'en tant qu'instrument, elle doit être écartée.

Mais le syndicat est bien loin d'admettre une telle chose.

Nous pourrions alors en tirer une règle générale : lorsque quelque chose disparaît, sans que l'on sache pourquoi, c'est qu'il y a eu une initiative démocratique et unitaire.

Il en va de même pour la « courroie de transmission » : elle existait, mais nous nions son existence ; c’est d’ailleurs pour cela que nous l’avons supprimée.

Du reste, Di Vittorio l'avait déjà critiquée cent ans plus tôt — même si sa mère était d'accord, etc. Pour mettre de l'ordre dans ce capharnaüm, il faudrait faire appel à Paolo Seriano. C'est le problème de la « courroie fantôme ».

Que la courroie fût un fantôme, c'est ce qu'affirmaient Di Vittorio et Togliatti : « On est parvenu à cette résolution grâce à une parfaite identité de vues entre Di Vittorio et Togliatti. »

Peu importent, au fond, les vues de Di Vittorio ou celles de Togliatti ; cela ne change rien au fait que ces messieurs ne pouvaient pas voir des fantômes. Il ne s'agit là que d'une piètre tentative pour brouiller les pistes.

La courroie existait-elle, oui ou non ?

Andreotti dirait : « N'utilisons pas ce terme, qui donne une vision déformée de la réalité », etc. Cela dit, il nous faut « serrer la ceinture » — et non la « courroie de transmission ».

Et là, nous retrouvons le même problème : le PCI soutient qu'il ne faut pas serrer la ceinture, tout en admettant qu'on la serre ; c'est précisément parce que nous sommes dans une situation de gêne économique que nous sommes opposés à ce qu'on la serre.

D'ailleurs, les travailleurs ont toujours dû se serrer la ceinture — qui ne l'a jamais fait ? Au bout du compte, il faut bien se serrer la ceinture.

5.

Nous voici arrivés aux années soixante, les années de la « programmation ».

Les socialistes, comme chacun sait, voulaient accéder aux « manettes du pouvoir » ; les démocrates-chrétiens les prirent au mot : Giorgio Ruffolo se retrouva dans une pièce remplie de boutons, de petits boutons, de manettes avec des voyants lumineux et d'étranges panneaux (un peu comme ces radios japonaises de style militaire qu'on voit encore aujourd'hui).

Rayonnant de joie, Ruffolo s'écrie : « Programmons le capitalisme anarchique ! ».

Le PCI s'en mord les doigts, croyant que les socialistes sont bel et bien parvenus au pouvoir, et adopte une attitude ferme.

Les ouvriers, quant à eux, connaissaient déjà la « programmation » à l'usine ; ils étaient loin de considérer le capitalisme comme anarchique et s'employèrent donc à démanteler le plan (la « vieille taupe » à l'œuvre).

La planification s'effondre comme un château de cartes. Massimo Riva demande alors à Lama : « Vous ne pouviez pas mieux tenir vos ouvriers ? ».

« Il faut de la patience, répond Lama, et puis, on ne les tient pas en bride pour rien, tout de même ! ».

Prenez Pietro Nenni : au tout début du centre-gauche, il revient d'Amérique avec un navire chargé de... $$ $$ (N.d.R.).

Quoi qu'il en soit, assure Lama, nous travaillons d'arrache-pied : nous avons pondu une sacrée théorie sur la « consommation collective » — qui n'est d'ailleurs pas si nouvelle, puisqu'elle remonte aux années 50 : celle de la « voiture populaire antimonopoliste » destinée à combattre (façon de parler) FIAT.

« Ça a marché à l'époque — on n'a pas touché un cheveu à FIAT — ; ça marchera encore aujourd'hui, soyez patients. » Seulement voilà, il faut franchir un cap qualitatif au sein du syndicat : il faut passer du contrat de travail... à la mitraillette !

6.

Il faut employer la manière forte, affirme Lama : voyez ce que nous avons fait durant l'« Automne chaud » ; nous nous sommes tellement investis que nous avons failli disparaître.

Et tout cela, gratuitement !

D'ailleurs, menace Lama, il est impossible de revenir en arrière. Pour mener à bien les sales besognes que nous avons accomplies durant l'Automne chaud, vous nous avez conféré un pouvoir immense.

Aujourd'hui, ce pouvoir est intouchable, car personne n'est en mesure de nous remplacer.

Le danger a été grave, car des structures ouvrières émergeaient dans les usines, capables de renverser l'ordre capitaliste : « Nous avons toujours rejeté avec fermeté l'idée qu'une instance étrangère au mouvement syndical global puisse naître dans l'usine — une sorte de soviet... qui aurait eu pour fonction de renverser les structures politiques du pays. Sur ce point, nous avons toujours été inflexibles... Personne ne peut prétendre que notre refus n'a pas été net et sans équivoque. »

Nous avons, poursuit Lama, corporatisé des pans entiers de la classe ouvrière ; nous les avons armés et lancés contre les avant-gardes de l'« autonomie ».

Ce fut une étape importante sur la voie de l'unité, car, face à un mouvement d'une telle ampleur, il était impératif de mettre de côté toutes les querelles entre syndicats.

En amenant ainsi le syndicat à assumer des fonctions de police, on a franchi « une étape importante sur la voie de l'unité ».

Seulement, il n'a pas été possible de limiter et de réprimer le mouvement de masse au seul cadre de l'usine ; il était nécessaire de déplacer le terrain de l'affrontement et de le porter hors de l'usine : « Nous sommes arrivés à la conclusion que le rôle du syndicat n'est pleinement efficace que s'il ne se limite pas à agir au sein de l'usine uniquement en ce qui concerne les salaires ou le contrat, mais s'il s'implique également dans les problèmes généraux de l'économie et de la société. »

Cela est d'autant plus nécessaire si l'on considère que « l'économie et la société » italiennes sont, en fait, la propriété de sociétés et de banques multinationales ; par conséquent, le syndicat doit également mener son action avec efficacité sur ce terrain, afin de préserver les objectifs de profit que ces multinationales se sont fixés.

7.

À ce stade, M. Lama se lance dans un excursus sur ses réflexions concernant l'origine, l'histoire et le destin du syndicat.

Riva se réjouit vivement du glissement du syndicat vers le terrain social et invite notre syndicaliste à réécrire l'histoire du mouvement ouvrier à partir de ce constat.

Pour Lama, c'est une occasion historique ; il se lance donc.

1 : « Historiquement, le syndicat naît sous une forme corporatiste. » Par là, Lama veut dire que les ouvriers, lorsqu'ils luttent uniquement pour leurs propres intérêts, s'apparentent, en somme, à des fascistes.

Au fond, en quoi consistait la doctrine de Marx, sinon à tenter de débarrasser l'ouvrier de ce corporatisme malsain ?

« La notion d'intérêts généraux vient ensuite ; elle est le fruit de la prise de conscience chez les exploités. Ce n'est pas l'inverse : ce n'est pas la conscience de l'exploitation de classe qui engendre le syndicat. »

Cette dernière affirmation est fondamentalement exacte : la conscience de l'exploitation de classe ne crée pas le syndicat, elle le détruit.

Il est donc nécessaire de substituer les intérêts généraux à l'intérêt propre de l'ouvrier. C'est pour cette raison qu'en Italie, contrairement à ce qui se passe dans d'autres pays, de nombreuses luttes portent sur les enjeux du développement.

« Si cela s'est produit en Italie, ce n'est pas parce que nous avons la grève facile, mais parce que les travailleurs italiens ont une conscience aiguë d'un destin commun, ainsi qu'une compréhension des grands problèmes politico-sociaux. »

Il s'agit donc de la perception d'un « destin » partagé : « Sur ce point, on peut déceler un lien entre la conception chrétienne du marxisme et les idéaux de fraternité chrétienne ; un lien qui s'est déjà manifesté et a joué un rôle, dans bien des cas, au sein même de l'action syndicale. »

Nous voici donc arrivés à « Saint Luciano » : les ineffables syndicalistes n'ont pas pour président Monsieur Luciano Lama, mais un saint (et futur martyr).

2 : Que dit Saint Lucien ?

Une grande partie des travailleurs sont chrétiens ; mais il n'est pas nécessaire d'aller à la messe, car Saint Lucien est chrétien sans être catholique ; il est, au fond, un dissident : « Je fais référence, bien entendu — pour ce qui est de l'aspect chrétien —, non pas à la pratique rituelle de la religion, mais aux sentiments d'origine culturelle et morale qui habitent de larges masses au sein du monde du travail ; des sentiments qui œuvrent, eux aussi, dans le sens d'une extension de la solidarité, d'un combat contre les égoïsmes et contre cette conception « léonine » des rapports de force que l'on rencontre dans certaines strates de travailleurs ».

Le syndicat joue donc un rôle majeur sur le plan moral et éducatif.

Il est singulier que ces rapports de force « léonins » (il y a là, sans doute, une allusion voilée aux gladiateurs) existent parmi les travailleurs, mais nulle part ailleurs.

Car ils constituent, de toute évidence, la part viciée de la société que Saint Lucien doit évangéliser et corriger.

Pour mener à bien sa mission, Saint Lucien agit également à l'échelle internationale et fait adhérer la CGIL à la CES.

Qu'est-ce que la CES ?

Une interprétation purement philologique pourrait laisser supposer que cet acronyme est né en exploitant un terme désignant le lieu où l'on satisfait des besoins physiologiques élémentaires.

Mais le plus cocasse, c'est que le sigle « CES » — outre le fait qu'il puisse être perçu comme une abréviation du mot évoqué précédemment — signifie « Confédération européenne des syndicats ».

La CES est présidée par un membre de la Commission trilatérale, Heinz O. Vetter, qui est également à la tête de la Confédération allemande des syndicats.

Luciano Lama est allé frapper à la porte de la Trilatérale. Il y a trouvé l'Allemand Vetter, qui lui a déclaré : « L'époque des nationalismes est révolue, nous sommes des internationalistes ! ».

Telle est la philosophie de la CES. Saint Luciano — qui, au fond, demeure un internationaliste convaincu — s'est dit : « Pas mal, ce Vetter ! Sans le savoir, c'est un léniniste pur et dur ! ».

C'est ainsi qu'il a adhéré à la CES et qu'il fait probablement pression pour être admis aux réunions de la Trilatérale, un cercle qui doit être pour le moins exclusif.

Cela doit être une expérience saisissante que de se retrouver face à Rockefeller, Brzezinski et Carter, alors qu'ils préparent une Europe unie... à l'Amérique.

8.

Dans la seconde partie de l'entretien, saint Luciano s'aventure dans la jungle (des rémunérations).

Il n'y rencontre pas les « Indiens » — qui finiront par le torturer à Rome —, mais il se heurte à des problèmes dans lesquels un saint ne devrait vraiment pas mettre le nez... !

Il se met à parler de coûts, de salaires, de mécanismes automatiques.

C'est un bond en avant exceptionnel, car Jésus-Christ, lui, s'en était tiré en évoquant simplement la monnaie (d'une manière quelque peu ambiguë, il faut bien l'admettre).

Saint Luciano quitte les cieux de la monnaie pour descendre sur le terrain des rapports de production, des salaires, des investissements, etc.

Il s'en prend aux mécanismes automatiques ; il faut en finir avec ces automatismes. Saint Luciano serait-il devenu un luddite ? Serait-ce lui qui a dirigé le commando armé communiste ayant pris pour cible l'ordinateur de Montedison, dans la capitale lombarde ?

L'hypothèse ne peut certainement pas être exclue. Mais le syndicaliste joue la carte du camouflage.

Il cherche à nous mener par le bout du nez en affirmant que les automatismes qu'il souhaite détruire concernent les augmentations de salaire : « Désormais, ces mécanismes automatiques d'augmentation absorbent une telle part des revenus du travail que les revendications contractuelles — indépendamment des polémiques qu'elles suscitent ponctuellement — ne représentent plus qu'une part de plus en plus réduite du contrôle que le syndicat peut exercer sur la dynamique réelle des rémunérations. »

Des paroles d'évangile ! Mais alors, la solution est très simple ; lors de tout renouvellement de contrat, que San Luciano réclame une augmentation de 200 000 lires pour tout le monde ; il verra alors le poids des mécanismes d'indexation devenir plus léger qu'une plume.

Ces mécanismes ne seront plus qu'un aimable ornement de la structure salariale globale, servant simplement à démontrer que les syndicalistes, eux aussi, savent calculer des pourcentages.

Comment se fait-il que San Luciano n'y ait pas pensé ? Un peu de rouille dans les rouages cérébraux, hein ? Il doit effectivement y en avoir un peu. Mais évoquons maintenant une idée qui lui fait honneur, et qui prouve que San Luciano est encore capable de donner du fil à retordre.

Selon lui, le salaire doit augmenter jusqu'à l'âge de 40 ans, puis diminuer. C'est une nouveauté à l'échelle mondiale.

Nous citons le passage in extenso, car il mérite d'être soumis à la discussion de tous : « Sur le plan général, ces mécanismes ont en outre créé un autre facteur de distorsion important : il n'existe pas de dynamique des salaires qui soit parallèle à la dynamique des besoins. Par exemple, je ne crois pas qu'un travailleur de 50 ans ait des besoins plus importants qu'un collègue de vingt-cinq ans. La courbe des besoins ne suit pas une progression constante en fonction de l'âge ; elle atteint probablement son sommet entre 35 et 40 ans, pour ensuite redescendre. Un besoin essentiel, comme celui du logement, a plus de chances d'avoir été satisfait chez un travailleur plus âgé que chez un jeune qui vient tout juste de fonder une famille. »

Voilà qui relève du Club de Rome. À ce rythme, « Saint Luciano » finira par préconiser la planification des accouplements pour freiner la croissance de la population mondiale.

Il y a pourtant une part de vérité dans ses propos. Un ouvrier de 50 ans a déjà résolu le problème du logement : à Milan, par exemple, des quartiers très huppés, comme la Via Borgonovo ou la Via Bigli, regorgent d'ouvriers.

Le soir, en arpentant ces rues, on peut voir du linge dégouliner, soigneusement suspendu aux balcons et aux fenêtres.

Montale a d'ailleurs choisi de s'installer Via Bigli précisément parce qu'y règne une atmosphère prolétarienne.

Cefis, via Borgonuovo, c'est une petite Stalingrad ; avec les contrats qu'il signe avec l'Union soviétique, il a intérêt à se montrer un peu « bon enfant ». Raison pour laquelle il vaut mieux mater un peu ces vieux ouvriers.

« Les entreprises elles-mêmes en tireraient des bénéfices non négligeables pour leurs bilans ».

La responsabilité de ce désordre entre salaire et besoins incombe toujours aux mécanismes automatiques, que « Saint Luciano » combat avec acharnement ; pour les décrire, il emploie un vocabulaire évoquant la dioxine : ces mécanismes sont des malformations « héréditaires » qui, à l'instar de la dioxine, agissent « de manière aveugle et automatique » et atteignent des « proportions démesurées ».

Ces mécanismes automatiques influent par ailleurs sur la conscience de l'ouvrier ; en creusant un peu, on s'aperçoit qu'« à la longue, cette situation peut engendrer de dangereux vides de conscience chez les travailleurs ».

Qu'est-ce qu'un « vide de conscience », Saint Luciano ? Saint Luciano ne l'explique pas ; lorsqu'il ne parle pas, il donne à voir et — comme nous y aide ici Cacciari — il dit les choses sans les dire explicitement.

Il n'y a, quoi qu'il en soit, qu'une seule voie à suivre : « accroître la part du salaire qui fait l'objet d'une négociation syndicale ».

Tout comme Lénine proclamait « Tout le pouvoir aux soviets ! », Saint Luciano affirme : « Tout le salaire à la négociation ! ».

Il existe un décalage, nous en convenons ; mais l'objectif de Saint Luciano n'est pas la révolution, c'est le plein emploi.

« Il s'agit de mobiliser cette sensibilité en faveur d'un objectif d'intérêt général ; cet objectif existe, et il consiste à tenter de résoudre un problème qui, dans d'autres pays capitalistes, a été en grande partie surmonté : celui de fournir un emploi à toute la population active disponible. »

Ici, San Luciano a manqué le coche, car le plein emploi existe déjà, sous la forme du travail au noir ; on y trouve même du double, triple, quadruple, voire quintuple emploi.

Et San Luciano le sait bien, puisqu'il cumule lui-même, au minimum, deux activités : l'une pour la CGIL et l'autre pour le PCI.

Quoi qu'il en soit, son langage reste flou : il évoque un objectif, pour aussitôt ajouter qu'il faut « tenter d'amorcer, de commencer à entreprendre » la résolution du problème.

D'accord, mais cet objectif, alors ? Est-il atteint, oui ou non ?

San Luciano, tu nous ennuies un peu trop avec tes circonlocutions : si tu t'y prends de la sorte lors des négociations avec la Confindustria, les patrons risquent bien de te mettre à la porte !

San Luciano est d'ailleurs conscient de cette impasse langagière : « Je n'ai aucun mal à admettre que notre action en faveur d'un tournant dans la politique économique n'a pas, ces dernières années, produit d'effets notables. »

Trop d'euphémismes, venant de la part d'un homme qui porte de lourdes responsabilités !

Que signifie au juste « n'a pas produit d'effets notables » ?

Acculé par cette question, San Luciano prend la tangente et embraye sur l'agriculture.

Cette échappée bucolique est typique du syndicaliste mis au pied du mur : « Je pense, avant tout, à une restauration vigoureuse du rôle économique de l'agriculture au sein de l'économie italienne... En ce sens, je considère l'intervention dans le secteur agricole comme étant, peut-être, la plus révolutionnaire de nos revendications en matière de politique d'investissement. »

Enfin, on commence à parler de révolution ! Saint Luciano s'est découvert une vocation : il veut mener la « révolution verte ».

Le choix de la couleur est judicieux : outre son lien avec le paysage agricole, elle évoque aussi la teinte que prendra le visage de l'ouvrier le jour où on lui demandera de faire grève pour l'agriculture.

Imaginons le scénario de cette révolution : une multinationale provoque, ici ou là, une nouvelle catastrophe du type ICMESA ; les citadins commencent à souffrir de maladies pulmonaires (l'inévitable pipe de Saint Luciano y contribue d'ailleurs largement) et le syndicat déclenche la « révolution verte » ; il prétend que, pour en finir avec la pollution, il faut revenir à l'agriculture.

Une nouvelle reconversion industrielle s'opère (pauvre Cefis, cette fois les communistes pourraient bien te glisser quelques sous pour tes engrais), tandis que les ouvriers, plus furieux que jamais, continuent de ne jamais voir la couleur de l'argent.

Pour les calmer, Luciano Lama passe du contrat de travail à la mitraillette...

ROSSO
Vous ne parviendrez pas à « clore » le mouvement

Camarades, le lundi 21 mars, une opération policière massive a été déclenchée à Padoue et dans d'autres villes : 250 hommes en tenue de combat — des carabiniers du « noyau anti-guérilla » du général Dalla Chiesa, des policiers du « Service de sécurité » et des unités spéciales — ont fait irruption dans des dizaines et des dizaines de domiciles de camarades, ainsi que dans les locaux d'organisations politiques et de mouvements, défonçant les portes et braquant leurs armes sur la tête des personnes qui s'y trouvaient.

12 camarades ont été arrêtés sous l'accusation d'« association de malfaiteurs » et d'autres infractions : Barbara Bucco, Mauro Caniato, Enrico Ferri, William Gasparini, Celestino Giacon, Vincenzo Lovo, Roberto Magagnino,


ROSSO

Non riuscirete a “chiudere” il movimento

Queste sono le ultime voci che radio Alice ha diffuso sabato 12 marzo ore 23,15

Roberto Ragno, Susanna Scotti, Maria Vittoria Servallo, Alberto Zurco.

Cinq camarades de l'Institut de sciences politiques de l'université (Guido Bianchini, Luciano Ferrari Bravo, Alisa Del Re, Antonio Negri, Sandro Serafini) ont fait l'objet de poursuites pour association de malfaiteurs.

Le schéma de l'enquête repose sur une accumulation totale et arbitraire de données, visant à étayer la thèse préétablie de l'existence d'un complot subversif et criminel.

Il s'agit du premier épisode majeur de mise en œuvre de la ligne « Cossiga-Pecchioli-Bufalini », qui tend à placer, dans les faits, les groupes les plus résolument révolutionnaires hors la loi, à faire fermer leurs « repaires » et à démanteler leurs structures organisationnelles ainsi que leurs modes d'action politique.

Ce ne sont pas des individus isolés qui sont mis en cause, mais tout un tissu organisationnel, vaste et articulé, qui se fixe pour objectif politique de mener, sans aucun opportunisme, la lutte contre les rapports de production capitalistes. Les camarades ne sont pas accusés de délits particuliers ; ils sont incriminés en raison des objectifs, des formes de lutte, des éléments programmatiques et des niveaux d'organisation de l'ensemble du mouvement.

La plupart des personnes arrêtées sont des militants des « Collectifs politiques de Padoue pour le pouvoir ouvrier » (*Collettivi politici padovani per il potere operaio*) : tous ces camarades sont, sans distinction, des avant-gardes reconnues au sein du mouvement de classe, et plus particulièrement dans ses secteurs les plus avancés. De tels événements constituent la partie émergée d'une vaste et profonde manœuvre impliquant la magistrature, le ministère de l'Intérieur et les forces de police — bref, tout l'appareil politique qui soutient le féroce gouvernement anti-ouvrier et anti-prolétarien Andreotti-Berlinguer.

Cette manœuvre a pour but avoué de traîner la lutte de classe communiste devant les tribunaux et de l'enfermer en prison ; elle vise à anéantir les camarades et les organisations qui ont défendu, avec la plus grande détermination, les intérêts, les besoins, les espoirs et le programme de lutte de milliers et de milliers de prolétaires, d'ouvriers et d'étudiants.

Ces dernières semaines, la ligne du PCI vis-à-vis du mouvement a été cohérente avec les prémisses générales du « compromis historique ».

Étant donné que l'opposition au « pacte social » et à la politique des sacrifices s'est étendue et radicalisée ; étant donné qu'émerge un nouveau mouvement prolétarien qui pose, de manière toujours plus ouverte, la question de la rupture avec le régime capitaliste — en apportant une réponse à la crise, à la restructuration et à l'innovation du commandement qui s'inscrit en antagonisme avec la logique du mécanisme d'accumulation ; étant donné — en d'autres termes — que ce mouvement soulève la question du pouvoir, du programme de la révolution et de la force communiste organisée nécessaire pour l'imposer —, le PCI commence à diffuser la théorie funeste des « deux sociétés » : tous ceux qui se situent en dehors et contre la domination sociale du capital, en dehors et contre l'État, en dehors des contraintes de la « légalité démocratique » — laquelle impose une exploitation et un commandement capitalistes intensifiés et renouvelés — constitueraient « l'aire sociale du nouveau fascisme ».

Et puisqu'il est difficile, face à une masse sociale, d'avoir recours aux calomnies habituelles et éculées sur les « provocateurs », les « infiltrés », etc., les hommes de la social-démocratie néo-corporatiste et autoritaire s'emploient à criminaliser une vaste composante du prolétariat, tentant ainsi de la séparer de la classe ouvrière occupée et de mettre leurs intérêts respectifs en contradiction.

Mais, en réalité, les racines d'une nouvelle unité de classe — d'une recomposition plus avancée du sujet prolétarien sur le terrain révolutionnaire — sont inscrites dans la réalité même.

La restructuration capitaliste, qui réorganise le marché du travail, décentralise les « unités » de production hors du cœur de l'usine, dissémine l'exploitation sur tout le territoire par la multiplication des formes de travail au noir, marginal ou précaire, vise simultanément à réaliser une extraction sauvage de plus-value — « libérée » du carcan de la rigidité ouvrière —, à accentuer le chantage à l'emploi et à instaurer une nouvelle forme de commandement.

C'est pourquoi défaire et bouleverser la trame de cette réorganisation du travail social — en identifier les lieux et les figures pour les frapper — constitue une tâche qui incombe à toutes les composantes du prolétariat ; il s'agit donc là d'un terrain avancé pour l'unité.

Et, de fait, le mouvement a apporté une réponse exceptionnelle à la grossière offensive de la social-démocratie : le 17 février contre Lama ; le 5 mars pour la libération du camarade Panzieri ; les 11 et 12 pour la liberté d'action dans les villes, contre l'assassinat du camarade Lorusso et l'occupation militaire de Bologne ; le 17 pour l'affirmation du programme de lutte immédiat du mouvement — dans la rue, il n'y avait pas « les étudiants » et « les marginalisés », mais des dizaines de milliers de jeunes prolétaires.

Cette masse prolétaire — marginalisée par le bloc social néo-corporatiste que le PCI et les syndicats s'emploient à constituer, mais nullement marginalisée par les nouvelles formes de production sociale telles qu'elles sont réorganisées dans le contexte de la crise — est aujourd'hui le sujet central d'une critique de masse à l'encontre de la politique de « normalisation » et du pacte social ; un sujet qui tend, de plus en plus clairement, à se lier au réseau des avant-gardes ouvrières communistes.

Ces dernières ont, au cours des derniers mois, rétabli les bases d'une reprise de l'offensive autonome, créant ainsi les conditions nécessaires au développement de la lutte de classe communiste.

CAMARADES, lorsque l'État met en avant et privilégie, sans aucune médiation, le terrain militaire et répressif — comme il l'a fait sur la place publique à Bologne et à Rome, et comme il le fait actuellement à Padoue —, il n'y a plus aucune place pour défendre la légitimité de la milice révolutionnaire en invoquant les normes du droit bourgeois.

La défense ne réside que dans la mobilisation du vaste tissu des organisations communistes et des camarades révolutionnaires de ce pays. Ce sont la mobilisation de masse, la détermination, la pratique militante combattante, le déploiement de la force et la capacité d'organisation qui sont déterminants.

La mobilisation et l'engagement dans la lutte que nous exigeons de tous les révolutionnaires découlent de cette prise de conscience. Que chacun, camarades, assume ses responsabilités : tout comme, d'un côté, la magistrature, les forces de répression, les partis parlementaires et les syndicats prennent position — et sont contraints de le faire —, les organisations révolutionnaires et l'ensemble du mouvement doivent, de l'autre, prendre position.

Quiconque se soustrairait à cette tâche au nom de préjugés contre-révolutionnaires, d'un pacifisme légaliste ou d'un suivisme opportuniste — quiconque penserait pouvoir échapper à ces responsabilités et à ces devoirs de lutte — ne ferait qu'accentuer son éloignement vis-à-vis de la nature, des caractéristiques et des lignes de développement du nouveau mouvement de lutte ouvrier et prolétarien.

Un mouvement qui, inévitablement, se radicalisera toujours davantage et s'inscrira sur un terrain révolutionnaire, tant par ses perspectives et son programme que par ses formes d'organisation et de lutte.

CAMARADES, ce ne sont pas quelques otages — ou un grand nombre — qui pourront interrompre notre action de communistes, ni la mise en œuvre du programme que nous portons depuis des années.

DANS TOUT LE PAYS, LA MOBILISATION DOIT ÊTRE IMMÉDIATE, SANS DÉLAI, SANS HÉSITATION.

Toutes les organisations communistes qui contribuent, de diverses manières, au triomphe du processus révolutionnaire dans notre pays, ainsi que tous les militants communistes, sont appelés à la mobilisation et à la lutte.

Padoue, mars 1977.

Collettivi Politici Veneti ; Comitati comunisti per il potere operaio ; Comitati autonomi operai ; Collettivi politici operai ; Partito comunista (m-l) italiano ; Comitati comunisti (m-l) di unità e di lotta ; Comitati comunisti per la dittatura proletaria

Collectifs politiques vénitiens ; Comités communistes pour le pouvoir ouvrier ; Comités autonomes ouvriers ; Collectifs politiques ouvriers ; Parti communiste (marxiste-léniniste) italien ; Comités communistes (m-l) d'unité et de lutte ; Comités communistes pour la dictature prolétaire

Voici les dernières voix que Radio Alice a diffusées le samedi 12 mars à 23h15

L'émission commence avec des bruits de fond, un grand chahut, des chaises que l'on déplace, des gens qui s'agitent dans la pièce.

On entend le téléphone sonner : « Alice ? » — « Raccroche, il y a la police, on a besoin du téléphone. »

— « Sauvons-nous à l'étage, sauvons-nous ! »

— « Doucement, les gars. »

Le téléphone sonne à nouveau : « Allô, Alice ? Oui, il y a la police. Si vous trouvez quelqu'un du Collectif juridique de défense, qu'il vienne tout de suite ici ! Non, ne partez pas par la fenêtre, s'il vous plaît ! »

(bruit) « Écoute, c'est important, raccroche, je t'en prie. »

« Attention, à tous les avocats, à tous les camarades qui nous écoutent : contactez les avocats. Attention à tous les camarades : essayez de joindre l'avocat Insolera et les autres membres du Collectif juridique de défense. »

(voix en arrière-plan) : « La police nous tire dessus, ils nous tirent dessus ! »

— « Daniela, si tu es à la radio, reste calme ! »

— « Non, où allez-vous ? Donnez-moi le numéro de téléphone. »

— « Celui-ci, voilà, Gamberini 51. »

— « 51. »

« Encore un appel de Radio Alice : la police est à nos portes.

Tous les camarades du Collectif juridique de défense, s'il vous plaît, accourez ici, via Pratello. »

Une camarade : « Et là, ils sont en train de tout casser… »

H C : Personne ne répond.

III C : À terre !

(sonnerie de téléphone) I C : Allô, oui.

Police : Ouvrez ! (bruit de coups).

I C : Mauro, écoute (encore des coups, plus forts), la police est là, on attend les avocats... Attention, ici Radio Alice, la police est en train d'essayer de défoncer les portes en ce moment même (bruit de coups)... Je ne sais pas si vous entendez les coups à la radio (bruits de fond confus), baisse le truc…

H C : Écoute, la police est devant les portes et essaie de les défoncer ; ils ont leurs armes braquées et je refuse d'ouvrir. Je leur ai dit : pas question d'ouvrir tant qu'ils n'auront pas baissé leurs armes et ne m'auront pas montré le mandat. Et comme ils ne baissent pas leurs armes, je leur ai dit qu'on n'ouvrirait pas avant l'arrivée de l'avocat.

(téléphone) Écoute, tu peux venir, s'il te plaît ? En urgence, je t'en prie, en urgence, je t'en prie... ils ont des armes, des gilets pare-balles et tout ce bordel... Via del Pratello 41... OK, on t'attend... Salut.

II C : Dis-lui... Mauro ! Reste en bas !!!!

Un camarade crie à la police : Les avocats ! Attendez un instant, les avocats arrivent ! (sonnerie de sonnette prolongée)

Un camarade : Le téléphone !

Un autre camarade : Attendez, on attend les avocats ! (le téléphone sonne encore)

Le camarade : Bon sang, la police est devant la porte ; posez le téléphone, s'il vous plaît.

Le camarade : Attention, ici Radio Alice, la police est devant la porte (sonnette retentit), avec des gilets pare-balles, des pistolets à la main, tout l'attirail... et nous attendons nos avocats. Nous refusons catégoriquement de laisser entrer la police tant que nos avocats ne sont pas arrivés. Ils braquent leurs armes sur nous, ce genre de choses, et c'est absolument inacceptable... Bon, je demande aux camarades de Radio Città de nous faire signe par radio ; je vous écoute.

Le camarade : À tous les camarades, tous les camarades sur la Piazza Maggiore avant minuit, impérativement. Radio Città, appelez-nous ici à Radio Alice. Allô ?

Le camarade : Radio Città, appelez Radio Alice, s'il vous plaît. Radio Città, appelez Radio Alice, ou signalez que vous nous écoutez et que vous rediffusez tout ceci sur vos ondes... s'il vous plaît... nous sommes à l'écoute. Mais nous n'arrivons pas à savoir si c'est un retour de notre propre signal ou si ce sont eux qui rediffusent ; Radio Città, faites-vous entendre, s'il vous plaît. Merci.

Un camarade : Le téléphone !

C : Radio Città à l'écoute ! Alors, les amis de Radio Città, appelez, camarades…

Un camarade : Je téléphone. Allô ?

II C : Quoi qu'il en soit, camarades, la situation est stable.

I C : Madame, nous attendons simplement les avocats.

II C : La situation est stable ; la police est toujours dehors, attendant de pénétrer, toujours avec des gilets pare-balles, toujours les pistolets braqués.

I C : Attends, il y en a un qui arrive…

III C : Ils ont dit qu'ils allaient défoncer la porte, ce genre de choses.

(voix) Nous sommes assiégés par la police, là. Je ne sais pas si vous avez vu le film, hein... bon sang, comment ça s'appelait déjà, ce truc... celui sur l'Allemagne... *L'Honneur perdu de Katharina Blum*... eh bien, ce sont exactement les mêmes casques, exactement les mêmes

gilets pare-balles, les Beretta braqués, tout ça... c'est vraiment absurde, vraiment incroyable, (voix) on se croirait vraiment dans un film (encore des voix en arrière-plan) ; je vous jure que, s'ils ne frappaient pas à la porte juste là, dehors, je croirais être au cinéma…

I C : (du fond) Je ne l'ai pas sous la main... dis, personne n'a le numéro de Radio Città ?

III C : 346458.

II C : On attend encore l'arrivée d'un camarade ; on est quatre ici à la radio, enfin... on est quatre à faire du travail de contre-information, et on attend la police pour voir ce qu'ils foutent, putain (voix agitées et bruits). Pour l'instant, ils ont l'air tranquilles, ils ne font pas trop de boucan, ils se sont calmés, ils ont arrêté de cogner contre la porte ; ils doivent la trouver très solide... Hé, passe-moi un disque, qu'on mette un peu de musique, bordel de Dieu. (le téléphone sonne)

I C : Alice…

H C : Le téléphone n'arrête pas de sonner ici... vraiment... Tiens, voilà du Beethoven ; si ça vous va, tant mieux, sinon... tant pis, hein…

I C : Non, Calimero est parti, ouais... (du fond : Bordel de Dieu !)

I C : Non, écoute, je suis tout seul, la police est là.

(musique)

II C : Un peu de musique de fond. (la musique continue)

I C : Je sais pas, écoute, je ne sais même pas si je vais dormir, cette nuit... Quelle galère, franchement... (on entend du chahut et des coups violents)

II C : La police a donc recommencé à frapper à la porte, ils continuent de hurler d'ouvrir.

III C : Ils arrivent !!! Ils arrivent !!

II C : Fais attention ! Reste en bas !!!

Police : Putain de Dieu, ouvrez, ouvrez !!!

(un vacarme infernal se fait entendre)

III C : Les avocats arrivent, attendez cinq minutes, ils sont dans la rue.

Police : On entre, tenez-vous prêts !!!

H C : Les seuls commentaires, c'est : « Putain de Dieu, ouvrez » et des trucs du genre…

Un camarade répond au téléphone : Alice !

Police : Haut les mains, haut les mains.

I C : Je ne sais pas qui est Alberto, non, je suis Matteo, écoute, la police est à la porte…

(vacarme)

III C : Ils sont entrés, ils sont là !!!

II C : Ils sont entrés !!! Ils sont entrés ! On a les mains en l'air, ils sont entrés, on a les mains en l'air…

H C : Ça y est, ils ont arraché le micro…

Police : Haut les mains, hein !

H C : On a les mains en l'air, ils nous ont dit que c'était un repaire de commanditaires…